

55 د.م. من الإصدار

Supplément « Sans visa » Le Monde

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14350 - 6 F

SAMEDI 16 MARS 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Coup de froid soviéto-allemand

Le transfert clandestin en URSS d'Erich Honecker dans un avion militaire soviétique constitue d'évidence une violation du droit international. Depuis le 3 octobre 1990, date de l'unité allemande, l'ancien chef de l'Etat et du parti communiste de la RDA était devenu un simple citoyen de la République fédérale sur lequel pèse un mandat d'arrêt de la justice de son pays. En agissant de la sorte, les dirigeants de Moscou - dont le main a peut-être été forcé par les militaires, maîtres d'œuvre de l'opération - se rendant coupables de complicité d'évasion et de violation flagrante de la toute jeune souveraineté allemande.

Les unités de l'armée rouge stationnées en Allemagne n'ont plus, depuis le traité de septembre 1990, le statut de troupes d'occupation et sont, jusqu'à leur retrait total prévu pour la fin de l'année 1994, considérées comme « invitées » par le gouvernement de l'Allemagne unifiée. Rien ne les autoriserait, en théorie, à refuser de livrer Honecker à la justice, encore moins à le soustraire à cette dernière.

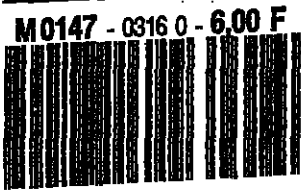
MAIS le cas d'Erich Honecker ne peut être considéré comme un dossier pénal ordinaire. Ce dernier incarne quarante ans de domination communiste sur une partie de l'Allemagne. Son nom reste attaché à la construction du mur de Berlin et aux victimes du dispositif inhumain installé à la frontière interallemande. Pour les dirigeants soviétiques, et en particulier ceux de la vieille garde qui semblent relever la tête à Moscou, l'ancien chef de la RDA reste celui qui fut pendant soixante ans un ami inconditionnel du Kremlin.

Derrière les raisons « humanitaires » avancées pour justifier ce transfert transparaît la mauvaise conscience d'une partie de la direction soviétique d'avoir abandonné à l'ennemi de classe un fidèle compagnon de route, par ailleurs opposant résolu à une perestroïka gorbatchévienne en pleine déconfiture. En dépit des protestations indignées de Bonn, où l'on réclame le retour immédiat du fugitif, le gouvernement du chancelier Helmut Kohl a quelques raisons de ne pas prendre cette affaire trop au tragique.

La procédure entamée contre M. Honecker, accusé de complicité de meurtre pour avoir donné l'ordre de tir aux gardes-frontières est-allemands, menaçait de s'enliser avant même d'avoir commencé. Tout comme le procès fait à Sofia à Todor Jivkov, l'ancien numéro un bulgare, dont les juges auront du mal à appréhender la dimension politique des méfaits qu'on lui reproche.

Il n'empêche que ce brusque « coup de froid » dans les relations germano-soviétiques va compliquer la tâche d'une Allemagne qui d'ici là chaque jour un peu plus de la dégradation du pouvoir de M. Gorbatchev. Un soupçon de soulagement a bien accueilli la récente ratification par le Soviet suprême du traité « 2 + 4 » rétablissant la souveraineté allemande, mais il sera difficile pour Bonn d'obtenir le retour d'Erich Honecker. Les moyens de pression sur un pays qui dispose encore de 350 000 soldats stationnés sur le territoire allemand restent forcément limités.

Lire page 6 l'article de LUC ROSENZWEIG



Les suites de la guerre du Golfe et l'indemnisation du Koweït par l'Irak

M. Mitterrand soutient M. Bush mais s'interroge sur sa méthode

MM. François Mitterrand et George Bush ont évoqué jeudi 14 mars à la Martinique la situation dans le Golfe et au Proche-Orient, ainsi que la construction européenne et l'avenir de l'OTAN, lors de conversations que le président américain a qualifiées de « très fructueuses ». Le chef de l'Etat français a confirmé son soutien aux démarches actuellement entreprises par Washington pour assurer la

paix au Proche-Orient, même s'il a pris acte de ses divergences avec M. Bush sur la représentativité de l'OLP et de M. Yassar Arafat.

Au terme de ses entretiens en Syrie, dernière étape de sa tournée au Proche-Orient, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker - arrivé jeudi à Moscou - s'est dit optimiste sur l'avenir de la région, tout en soulignant qu'« il est trop tôt pour parler d'une percée ».

FORT-DE-FRANCE

de notre envoyée spéciale

La rencontre de MM. Bush et Mitterrand jeudi 14 mars à la Martinique, n'a fait que confirmer ce qui avait déjà été annoncé avec insistance ces derniers jours à Paris : la France apporte son soutien politique aux efforts déployés par les Etats-Unis dans la recherche d'une paix durable au Proche-Orient.

Cette solidarité, cependant, n'implique pas une totale identité de vues : le chef de l'Etat français ne s'est pas privé de la faire comprendre dans la conférence de presse conjointe par laquelle s'acheva la rencontre, tandis que le président américain, dans le rôle de celui qui

recueille consciencieusement les avis des autres, ne se montrait pas avare d'éloges pour les nombreuses « idées » de M. Mitterrand et se félicitait de la densité de leurs trois heures d'entretiens. Les deux hommes à l'évidence s'apprécient et se parlent très directement. Ils ne se font pas pour autant plus de concessions qu'il n'en faut.

Sur ce qui fut le premier sujet de ces conversations, les conflits israélo-palestiniens et israélo-arabes, le moment n'est pas aux querelles de méthode. Pragmatisme et ouverture sont les deux mots d'ordre des Américains qui affirment n'avoir pas de « plan » préconçu. La France aurait, dès lors, bien mauvaise grâce à ne pas leur faire crédit et à leur mettre des bâtons dans les

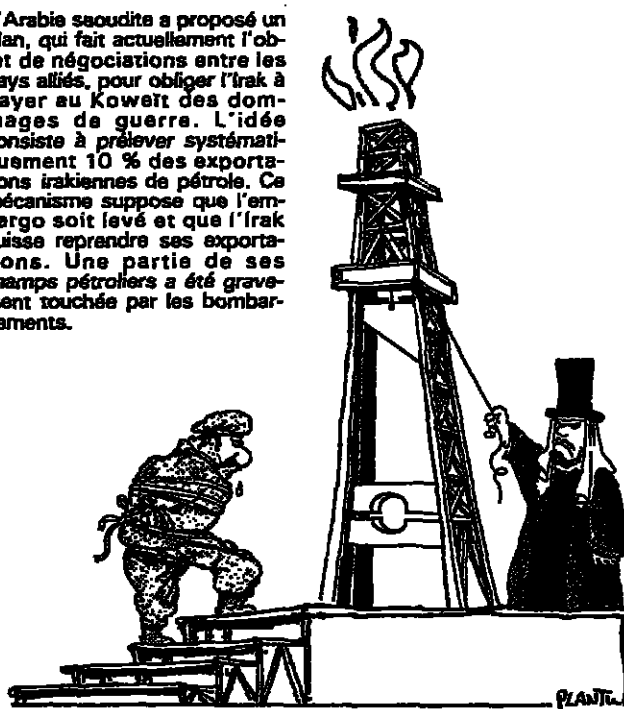
roues. Elle ne dira ni ne fera rien qui puisse être utilisé contre les Etats-Unis pour compromettre leurs efforts. « Quelle que soit la méthode, disait M. Mitterrand jeudi, l'essentiel c'est que la paix triomphe ».

Cela étant, le président français n'en continue pas moins de penser que c'est lui qui a raison. Il a rappelé qu'il avait été « l'un des rares responsables politiques français à approuver Camp David » et qu'il avait longtemps cru aux vertus du dialogue bilatéral, mais que les faits l'avaient amené à ne plus y croire et donc à prendre parti pour la tenue d'une conférence internationale.

CLAIRE TRÉAN
Lire la suite page 4

Ryad propose de saisir 10 % du pétrole irakien

L'Arabie saoudite a proposé un plan, qui fait actuellement l'objet de négociations entre les pays amis, pour obliger l'Irak à payer au Koweït des dommages de guerre. L'idée consiste à prélever systématiquement 10 % des exportations irakiennes de pétrole. Ce mécanisme suppose que l'embargo soit levé et que l'Irak puisse reprendre ses exportations. Une partie de ses champs pétroliers a été gravement touchée par les bombardements.



Lire page 3 l'article de VÉRONIQUE MAURIS

La colère des « six de Birmingham »

Le système judiciaire britannique est ébranlé par le cauchemar vécu par des sympathisants de l'IRA

LONDRES

de notre correspondant

« La justice ? Je ne crois pas que les gens qui sont dans ce bâtiment savent honnêtement écrire le mot et encore moins la rendre. Ils sont pourris. » Patrick Hill pointe, jeudi 14 mars, un doigt vengeur vers le tribunal londonien de l'Old Bailey. Le Lord Chief Justice, le plus haut magistrat du pays, vient de le remettre en liberté lui et ses cinq camarades, après plus de seize années injustement passées en prison. Le propos a de quoi choquer les Britanniques. Et ceux-ci essaient de comprendre comment leur système judiciaire a pu produire un tel cauchemar. Tout commence le 21 novembre 1974. Six Irlandais s'apprêtent à prendre le train pour Belfast afin d'assister aux obèques d'une militante de l'Armée de libération irlandaise. Ce sont des sympathisants de la cause républicaine, mais ils n'appartiennent nullement à l'IRA. Quelques heures plus tôt,

des bombes explosent dans deux pubs de Birmingham, tuant 21 personnes et en blessant 162 autres. C'est l'attentat le plus meurtrier jamais commis par l'IRA en Angleterre même. Les six hommes ont le tort d'avoir un fort accent irlandais et d'avoir quitté Birmingham peu avant les explosions. Ils sont arrêtés, roués de coups et signent des aveux.

Patrick Hill, Hugh Callaghan, Richard McKenny, William Power, Gerard Hunter et John Walker sont sortis enfin libres.

Le gouvernement a immédiatement décidé la création d'une Commission royale pour étudier ce qui doit être réformé dans la procédure pénale. Si cette libération était attendue (le Monde du 6 mars), le spectacle des « six de Birmingham » conspuant la justice britannique, criant leur joie et leur innocence au milieu de leurs familles et de leurs amis, en plein centre de Londres, n'en était pas moins extraordinaire.

DOMINIQUE DHOMBRES
Lire la suite page 7

Régions : le jeu du PS

La réforme du scrutin régional a deux buts : piéger la droite et renforcer les Assemblées

par Thierry Bréhier

M. Michel Rocard a accepté de reprendre au compte du gouvernement la volonté du Parti socialiste de modifier les conditions d'élection des conseillers régionaux (le Monde du 15 mars). Un projet de loi sera soumis au Parlement au cours de la session ordinaire du printemps.

A la place de l'actuelle proportionnelle intégrale à un tour dans le cadre départemental, le projet de loi prévoit, sur le modèle du scrutin municipal, un scrutin proportionnel à deux tours, toujours dans le cadre départemental, avec une forte « prime » (probablement 25 % des sièges à pourvoir) à la liste arrivée en tête.

« En réalité, chaque parti voit les réformes électorales uniquement sous l'angle de son intérêt particulier. » L'amer constat fait par le général de Gaulle, en 1950, n'est en rien démenti par le débat sur

l'éventuelle modification du mode de scrutin pour les élections régionales, regroupées, en mars 1992, avec les cantonales. Pourtant, la nécessité d'un changement n'est sérieusement contestée par personne.

La mode, chez les socialistes au pouvoir, en 1985, était à la proportionnelle. Celui qui était alors le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, a toujours été un fervent partisan de ce type de scrutin. Le premier ministre de l'époque, M. Laurent Fabius, voulait, avant tout, limiter les conséquences de la défaite attendue du PS aux élections législatives du 16 mars 1986.

L'un et l'autre pensaient qu'une proportionnelle intégrale dans le cadre départemental permettrait à leur parti de détenir une forte minorité à l'Assemblée nationale et que la pression de l'extrême droite pourrait empêcher le RPR et l'UDF d'y obtenir la majorité absolue, ce qui avait bien failli se vérifier.

Lire la suite page 8



PHILIPPE

SOLLERS

LA FÊTE À VENISE

roman

etf

GALLIMARD

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 780 m; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (other), 2,50 \$.

DÉBATS

Après la guerre du Golfe
Le prix du statu quo

par Joaquin Estefania

Il est rare que les guerres arrangent les choses. Au contraire, elles ont pour habitude de les compliquer. La guerre du Golfe n'a pas été une exception. L'agression de Saddam Hussein a aggravé la situation dans une zone géostratégique où s'accumulent déjà les problèmes. Le résultat du conflit a certes permis d'obtenir, du point de vue militaire, un résultat essentiel qu'on ne peut nier : que le dictateur irakien n'envahisse plus d'autres pays dans l'avenir, et qu'il se retire du Koweït. Mais du point de vue politique, les problèmes restent entiers.

Il est donc urgent que l'ONU — une organisation qui, pour la première fois, a légitimé une guerre et l'a gagnée — engage le débat politique de l'après-crise. En effet, plus le temps passe sans que rien se produise sur le plan pratique, et plus risquent de se diluer les tensions positives que peuvent générer les événements : plus grande, donc, sera la tendance à maintenir le statu quo tel qu'il prévalait avant le conflit armé.

Modifier ce statu quo suppose, comme première priorité, la convocation d'une conférence internationale de paix qui étudie le problème palestinien et l'application des résolutions des Nations unies à ce propos, avec la même rigueur dont on a fait preuve dans l'affaire du Koweït. Il n'est plus admissible de faire deux poids et deux mesures.

Bien que le président Bush ait fait quelques allusions à cette question dans son discours de la victoire devant le Congrès, le moment est venu pour l'Europe de récupérer ce rôle de médiateur dont elle n'aurait jamais dû se départir pour en laisser le monopole à d'autres durant les derniers mois. Et, au sein de l'Europe, les trois pays qui se sont révélés les plus sensibles à la situation palestinienne : la France, l'Italie et l'Espagne.

Toutefois, si les conditions pour une telle conférence de paix ont mûri depuis le 2 août, il n'en va pas de même quant à ses hypothétiques résultats : une patrie pour le peuple palestinien et, en même temps, la reconnaissance du droit d'Israël à des frontières sûres. Le rapport de force après l'aventure de Saddam Hussein est désormais désastreux pour les Palestiniens, suite à l'alignement radical d'Arafat et de l'OLP sur les militaires irakiens (qui, durant ces derniers temps, constituaient d'ailleurs leur principale source de financement). En outre, Israël, qui figure dans le camp des vainqueurs, s'est renforcé grâce à la modération de sa réponse à l'agression des missiles irakiens.

Mais les difficultés de la zone ne se limitent pas au problème palestinien : il y a un conflit frontalier entre la Mauritanie et le Maroc ; entre l'Algérie et le Maroc ; entre la Libye et l'Égypte ; entre l'Arabie saoudite et le

Yémen ; entre Oman et les Émirats arabes unis ; il y a aussi l'occupation du Liban par la Syrie, etc.

En outre, le commerce d'armes généralisé dans la région doit faire l'objet d'un contrôle rigoureux, malgré le paradoxe que ce soit précisément les cinq membres du Conseil de sécurité de l'ONU qui constituent les principaux exportateurs d'armes vers la région. Et enfin, il y a les deux problèmes que l'on retrouve de manière récurrente dans tout le Sud géopolitique, et qui sont particulièrement intenses dans cette région : les énormes inégalités économiques et le manque de démocratie.

Le rôle
de l'Espagne

C'est la première fois cependant que, dans une situation d'après-guerre, la région n'a pas besoin de ressources financières externes pour sa reconstruction : les dollars s'y trouvent déjà, même si seule une minorité de citoyens en profite. L'heure n'est donc pas à un plan Marshall classique, mais bien à une redistribution de la richesse qui colmate l'explosion déstabilisatrice d'une population qui est en train de croître de manière exponentielle. L'absence de liberté — qui s'ajoute au mélange entre religion et politique — est certes en partie liée au problème antérieur, mais le moment n'en est pas moins venu de choisir entre la Renaissance et le Moyen Âge : il est difficile d'imaginer, par exemple, un Koweït qui renaisse de ses cendres et où la majeure partie des citoyens continuait à ne pas pouvoir voter, et où presque toute l'économie soit aux mains d'une seule famille.

Chacun de ces quatre groupes de problèmes (frontières, armement, inégalité extrême et absolutisme) suppose de même la convocation d'une autre ou de plusieurs autres conférences internationales de paix.

Le débat sur la guerre du Golfe a été très large en Espagne. Sans doute même plus qu'en 1986, lorsque le gouvernement socialiste a décidé que

notre pays devait se maintenir dans l'OTAN, modifiant sa position historique et convoquant un référendum. Le débat actuel, toutefois, s'est vu limité pour deux raisons : d'abord parce qu'en Espagne toute polémique sur la politique extérieure se transforme malheureusement en une controverse de politique intérieure. Ce qui explique que tant les pacifistes que la dernière heure que les bellicistes aient défendu leurs positions non pas en fonction du rôle de l'Espagne au sein de la coalition alliée après des décennies d'isolement extérieur, mais bien avec l'idée de critiquer l'action du gouvernement socialiste et de l'affaiblir dans les urnes.

En outre, le débat s'est vu limité parce qu'il y avait eu précédemment, il a été posé comme un débat de principes (guerre juste ou injuste, guerre du pétrole ou du droit international), au lieu de porter sur la manière de faire face concrètement au conflit et sur l'intendance de la guerre.

Maintenant que la crise a pris fin, il faut éviter que ne se répète le même phénomène dans l'après-guerre : l'Espagne, consciente de sa situation de puissance moyenne, sans mégolonnie mais aussi sans complaisance, doit récupérer sa propre spécificité et ses propres priorités. Et parmi elles, outre celles auxquelles on a déjà fait allusion, il y en a une très concrète liée à notre situation géographique : l'Espagne constitue une partie substantielle de la frontière nord des pays du Maghreb, et en supporte donc les conséquences.

La Méditerranée peut se convertir bientôt en une espèce de gigantesque Rio Grande qu'Africains et Arabes traverseront en masse, tels les « *campesinos* » mexicains, les « *campesinos* » mexicains, nom donné aux Mexicains qui franchissent clandestinement la rivière pour passer aux États-Unis, afin de fuir la poudrière et de rechercher un peu de bien-être. Les risques de déstabilisation du flanc sud de l'Europe,

de la Méditerranée arabe et orientale, nous affectent davantage que les autres pays de la Communauté.

Témoignent d'ailleurs de l'intérêt de l'Espagne pour la région du Maghreb les visites échangées en pleine guerre du Golfe par leurs principaux responsables respectifs. Des visites qui avaient pour objectif d'expliquer l'importante participation logistique de l'Espagne dans la guerre (surtout comme point d'appui des bombardiers B-52), de maîtriser les émotions pro-Saddam de la population au Maroc, en Algérie, en Tunisie, en Libye et en Mauritanie, et d'éviter que ne se produise une rupture irréparable. L'entrevue à Washington, le mardi 5 mars, entre Bush et le ministre des affaires étrangères espagnol Francisco Fernandez Ordóñez, avait notamment comme objectif d'informer le président américain de la tournée du ministre au Maghreb en plein conflit.

S'enir
pour l'Europe

La guerre du Golfe a causé un grand dommage à l'idée d'une Europe unie. Les Douze doivent la récupérer en cherchant à réaliser l'union politique extérieure au-delà de leurs sensibilités distinctes : le Danemark ne peut faire preuve de la même perception à l'égard des Palestiniens ou du Maghreb que l'Espagne ou la France. Ces deux derniers pays, eux, ont des intérêts communs, des problèmes semblables et des gouvernements de la même idéologie. Il est temps, donc, que les militaires qui ont gagné la guerre retournent à leurs casernes et cèdent la place aux hommes d'État pour qu'ils gagnent la paix. Reste que ce n'est pas affaire de six semaines !

► Joaquin Estefania est directeur d'El País.

Un appel en faveur de la paix et de la démocratie

Le droit des peuples
pour le Tibet aussi

Le 10 mars 1959, à Lhassa, le peuple tibétain se soulevait contre l'occupant chinois. Confronté à une menace immédiate, le dalaï-lama prenait le chemin de l'exil. Dans les semaines qui suivirent, la répression chinoise faisait quatre-vingt mille morts dans les rangs tibétains.

Depuis, un peuple vit sous le joug d'un régime inique, et une civilisation tout entière risque d'être bientôt rayée de la carte, une grande puissance faisant fi du res-

pect des droits de l'homme les plus fondamentaux, en particulier ceux des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Aujourd'hui plus que jamais, en cette Année internationale du Tibet, l'Occident n'a plus le droit de fermer les yeux sur la tragédie qui se joue sur le Toit du monde.

Pour faire respecter le droit, les armes ont été parlées dans le Golfe. Dans sa très vaste majorité, l'opinion publique a soutenu cette action. Au prix de pertes en vies humaines et de destructions importantes, un dictateur a été contraint de mettre genou à terre : les droits du peuple du Koweït seront respectés.

La société internationale ne peut pas toujours assurer le respect du droit à force ouverte. Mais si, dans le monde contemporain, l'idée qu'il puisse y avoir deux poids et deux mesures nous est insupportable, si nous pensons que le salut d'une nation ne doit pas être lié au pétrole que renferme son sous-sol, nous ne pouvons plus oublier le Tibet.

Les propositions
du dalaï-lama

Faut-il rappeler les épreuves épouvantables endurées par les Tibétains ? Pendant la Révolution culturelle, des centaines de milliers de morts, des milliers de monastères détruits, des déportations innombrables. Depuis trois ans, après une décennie de calme apparent, les Tibétains ont plusieurs fois exprimé leur rejet de la présence chinoise chez eux. Confrontés à cette contestation, les autorités chinoises ont imposé la loi du silence et de la peur.

Pour ceux qui refusent l'assimilation, les punitions sont la torture et les exécutions sommaires. À Lhassa encore bien plus qu'à Pékin, toute dissidence est aussitôt sévèrement châtiée. Les lamas tibétains sont placés sous étroite surveillance. Dans les villages, à l'abri des regards indiscrets, des commissaires politiques zélés appliquent une politique de limitation des naissances meurtrière.

Un milliard cent millions de Chinois contre moins de six mil-

lions de Tibétains : dès lors, l'issue de cette confrontation n'est que trop évidente. Si nous ne faisons rien, il est clair que le Tibet n'a plus longtemps à vivre.

Et pourtant, envers et contre tout, le dalaï-lama, chef spirituel et temporel des Tibétains et Prix Nobel de la paix, prêche pour la modération et lutte pour des solutions pacifiques. Ses propositions, exposées à Strasbourg en 1989, ne sont pas utopiques. Que propose-t-il ?

Que le Tibet et la Chine trouvent une formule d'association. La Chine serait en droit de conduire les affaires étrangères du Tibet, de même que de l'assurer sa défense, tandis que tous les autres domaines seraient du ressort du seul peuple tibétain. Sur la base de cette paix retrouvée, deux peuples pourraient à nouveau espérer restaurer la confiance.

Le régime chinois actuel n'est pas prêt à discuter d'une telle perspective. Il compte sur le temps pour annihiler toute résistance tibétaine. Les Tibétains ne peuvent accepter un tel avenir. Pour qu'il leur soit épargné, et que le temps joue, au contraire, en leur faveur, ils doivent pouvoir compter sur notre soutien résolu. Les Chinois, en effet, ne pourront échapper au mouvement de démocratisation et nous sommes convaincus que les successeurs de Deng Xiaoping sauront mieux comprendre les exigences du monde moderne. Mais la communauté internationale doit les y aider. Ce serait à l'honneur de la France de montrer la voie.

► Cet appel est signé par : Jean-Michel Belorgey, député PS de l'Allier, coprésident du groupe d'étude de la question du Tibet de l'Assemblée nationale ; Louis de Broglie, député RPR de la Côte-d'Or, coprésident du groupe d'étude de la question du Tibet de l'Assemblée nationale ; Pierre-Antoine Donnet, journaliste, auteur de *Tibet mort ou vif*, Gallimard ; Jean-Paul Ribes, journaliste, président du Comité de soutien au peuple tibétain.

Otages

Qui sont les bourreaux
de Terry Anderson ?

par Jean-Paul Kauffmann

TERRY ANDERSON, journaliste américain, commence aujourd'hui sa septième année de détention au Liban. La guerre du Golfe a fait taire, depuis longtemps, les gémissements des dix otages américains et britanniques de Beyrouth. Qui s'en soucie aujourd'hui ? Prompts à se soucier d'un pays kidnappé par son voisin, Londres et Washington se sont moins préoccupés des grands principes lorsqu'il s'est agi de sauver leurs ressortissants. Ceux-ci sont pourtant les toutes premières victimes de la guerre du Golfe. On oublie trop souvent que ce conflit a commencé en 1982, avec l'invasion du Liban par l'armée israélienne. Cette occupation a été suivie aussitôt par le premier enlèvement d'Occidental : Baris Dodge, directeur de l'université américaine (19 juillet 1982).

Le ressentiment des masses arabes à l'égard de l'Occident, s'il ne date pas de cette époque, fut alors pour la première fois exploité par un groupe : le Jihad islamique, émanation du Hezbollah pro-iranien. Tout a commencé au Liban, champ d'affrontement des musulmans, des juifs et de l'Occident. On ne manquera pas d'apprécier aujourd'hui l'ironie de la situation. Nous fûmes enlevés parce que nos gouvernements soutenaient Saddam Hussein. Je puis témoigner que pendant les 1077 jours que dure ma détention, j'ai entendu quotidiennement mes ravisseurs insulter le maître de Bagdad, créature de l'Occident et mauvais musulman. Ayant vécu avec eux pendant trois années et les ayant observés, je sais que mes geôliers et leurs chefs sont devenus, il n'y a pas si longtemps, les soutiens les plus enthousiastes à ce même homme qu'ils excroient, et maintenant, où en sont-ils ?

On objectera qu'ils ne sont pas les seuls musulmans à se contredire aujourd'hui de la sorte. La seule différence est que les membres du Jihad islamique détiennent, eux, des otages et qu'ils ont bien l'intention, dans le vaste marchandage qui s'annonce, d'en tirer quelques gains.

On me pardonnera de désigner ainsi Terry Anderson et ses compagnons, qui, dans le monde souterrain de Beyrouth, virent à leurs fers, soient se dérouler devant eux une vie morte, qui est la pénombre du tombeau. Mais ceux qui les détiennent ne sont rien d'autre que de médiocres épiciers toujours prêts à présenter la facture et même à consentir à des ristournes quand il arrive que la situation chaotique du Moyen-Orient dévalue leurs articles. Entre les mois d'août et décembre 1990, ils étaient tout disposés à solder, encore fallait-il que les clients consentent à acheter.

Trop absorbés par le Koweït, et préférant sans doute le droit à la justice, les gouvernements américain et britannique n'avaient cure de leurs otages au Liban, qui sont pourtant leurs premiers prisonniers de guerre. Cette indifférence est criminelle. Nos marchands d'otages avaient pourtant tendu une perche en libérant des

le 25 août l'Irlandais Brian Keenan. On sait à présent qu'ils ne demandaient rien en échange, leur seule vigilance étant de ne pas perdre la face.

Depuis la libération des ressortissants occidentaux d'Irak, les otages du Liban ont repris de la valeur. Mais ils ont perdu toute signification : pour les gouvernements et les opinions de leurs pays, qui se satisfont lâchement de les savoir en vie, ils ne représentent plus rien. Sans doute estime-t-on que leur sort est plus enviable que celui des soldats morts au cours des combats. On peut certes discuter de ce « privilège » qui fait des otages oubliés du Liban des morts-vivants. L'on peut même contester le point de vue de Camus, qui affirmait : « La mort n'est rien, ce qui importe c'est l'injustice. » Aussi bien on ne gagne rien à mettre en balance deux absurdités.

Arbitraire
du fort

L'heure est venue de se demander qui sont réellement les bourreaux de ceux qui agonisent en silence dans les cachots de Beyrouth. De qui sont-ils les prisonniers ? Des iraniens ? Mais ceux-ci ont décidé aujourd'hui d'être les patrons de la paix à Des Syrènes ? Mais ce sont nos alliés à De Saddam Hussein ? Nos ravisseurs l'ont trop longtemps méprisé pour qu'on croie aujourd'hui à leur nouvelle sincérité. Alors, il faut bien se rendre à l'évidence : ces gens n'agissent que pour leur propre compte. Nos compagnons d'infortune sont les prisonniers d'un groupe qui n'est guidé que par l'intérêt.

Chez nous, en France, on désigne les membres de telles bandes par un terme : *gangsters*. Cette petite mafia, qui croyait habile de s'abriter derrière la Com, n'a plus, à présent, aucun alibi, elle se retrouve nue. Un exemple. Longtemps le Jihad islamique s'est camouflé derrière une revendication qu'il affirmait essentielle : la libération de dix-sept détenus au Koweït, impliqués dans les attentats contre les ambassades américaine et française. Or, juste avant l'arrivée de l'armée irakienne au Koweït, ces dix-sept prisonniers parvinrent tous à s'échapper. La plupart se trouvent aujourd'hui au Liban. Mais leur délivrance n'a pas pour autant provoqué celle des otages occidentaux qui seront vendus demain au plus offrant.

On nous a dit que le Koweït était un pays faible qu'il importait de secourir. Les otages aussi sont faibles, et victimes, tout autant que le Koweït, de l'arbitraire du plus fort. Au nom de quels principes les forces alliées ont-elles porté assistance à l'un et laissé mourir les autres ?

► Jean-Paul Kauffmann est journaliste et a été retenu comme otage au Liban de mai 1985 à mai 1989.

L'opposition
contre le ré

La plus grande confusion continue à régner en Irak, où, près de trois semaines après la fin des hostilités entre l'armée irakienne et les forces coalisées, l'opposition et le régime du président Saddam Hussein se livrent à d'intenses échanges de bulletins de victoire et de démentie.

Pour sa part, Washington a déclaré, jeudi 14 mars, que la tentative pour le contrôle du sud de l'Irak entre les forces gouvernementales et les insurgés chiites était indéfiniment retardée, et que des combats continueraient dans les régions du sud et du nord du pays.

Le porte-parole du département d'État, M. Richard Boucher, a cependant affirmé qu'il n'y avait pas eu de combats sérieux dans les régions du sud, mais qu'il y avait eu des combats sérieux dans les régions du nord. « Ce qui est important, dit-il, c'est que les forces gouvernementales ont pu reprendre le contrôle de la région du sud, ce qui est une victoire importante. »

Cependant, l'agence officielle irakienne INA a démenti les informations selon lesquelles l'Irakien aurait repris Bagdad, ou des affrontements ont opposé des milliers de soldats irakiens aux forces de l'ordre du Nord le 15 mars.

De son côté, l'opposition irakienne a annoncé jeudi avoir pris le contrôle de la capitale de la province de Babilone, dans le centre du pays, dont le gouvernement irakien a dit qu'il ne pouvait pas être tenu responsable. Avec cette capitale provinciale sous le contrôle de l'opposition, sept autres villes seraient tombées aux mains de l'opposition, qui ont fait état de la défection de nombreux soldats gouvernementaux, a affirmé l'Assemblée suprême de la

Le récit des listes

Les images
qui garde bien

Dans une conférence de presse à l'hôtel de la marine de Bethesda (banlieue de Washington), jeudi 14 mars, d'anciens prisonniers de guerre américains ont affirmé avoir été battus et contraints de faire des déclarations hostiles à la politique de leur pays sous la menace. Mais ces témoignages laissent de nombreuses questions sans réponse sur le comportement des Irakiens.

WASHINGTON

de notre correspondant

C'était en janvier, quelques jours après le début de la guerre. Un visage boursoufflé, tailladé, celui d'un homme battu, au regard triste — s'était levé sur la couverture de l'hebdomadaire *Newsweek* : le sort du lieutenant Jeffrey Zaun, l'un des pilotes américains tombés au combat lors de la guerre du Golfe. L'Amérique. On l'avait vu, filmé, par ses geôliers, et l'on avait vu, d'une voix éteinte, tout le mal qu'il pensait de « l'attaque lancée contre le pacifique peuple irakien ». Il y avait eu d'autres visages, de pilotes américains, anglais, italiens, couverts de bleus, tenant des propos du même genre, mais c'était le sien, surtout, qui avait ému, bouleversé. A nouveau, comme au temps de la guerre du Vietnam, de jeunes Américains étaient aux mains d'un ennemi cruel et capable de tout.

Jeudi 14 mars, le lieutenant Zaun, en compagnie de quelques autres pilotes américains libérés, donnait une conférence de presse dans la banlieue de Washington, devant un immense drapeau américain. Rien, sur son visage résolu, ne laissait penser qu'il avait été l'un des hommes paraissant parloir à l'aise, ne rappelait les souffrances passées. D'ailleurs, expliquait-il, 90 % de ses blessures physiques étaient dues aux contusions subies lorsqu'il s'était éjecté de son appareil. Par ailleurs, il s'était lui-même donné un coup de poing sur le nez, dans l'espoir de dissuader

LE FUTUR COMPOSÉ

MA MAIN DE STYLISTE

NON LON

Y'ENFER

LES VIES SONT TENDRES

SALON DE L'ÉTUDIANT

choisir ses études et son métier

13-14-15-16-17 MARS

Paris
Grand Halle de la Villeite

LE GOLFE APRÈS LA GUERRE

La situation en Irak

L'opposition fait état de nouveaux succès contre le régime de M. Saddam Hussein

La plus grande confusion continue à régner en Irak, où, près de trois semaines après la fin des hostilités entre l'armée irakienne et les forces coalisées, l'opposition et le régime du président Saddam Hussein se livrent à d'intenses échanges de bulletins de victoire et de démentis.

Pour sa part, Washington a indiqué, jeudi 14 mars, que la lutte pour le contrôle du sud de l'Irak entre les forces gouvernementales et les insurgés chiites était indécise, tandis que des combats continuent dans les régions kurdes du nord du pays.

Le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, a cependant affirmé qu'il n'était pas en mesure de confirmer des informations selon lesquelles les insurgés contrôlèrent de grands secteurs des régions kurdes. « Ce que je peux vous dire est que les informations dont nous disposons montrent que de violents combats continuent dans plusieurs villes et autour d'elles dans le nord depuis hier », a-t-il dit. « La situation dans le Sud continue d'évoluer, alors que nous recevons des informations faisant état d'un regain de combats dans des villes où le gouvernement semblait auparavant avoir réprimé l'agitation », a-t-il ajouté. Interrogé sur la réunion à Beyrouth, ces jours-ci, de groupes d'opposants irakiens, M. Boucher a déclaré que les Etats-Unis n'envisageaient pas de prendre officiellement contact avec eux.

Cependant, l'agence officielle irakienne INA a démenti les informations selon lesquelles l'agitation aurait gagné Bagdad, où des affrontements ont opposé ces derniers jours des manifestants aux forces de l'ordre (le Monde du 15 mars).

De son côté, l'opposition irakienne a annoncé jeudi avoir pris le contrôle de la capitale de la province de Babylone, dans le centre du pays, dont le gouverneur ainsi que d'autres responsables auraient été exécutés. Avec Hilla, la capitale provinciale située à une centaine de kilomètres au sud de Bagdad, sept autres villes seraient tombées aux mains des insurgés qui ont fait état de la défection de nombreux soldats gouvernementaux, a affirmé l'Assemblée suprême de la

révolution islamique d'Irak (ASRI) dans un communiqué repris par la radio du Hezbollah pro-iranien au Liban. Plus au sud, à Bassorah, la « Voie de l'Irak révolutionnaire » a annoncé que les insurgés avaient détruit vingt chars et véhicules blindés en repoussant une offensive de la garde républicaine contre leurs positions.

Défection d'officiers de la garde

Seize officiers supérieurs de la 10^e brigade blindée de la garde ont rejoint les rangs de l'insurrection, a ajouté la radio. L'un d'eux est, le colonel Taher Ali Hamoud Saei, a déclaré que les rebelles contrôlaient maintenant 70 % de la province de Bassorah, où les troubles ont débuté il y a près de deux semaines. En outre, Radio Téhéran a fait état d'un bombardement par l'armée de zones résidentielles qui a fait de nombreuses victimes à Amara, à 170 km au nord-ouest de Bassorah.

Toujours dans le Sud, les lieux saints de Kérbala et Nadjaf auraient été touchés jeudi par des tirs de l'artillerie gouvernementale, selon le chef de l'ASRI, Faystolah Mohamed Bagher Hakim. Ce dernier, lors d'une conférence de presse à Téhéran - où il vit en exil depuis plus de dix ans -, a d'autre part réclamé pour l'Irak de demain « un gouvernement qui respecte l'islam, la culture et la pensée islamiques ainsi que les musulmans ».

Au Kurdistan, les rebelles ont fait état de nouveaux succès. A Londres, un porte-parole du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) a affirmé que la quasi-totalité de la région autonome du Kurdistan irakien était aujourd'hui sous le contrôle du Front du Kurdistan. La grande majorité de la milice kurde formée par Bagdad, qui compte environ 100 000 hommes, est passée à l'insurrection, a-t-il encore assuré. Les villes d'Amadiya, près de la frontière turque, et de Chaykhan, près de Mossoul, ont été prises au cours des dernières vingt-quatre heures.

D'autre part, près de la frontière turque, les rebelles ont annoncé des duels d'artillerie avec les forces gouvernementales près de la ville

de Zakho, qui commande la principale route d'accès à la Turquie, a rapporté l'agence anatolienne de presse. Selon l'Agence irakienne IRNA, citant un porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), les rebelles kurdes ont pris le contrôle de dix nouvelles villes dans la province de Dahouk, dans le nord du pays. De même, source, on affirme que les troupes irakiennes ont tué un grand nombre de personnes dans la ville de Kirkouk et en ont chassé de nombreux habitants. - (AFP, AP, Reuters)

Reprise des libérations des prisonniers irakiens

Les libérations de prisonniers de guerre irakiens, interrompues depuis plus d'une semaine, devaient reprendre vendredi 15 mars, avec le rapatriement, pour la première fois par la route, d'un groupe de 500 militaires irakiens, a annoncé jeudi un porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Genève. Deux autres groupes de 500 militaires seront libérés dimanche et mardi prochains. La prochaine réunion militaire conjointe entre les alliés et l'Irak est prévue pour le 21 mars.

Par ailleurs, les médecins légistes ont identifié les débris mortelles de militaires remises mercredi par l'Irak aux alliés comme étant celles de cinq Américains et de huit Britanniques, a-t-on appris de source militaire à Dhahran. Les treize militaires avaient tous été portés « disparus ».

A Washington, une véritable polémique s'est ouverte sur les estimations faites avant la guerre du potentiel de l'armée irakienne. L'offensive terrestre alliée a rencontré bien moins que les 500 000 soldats irakiens initialement annoncés par Washington, mais cela parce que les rangs de l'armée irakienne avaient été décimés par cinq semaines de bombardements aériens, a affirmé jeudi Pete Williams, porte-parole du Pentagone. Invité du National Press Club, Pete Williams a contesté un récent état de presse faisant état de 250 000 soldats irakiens au Koweït et dans le sud de l'Irak au moment du déclenchement de l'offensive terrestre, soit la moitié des estimations du Pentagone. Enfin, Washington n'a fourni aucune indication sur le nombre d'Irakiens tués, mais certaines estimations font état de 100 000 morts. - (AFP, Reuters AP)

Moyennant un prélèvement de 10 % sur les exportations de pétrole

Ryad propose un plan pour obliger Bagdad à payer des dommages de guerre au Koweït

L'Arabie saoudite a proposé un plan pour obliger l'Irak à payer au Koweït des dommages de guerre, a-t-on appris dans la capitale koweïtienne, de plusieurs sources diplomatiques. Le mécanisme est simple : il consiste à prélever systématiquement 10 % des exportations de pétrole irakiennes dès qu'elles reprendront. Le produit de la vente serait versé à un fonds spécial destiné à l'indemnisation de l'émirat.

KOWEÏT

de notre envoyée spéciale

S'il est adopté, le plan proposé par Ryad sera relativement aisé à appliquer puisque Bagdad, quasiment dépourvue d'accès direct à la mer, exporte tout son pétrole par des oléoducs débouchant sur la mer Rouge, l'autre en Turquie, sur la Méditerranée.

Ce mécanisme suppose, bien entendu, que l'Irak puisse reprendre ses exportations, donc que l'embargo soit levé. Avant la guerre, l'Irak exportait 3,2 millions de barils par jour environ, moitié via le royaume saoudien, moitié via la Turquie. On ne sait pas toutefois quelles pourront être les capacités de production du pays à l'issue du conflit, une partie de ses champs pétroliers, situés dans le sud, ayant été apparemment gravement touchée par les bombardements.

« Nous ne les laisserons pas s'en tirer comme ça »

Ce plan fait actuellement l'objet de négociations entre les pays alliés. La Turquie, pièce maîtresse du dispositif, avec l'Arabie saoudite, n'a pas encore donné sa réponse, mais elle serait prête à se laisser convaincre, assure-t-on de même source. « La seule façon d'obtenir des réparations de l'Irak consiste à prélever une partie de ses ventes de pétrole », a déclaré récemment un diplomate américain de premier rang. Il n'a pas caché toutefois que la rigueur des sanctions appliquées à l'Irak dépendrait de la présence ou non de Saddam Hussein à la tête du pays. « La façon de traiter l'Irak sera très différente selon que Saddam Hussein est là ou non, a-t-il ajouté. S'il reste au pouvoir, nous allons maintenir les contrôles et

nous ne participerons pas à un quelconque plan de reconstruction. S'il n'est pas là, nous pourrions essayer de trouver un mécanisme afin que les pays riches aident l'Irak à se reconstruire. »

Le Koweït, quant à lui, est vraiment décidé à obtenir des réparations quel que soit le pouvoir en place à Bagdad. « Nous ne les laisserons pas s'en tirer comme ça », assure le ministre koweïtien des finances.

Reste à savoir quel sera le montant des réparations exigées. Pour l'heure, il n'a pas encore été fixé avec précision. Le chiffre de 100 milliards de dollars avancé par le représentant du Koweït à l'ONU recouvre en fait plusieurs choses : d'une part, le montant du pillage effectué par les troupes irakiennes, d'autre part, le coût des destructions proprement dites, et enfin le manque à gagner subi par l'émirat. Si l'ensemble est, à l'évidence, considérable, il n'en reste pas moins très délicat à calculer.

Pour l'heure, l'émirat n'a pas encore terminé l'état des lieux. Pour le pillage, on mesure à peu près exactement le montant des biens publics dérobés par l'Irak : devises, or, avions, matériel pétrolier, etc. Par contre, les vols commis auprès de la population ne sont pas encore connus et ils sont à l'évidence considérables, toutes les boutiques, tous les dépôts, et bon nombre de maisons particulières ayant été « visités ». « Pour ma part, estime M. Michel Chalhouh, commerçant français installé de longue date à Koweït, qui représente toutes les grandes marques de luxe françaises, j'estime mes pertes à 30 millions de francs, soit un tiers de mes avoirs et cinq années de bénéfices. » Quatre de ses cinq librairies ont été totalement détruites, sept boutiques de luxe ont été pillées et trois dépôts visités. « J'estime que je m'en tire bien... », dit-il.

Rares sont cependant les entrepreneurs qui, comme M. Chalhouh, sont restés sur place. La plupart restent encore bloqués en dehors du pays : il faudra donc plusieurs mois avant que le bilan global des pillages puisse être clairement établi.

Les destructions proprement dites et surtout le coût de la reconstruction restent aussi à évaluer. Le travail de déminage n'est pas encore achevé et de nombreuses installations n'ont

pas pu être expertisées. Selon les premières constatations, effectuées notamment par le corps du génie de l'armée américaine et les quelques spécialistes étrangers appelés à la rescousse, il apparaît que les chiffres énormes cités avant la libération - on a parlé de 60 à 100 milliards de dollars de travaux - ont été très exagérés. Mis à part le secteur pétrolier, où 80 % des puits ont été détruits (le Monde du 15 mars), le coût de la reconstruction devrait être beaucoup plus limité.

Le secteur industriel, par exemple - raffinage, pétrochimie pour l'essentiel - n'a pas été gravement détruit, et les réparations ne seront pas très coûteuses. Dans les raffineries, estime le ministre des finances, le remplacement des sables de contrôle ne devrait pas dépasser 500 millions de dollars. A quelques exceptions près - l'aéroport, les centrales électriques, les Irakiens n'ont apparemment pas eu le temps d'achever leur travail de destruction et se sont contentés de mettre hors d'usage les centres vitaux de contrôle.

Reste, enfin, le manque à gagner. Il est à l'évidence considérable, mais n'est pas non plus aisé à calculer tant qu'on ignore l'ampleur et surtout la durée de la reconstruction. Dans le secteur pétrolier, par exemple, la destruction des puits privera le Koweït d'un revenu annuel de 9 à 10 milliards de dollars. Mais pour combien de temps ? Tout dépendra de la durée nécessaire pour retrouver les capacités d'avant-guerre : cinq ans, six ans, sept ans ? Nul, pour l'heure, ne peut répondre.

VÉRONIQUE MAURUS

Le Parlement européen se prononce pour une force de l'ONU dans le Golfe. - Le Parlement européen a adopté jeudi 14 mars une résolution demandant que les troupes alliées déployées dans le Golfe soient remplacées par une force de maintien de la paix des Nations unies. Les Etats du Golfe devraient procéder à un désarmement mutuellement contrôlé, et toute la région, y compris Israël, devrait devenir une zone dépourvue de toute arme nucléaire, chimique ou biologique, selon les parlementaires européens. - (Reuters)

Le récit des pilotes américains capturés Les images d'un conflit qui garde bien des mystères

Dans une conférence de presse à l'hôpital de la marine de Bethesda (banlieue de Washington), jeudi 14 mars, d'anciens prisonniers de guerre américains ont affirmé avoir été battus et contraints de faire des déclarations hostiles à la politique de leur pays sous la menace. Mais ces témoignages laissent de nombreuses questions sans réponse sur le comportement des Irakiens.

WASHINGTON

de notre correspondant

C'était en janvier, quelques jours après le début de la guerre. Un visage boursoufflé, tailladé - celui d'un homme battu, au regard prostré - s'élevait sur la couverture de l'hebdomadaire *Newsweek* : le sort du lieutenant Jeffrey Zau, l'un des pilotes américains tombés aux mains des Irakiens, faisait frémir l'Amérique. On l'avait vu, filmé par ses geôliers, en train de dire, d'une voix éteinte, tout le mal qu'il pensait de « l'attaque lancée contre le pacifique peuple irakien ». Il y avait eu d'autres visages, de pilotes américains, anglais, italiens, couverts de bleus, tenant des propos du même genre, mais c'était le sien, surtout, qui avait ému, bouleversé. A nouveau, comme au temps de la guerre du Vietnam, de jeunes Américains étaient aux mains d'un ennemi cruel et capable de tout.

Jeudi 14 mars, le lieutenant Zau, en compagnie de quelques autres pilotes américains libérés, donnait une conférence de presse dans la banlieue de Washington, devant un immense drapeau américain. Rien, sur son visage redevenu lisse, sur ce visage de jeune homme paraissant parfaitement à l'aise, ne rappelait les souffrances passées. D'ailleurs, expliquait-il, « 90 % de ses blessures faciales étaient dues aux contusions subies lorsqu'il s'était éjecté de son appareil ». Par ailleurs, il s'était lui-même donné un coup de poing sur le nez, dans l'espoir de dissuader

les Irakiens de l'exhiber devant une caméra de télévision, et pour le reste, son visage portait « peut-être un peu » les traces de quelques coups. Quant à ses déclarations, elles étaient « tellement ridicules » qu'il n'avait jamais envisagé que le public américain puisse y attacher la moindre importance.

L'un de ses collègues a cependant subi un traitement beaucoup plus dur, au début de sa détention, quand on a essayé de le convaincre d'exprimer lui aussi un repentir tardif. Il a perdu « quelques morceaux de dents », et reçu des chocs électriques au niveau de la tête, même s'il a eu rapidement l'impression que ces chocs n'étaient pas de nature à mettre sa vie en danger. Plusieurs d'entre eux ont été tués par des coups reçus pendant leur captivité à Bagdad, alors qu'ils avaient été bien traités par les soldats qui les avaient faits prisonniers.

Quelques pilotes ont raconté les circonstances de leur capture, et se sont surtout plaints de « l'enfer », de la « solitude », et bien sûr de la peur, et d'une nourriture médiocre et insuffisante. Certains de leurs collègues blessés avaient auparavant indiqué avoir été correctement soignés par les Irakiens - même si ces soins ont parfois été apportés avec retard.

Aucun d'entre eux n'a pourtant livré la clef de l'un des nombreux mystères de cette guerre, qui tient aux motivations des responsables irakiens : pourquoi avoir tout fait pour paraître odieux, au-delà même de la réalité ? Pourquoi avoir renforcé la détermination des coalisés à en finir avec cet ennemi barbare (le président Bush avait été particulièrement choqué par le spectacle offert par les pilotes prisonniers) ? et pourquoi avoir fait dire, par le biais de Radio-Bagdad, que ces prisonniers allaient être placés « sur des objectifs stratégiques », ce qui n'a apparemment jamais été le cas ?

JAN KRAUZE

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde RADIO TÉLÉVISION



Gueule
de parrain

LE GOLFE APRÈS LA GUERRE

La visite du secrétaire d'Etat américain à Moscou et la rencontre de Fort-de-France

Au terme de sa tournée au Proche-Orient
M. Baker se dit optimiste sur les perspectives de paix

Arrivé jeudi 14 mars à Moscou, au terme d'une tournée de près d'une semaine au Proche-Orient, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a fait à son homologue soviétique, M. Alexandre Bessmertnykh, un « compte-rendu détaillé » de ses entretiens. M. Baker, qui devait rencontrer le président Gorbatchev vendredi et revoir trois fois son homologue soviétique, a déclaré à son arrivée que « les Etats-Unis n'ont jamais exclu la perspective d'une conférence internationale, mais qu'elle devait intervenir « au moment adéquat ». La position de Moscou, en faveur de la convocation d'une conférence internationale, ne constitue pas un obstacle à la participation de l'URSS à la recherche d'une solution au Proche-Orient, a déclaré de son côté M. Bessmertnykh.

Les deux chefs de la diplomatie devaient notamment discuter du prochain sommet américano-soviétique. Celui-ci pourrait avoir lieu au mois de mai, a déclaré le porte-parole de M. Gorbatchev, M. Vitali Ignatenko. Initialement

prévu en février, le sommet entre MM. Bush et Gorbatchev avait été reporté en raison de la situation dans le Golfe et dans les républiques baltes.

Avant de quitter Damas, le secrétaire d'Etat américain a exprimé son optimisme sur les perspectives de paix au Proche-Orient. « J'ai vu un désir sérieux de travailler pour parvenir à la paix. Il y a eu accord sur la recherche d'un règlement global pour résoudre le conflit israélo-arabe sur la base des résolutions 242 et 338 de l'ONU », a-t-il dit lors d'une conférence de presse, au lendemain de l'entretien de sept heures qu'il a eu avec le président syrien Hafez El Assad (le Monde du vendredi 15 mars).

M. Baker a estimé qu'il ne saurait y avoir deux poids, deux mesures dans ce processus. « Les Etats-Unis utiliseront dans toute la mesure du possible leur influence et leurs bons offices avec Israël pour contribuer à la recherche d'une solution », a-t-il expliqué, en ajoutant qu'il pensait que l'influence de Washington sur l'Etat hébreu produirait

« quelque chose ». « Il est encore trop tôt, à ce stade, pour parler d'une percée », a-t-il cependant ajouté.

Divergences à propos du terrorisme

Le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk El Charah a estimé que la visite de James Baker avait été « positive et constructive ». « Elle nous aidera à travailler pour parvenir à la paix dans la région », a-t-il dit. M. El Charah a ajouté que la Syrie voulait que l'ère de l'après-guerre du Golfe soit différente de la précédente. « Nous maintiendrons le contact pour donner un élan au processus de paix », a-t-il assuré.

Le chef de la diplomatie américaine n'a pas caché que des divergences subsistent entre Washington et Damas à propos du terrorisme. « Le problème est encore en discussion », a-t-il dit, non sans faire état de certains « progrès ».

Interrogé sur les informations selon lesquelles la Syrie avait

acheté des missiles soviétiques Scud, M. Baker a répondu : « A notre avis, il y a eu des livraisons de Scud à la Syrie et cela doit être discuté ». De son côté, M. El Charah a estimé que « la Syrie est en état de guerre avec Israël qui possède toutes sortes d'armements, y compris des armes de destruction de masse. Nous pensons que ce sujet doit figurer au nombre des problèmes qui doivent être soulevés pour parvenir à la paix dans la région », a-t-il ajouté.

D'autre part, M. Baker a indiqué qu'il avait évoqué avec M. El Assad le sort des douze otages occidentaux, dont six Américains, toujours détenus par des mouvements intégristes libanais proches de l'Iran. Le ministre syrien a assuré que Damas travaillait « activement à la résolution de ce problème ». La visite de M. Baker à Damas a été marquée en outre par des gestes symboliques, comme la visite du secrétaire d'Etat à la grande mosquée des Omeyyades et un bain de foule dans le souk de la capitale syrienne. — (Reuters, AP)

Le discret retour de l'émir à Koweït

Pas de discours ni de faste, encore moins de liesse populaire

KOWEÏT

de notre envoyée spéciale

« Il m'a fait de la peine », dit une jeune Koweïtienne qui s'est glissée parmi les officiels. C'est un homme fatigué, courbé, prématurément vieilli et comme rétréci par les épreuves, qui descend, jeudi 14 mars, du Boeing blanc et bleu de la Kuwait Airways sous les applaudissements et au son de la fanfare militaire.

Larmes aux yeux, brisé par l'émotion, il cache un instant son visage dans sa main, puis se prosterne au sol pour une brève et discrète prière. Après sept mois et demi d'exil, Cheikh Jaber Al Ahmed Al Sabah, émir du Koweït, a enfin regagné son pays, seize jours exactement après la libération de l'émirat par les troupes alliées.

Pas de discours ni de faste, encore moins de liesse populaire. Le pavillon d'honneur, comme tout l'aéroport, a été brûlé et c'est sous une tente traditionnelle qu'attend un comité d'accueil des plus restreints : une petite centaine de proches et de dignitaires tristes sur le vol, autant de diplomates. C'est tout. La cérémonie officielle, sécurisée, a été réduite au minimum. Les journalistes sont plus nombreux que les soldats : un petit détachement représente les pays membres du Conseil de coopération du Golfe (1). La population koweïtienne, prévenue seulement quelques heures auparavant, n'a pas été admise sur le terrain ni aux abords de l'aéroport, gardé comme une place forte.

Très vite pourtant le service d'ordre est débordé. A peine l'émir s'est-il relevé qu'il est comme absorbé par un essaim cliquetant de courtisans bousculés par les militaires et les photographes. Chacun veut être le premier à saluer Cheikh Jaber et la cérémonie des retrouvailles, soigneusement réglée, vire rapidement à la pagaille absolue. Un bref arrêt devant le drapeau et les troupes. L'émir salue un à un, dans le désordre, les membres de sa famille, ses amis et les représentants du corps diplomatique, puis s'engouffre dans une voiture. C'est fini. La cérémonie aura duré à peine une demi-heure.

« Les gens ne comprennent pas »

« Ce retour est le symbole ultime de la libération, commente l'ambassadeur de France, M. Jean Bressot, tandis que son collègue américain s'éclipse en hélicoptère. C'est la fin de la dix-neuvième province (irakienne). Le pays redevient ce que nous avons connu : libre, indépendant, sympathique. »

Un événement « historique » si discret qu'il en paraît presque clandestin. L'émir a retrouvé son pays. Pas son peuple. Il n'aperçoit celui-ci que de loin, derrière les vitres blindées de son véhicule, lorsque quelques douzaines de voitures bondées, ornées de drapeaux koweïtiens, tenteront en vain de suivre le cortège offi-

ciel et ne réussiront qu'à provoquer un embouteillage monstrueux.

Son peuple qui l'attend pourtant depuis deux semaines, privé de tout confort et de plus en plus frustré, s'interroge sur les raisons de ce retard. « Les dirigeants du pays auraient dû être les premiers à rentrer avec les chars. Les gens ne comprennent pas et le leur reprochent », dit un Koweïtien d'adoption qui a vécu toute l'occupation.

Peur de la foule et des attentats dans un pays mal contrôlé, qui compte aujourd'hui plus de fusils que de lampes électriques ? Désir de laisser les coudees franches au premier ministre, le prince héritier qui, chargé d'appliquer seul la loi martiale, continuera à gérer le pays ? Fatigue et émotion extrêmes ?

De fait, l'émir aura été le dernier à rentrer au pays, après les diplomates, les journalistes et tous les membres du gouvernement. Le même jour que les nouveaux billets de banque imprimés à Londres et expédiés par avion. « Il a fallu l'insistance des Américains pour le décider », assure un diplomate.

Des rues vides

Le jour a été choisi pour des raisons purement pratiques, répondent les autorités. « Il fallait un endroit décent pour loger Son Altesse », explique le ministre de la planification. Un prétexte peu convaincant dans un

pays certes endommagé mais pas totalement détruit ou de nombreuses demeures, à défaut de palais, sont restées intactes. L'émir logera provisoirement dans une demeure privée appartenant à la famille Babbain — une riche famille de marchands koweïtiens — située dans le quartier de Nofah, largement épargné par les troupes irakiennes.

Assez peu convaincantes sont les explications embrouillées, contradictoires données par les autorités à l'absence de la population. A-t-elle été délibérément écartée ? « Le pays est aujourd'hui sûr. Les gens étaient parfaitement libres de venir », affirme un porte-parole. A-t-elle boudé l'émir ? « Nous avons essayé de planifier les choses de telle sorte que les rues ne soient pas trop bondées », dit le même porte-parole quelques minutes plus tard.

Les rues resteront vides la journée durant. C'est à peine si la traditionnelle parade qui, chaque soir, depuis le 28 février, défille le long de la plage, sera plus animée qu'à l'accoutumée. Puis la ville retombera dans l'ombre et le silence du couvre-feu.

Le lendemain est jour férié. Qu'importe puisque les bureaux, les boutiques sont vides, les hommes sans emploi, les écoles et les administrations fermées depuis deux semaines. Seul événement attendu : la visite de 130 parlementaires américains ! Il était grand temps que l'émir rentre chez lui.

VÉRONIQUE MAURUS

(1) Koweït, Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Bahreïn, Qatar et Oman

M. Mitterrand soutient M. Bush mais s'interroge sur sa méthode

Suite de la première page

« Je pense que cette procédure serait plus efficace que l'autre », a encore dit jeudi, le président de la République devant M. Bush, qui déclara n'être pas définitivement « en état de guerre avec Israël qui possède toutes sortes d'armements, y compris des armes de destruction de masse. Nous pensons que ce sujet doit figurer au nombre des problèmes qui doivent être soulevés pour parvenir à la paix dans la région », a-t-il ajouté.

Même s'il ne veut pas avoir l'air de décourager les Américains, M. Mitterrand est apparemment sceptique sur leur capacité à obtenir davantage de souplesse d'Israël, ce qu'il semble tenir pour la clé du problème. Quant au journaliste par d'« intrusisme », c'est cependant celle des pays arabes que répond M. George Bush, en espérant qu'elle cédera et que ces Etats consentiront à lever l'état de guerre et à « parler » à Israël.

Le succès de la démarche américaine, dont la récente tournée de M. Baker au Proche-Orient n'est qu'une « première étape », suppose à la fois une certaine confidentialité et une réserve américaine sur la configuration à laquelle il faudrait aboutir. Aussi le président Bush ne s'est-il pas engagé sur la question de l'éventuelle création d'un Etat palestinien. Certains sont pour, d'autres contre, a-t-il dit en substance. Mais comme si c'était un effet direct de la conversation qu'il venait d'avoir avec M. Mitterrand, il a évoqué avec moins de circonspection le terme de « pairie palestinienne ».

M. Mitterrand a de bonnes idées, a-t-il ajouté, en enchaînant immédiatement sur « l'importance de la Jordanie » dans l'élaboration d'une solution. M. Mitterrand, lui, n'a pas craint de revendiquer la référence souvent faite à un Etat palestinien. Il a rappelé que les textes de l'ONU à l'origine de la création de l'Etat d'Israël prévoyaient deux Etats et qu'on avait « oublié l'un des termes ». Mais, faisant immédiatement un demi-pas en arrière, il s'est défendu de prétendre imposer telle entité ou telles frontières. « Il serait, a-t-il dit, historiquement absurde de refuser à un peuple toute forme d'identité. Reste à bâtir ce concept et c'est toute la question. »

Même différence d'approche, mais même souci aussi de tenir compte du point de vue de l'autre, à propos de l'OLP. « L'assise arabe », a-t-il dit, « est la responsabilité de l'OLP et l'OLP a ma connaissance une organisation représentative », a déclaré M. Mitterrand, mais en faisant immédiatement référence aux « autres forces » palestiniennes qui doivent selon lui se faire connaître et aux « élus » qui vient de rencontrer M. Baker à Jérusalem. Quant à M. Bush, il n'a pas fermé définitivement la porte à l'OLP, même s'il a déploré que par la faute de M. Arafat, elle soit « allée trop loin » dans son soutien à Saddam Hussein.

Politesses américaines

Cette concertation franco-américaine, pour être authentique, ne se déroule évidemment pas à armes égales. En dépit de l'élégance de M. Bush et de ses nombreuses révérences au « savoir » moyen-oriental du président français, il est clair que les Etats-Unis sont en position de force non seulement au Proche-Orient mais sur la scène internationale en général. Politiquement, le président américain a assuré que « s'il pouvait faire quelque chose pour le Liban », ce serait pour lui « une priorité » et il a eu l'air de se justifier pour les sept heures de conversation que M. James Baker avait eues la veille à Damas avec Hafez el Assad en disant que si l'on voulait trouver un terrain d'entente avec la Syrie sur les problèmes régionaux, y compris le Liban, cela lui paraissait « un comportement raisonnable ». Dans la délégation française, on ne paraissait pas convaincu.

Poli encore, M. Bush s'est gardé de rejeter de but en blanc l'idée d'un sommet du Conseil de sécurité de l'ONU proposée par M. Mitterrand. Il a affirmé qu'il avait eu avec le président français une « bonne discussion » sur le sujet et que « toutes les idées susceptibles de contribuer à la paix devaient être étudiées ». Mais il a ajouté que pour convoquer une telle réunion, il fallait être sûr que quelque chose puisse en sortir et que donc la question de sa date n'avait pu être évoquée.

Côté français, on était là aussi

sans illusions : tant que Cuba sera membre du Conseil de sécurité et donc Fidel Castro nécessairement de la fête, sa convocation n'est guère probable. On a remarqué enfin une différence de ton entre les deux présidents à propos de la situation en Irak et du problème qu'elle pose aux armées qui y sont encore stationnées. M. Mitterrand fut net : « On ne peut pas arbitrer tous les conflits par les armes. Pour nous l'intervention est terminée. » M. Bush le fut moins qui, bien que défendant de vouloir dicter l'évolution de la situation intérieure irakienne, reconnaît qu'elle le « préoccupait » et répéta que l'utilisation d'hélicoptères par l'armée irakienne pour écraser la rébellion contredisait les accords conclus, retardant la formalisation d'un cessez-le-feu et, par conséquent, le départ des troupes américaines.

Réalisme sur l'Europe

Il fut aussi assez longuement question de l'Europe et de l'OTAN entre les deux présidents, presque dans les mêmes termes, curieusement, qu'il y a un an à Key Largo, où M. Mitterrand s'était félicité de l'apparente ouverture de son interlocuteur, puis avait dit, quelques mois plus tard, déchanter. On en est encore du côté français, sur ce dossier, à essayer d'installer la confiance chez les Américains.

A force de répéter sans parvenir à se faire entendre, du moins de certains secteurs de l'administration américaine, que l'idée de défense européenne ne menace ni l'OTAN ni les Etats-Unis, M. Mitterrand en est venu à se demander si des arguments d'un réalisme plus terre-à-terre ne faisaient valoir que les choses dont ce qu'il s'agit de faire en Europe, le problème à peu de chances de se poser à M. Bush, fût-il réélu pour un second mandat. Autrement dit, le président français pense que la défense européenne n'est pas pour demain, même s'il ne veut pas pour autant s'interdire d'en parler.

Quant au rôle de l'OTAN, M. Mitterrand a redit qu'il n'entendait pas la voir étendre le champ de ses compétences et de ses interventions au-delà de ce qu'il est actuellement. Une tentation américaine serait évidemment de prolonger et d'élargir l'alliance contre l'Irak en faisant de l'OTAN son instrument, politique autant que militaire.

Ce serait en faire une sorte de directeur occidental des affaires du monde sous contrôle américain dont la France n'a jamais voulu et aujourd'hui moins que jamais. Concertation donc, rapprochement même entre Paris et Washington, mais dans la vigilance.

CLAIRE TRÉAN

Washington prêt à « discuter directement » avec Téhéran

Une amélioration des relations entre Washington et Téhéran sera fonction de la libération des otages occidentaux du Liban et de l'arrêt du soutien de l'Iran au terrorisme », a fait savoir, jeudi 14 mars, le département d'Etat. M. Richard Boucher, porte-parole du département, a affirmé que les Etats-Unis étaient disposés à « discuter directement avec les représentants autorisés de l'Iran des questions intéressant les deux pays, y compris les otages. Les Iraniens sont bien informés de cette position », a-t-il précisé.

Selon le Washington Post, les Etats-Unis ont discrètement pris contact avec l'Iran après la fin des combats dans le Golfe pour demander l'ouverture d'entretiens portant notamment sur le sort des six otages américains du Liban. Le quotidien, citant des sources proches de l'administration Bush, ajoutait que les Etats-Unis n'avaient pas posé de conditions mais attendaient toujours une réponse à ce sujet. M. Boucher s'est refusé à toute précision, déclarant seulement que les Etats-Unis transmettaient occasionnellement des messages par le biais du gouvernement helvétique, qui représente leurs intérêts en Iran depuis 1979. — (Reuters)

Plus de huit cents Egyptiens auraient été tués pendant l'occupation de l'Emirat

LE CAIRE

de notre correspondant

Huit cent cinquante-sept ressortissants égyptiens auraient été tués par les Irakiens durant l'occupation du Koweït. C'est ce qu'a affirmé, vendredi 15 mars, le quotidien d'opposition libérale Al Wafd en citant « des chiffres officiels koweïtiens ».

Le journal précise que 34 victimes égyptiennes ont été formellement identifiées, tandis que 823 cadavres sont sur le point d'être inhumés dans des fosses communes.

La presse égyptienne s'est en outre fait l'écho ces derniers jours de témoignages

selon lesquels de nombreux Egyptiens se trouvant en Irak avaient été tués ou avaient subi divers mauvais traitements durant la guerre. La presse de ce pays fait état de la conscription de force de milliers d'expatriés égyptiens, et les autorités du Koweït estiment à plus de 200 000 le nombre d'Egyptiens se trouvant encore en Irak.

Par ailleurs, la police de la vallée du Nil a procédé à l'arrestation de dizaines d'Egyptiens récemment rentrés d'Irak. Selon le ministre de l'Intérieur, le général Abdel Halim Moussa, ces arrestations ont eu lieu après les aveux de plusieurs Egyptiens affirmant

avoir été embrigadés par les services irakiens pour commettre des actes de terrorisme en Egypte. Selon le ministre, ils devaient faire exploser des bombes dans divers établissements « juifs ou d'Etats du Golfe, en Egypte ». Le ministre a ajouté que « de prétendus intellectuels égyptiens servaient de pivot aux terroristes ».

La ministre, qui a indiqué que plusieurs ressortissants palestiniens ou jordaniens avaient été expulsés d'Egypte, a accusé la Jordanie « de collusion avec les terroristes ».

ALEXANDRE BUCCIANTI

L'arsenal de l'ambassadeur d'Irak en Espagne

L'ambassadeur d'Irak à Madrid, M. Arshad Tawfic Ismail, qui a demandé le week-end dernier l'asile politique aux autorités espagnoles, a remis à la police espagnole deux fusils et plusieurs pistolets qui devaient être utilisés dans des attentats, a affirmé, jeudi 14 mars, le journal El País. Un porte-parole du ministère de l'Intérieur s'est borné à déclarer que cette information ne faisait l'objet d'aucun commentaire officiel. Le journal ABC affirme de son côté que l'attaché culturel de l'ambassade irakienne à Madrid, M. Aziz Abdul Hussein Satar, pourrait également solliciter l'asile politique en Espagne. — (AFP)

AFR
Les inondations plus de 500 morts

Plus de cinq cents personnes tuées, des centaines portées disparues, cent cinquante mille sans abri : tel est le bilan, encore provisoire, des glissements de terrain provoqués par les pluies torrentielles qui se sont abattues, dans la soirée du dimanche 10 mars, sur le sud-ouest du pays, à l'annonce, par l'agence officielle MANA, du président Kamuzi Karubi, accompagné de membres du gouvernement, s'est rendu sur les lieux du drame, dans le district de Minab, tandis que la Croix-Rouge...

L'armée dispose une manifestation

L'armée a violemment dispersé, jeudi 14 mars, une manifestation de plusieurs centaines de lycéens et d'étudiants, qui tentaient de défiler dans les rues de Lomé. L'après-midi, qui avait gagné, mardi, le campus universitaire El Minab (15 mars), s'est étendue à la plupart des lycées et collèges de la capitale. Vêtus de leurs uniformes beige,

Le numéro 170 (mars 1991) de

FRANCE PAYS ARABES

vient de paraître :

GOLFE : LA VOIE DE LA PAIX

Sud-Liban : l'épreuve israélienne

Des articles de Pierre Rondot, Stelio Franzini, Lucien Bittencourt, Jean-Claude Delannay, Elisabeth Mathiot, Jean Rabinovitch, Yves Thoreval et Anika Ould Taha.

Les rubriques politiques, culturelle, économique, la chronologie et le dossier Eurafric.

40 pages - 15 F. En vente dans les kiosques et librairies. Spécimen sur demande.

FPA - 14, rue Augustin, 75007 Paris.

Tél. : 46-55-27-52.

PUBLICATION

TRIBUNAL CORRECTIONNEL

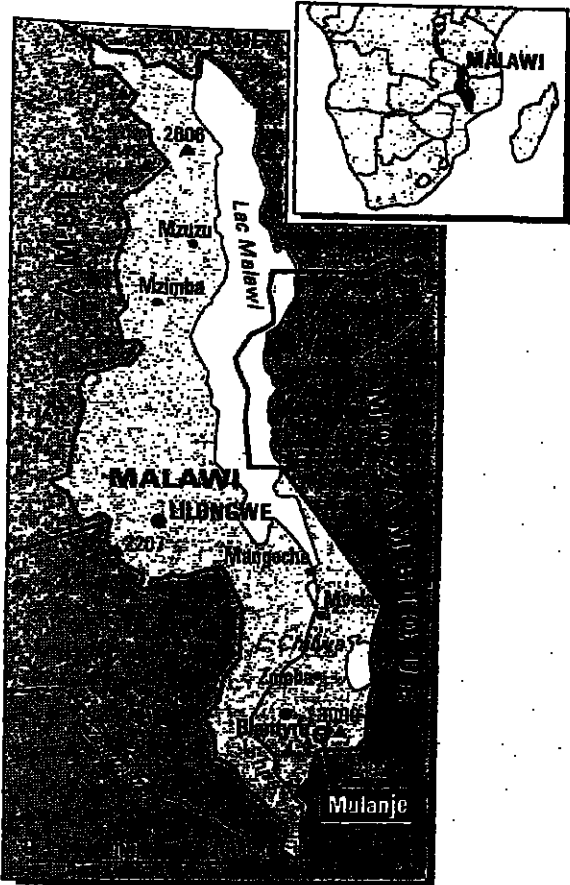
Contrefaçon de réquisitoire
Par jugement du 26 février 1990, le tribunal a condamné M. Claude MOREAU, comptable de commerce, à :

- la condamner à deux mois d'emprisonnement et à payer à la société CARTEVA la somme de 10 millions de francs ;
- la condamner à la confiscation de la société CARTEVA de M. MOREAU.

AFRIQUE

MALAWI

Les inondations auraient fait plus de 500 morts et 150 000 sans-abri



Plus de cinq cents personnes tuées, des centaines portées disparues, cent cinquante mille autres sans abri : tel est le bilan, encore provisoire, des glissements de terrain provoqués par les pluies torrentielles qui se sont abattues, dans la soirée du dimanche 10 mars, sur le sud-ouest du pays, a annoncé, jeudi, l'agence officielle MANA.

Le président Kamuzu Banda, accompagné de membres du gouvernement, s'est rendu sur les lieux du drame, dans le district de Mulanje, tandis que la Croix-Rouge internationale faisait acheminer des vivres par hélicoptère et que des équipes de secours continuaient à rechercher d'éventuels survivants. Les inondations et glissements de terrain ont touché une zone de près de 500 kilomètres carrés et isolé une population d'environ 21 000 habitants - dont les réfugiés mozambicains du camp de Chiranga (nos dernières éditions du 15 février). Cette catastrophe est la plus importante du genre au monde, depuis celles qui avaient frappé la Colombie, en juillet 1987, et le Brésil, en février 1988. - (AFP)

TOGO

L'armée disperse violemment une manifestation de lycéens à Lomé

L'armée a violemment dispersé, jeudi 14 mars, une manifestation de plusieurs centaines de lycéens et d'étudiants, qui tentaient de défilé dans les rues de Lomé. L'agitation, qui avait gagné, mardi, le campus universitaire (le Monde du 15 mars), s'est étendue à la plupart des lycées et collèges de la capitale. Vêtus de leurs uniformes beiges,

certaines élèves criaient « Solidarité ! » et « A bas le dictateur ! ». Les soldats se sont acharnés à coups de matraque sur les jeunes manifestants, avant de les embarquer dans des camions militaires. De nombreuses interpellations ont eu lieu dans le quartier populaire du Tokoin, encerclé et quadrillé par l'armée.

Selon un bilan provisoire, établi jeudi après-midi par la Ligue togolaise des droits de l'homme, les affrontements auraient fait six blessés parmi les manifestants. Une quinzaine d'autres seraient en garde à vue. Selon des témoins, des mouvements de grève et des affrontements sporadiques entre élèves et forces de l'ordre auraient éclaté dans plusieurs autres collèges, comme à Kodjoviakopé et à Ablogbé. - (AFP)

□ **ZAÏRE** : démission du gouvernement de transition. - Le premier ministre, M. Lunda Bululu, a annoncé, jeudi 14 mars, la démission de son gouvernement de transition. Cette décision, acceptée par le président Mobutu, devrait permettre à ce dernier de former un nouveau cabinet élargi. La démission de M. Bululu, nommé premier ministre en avril, survient alors que des pressions croissantes en faveur d'une démocratisation du régime avaient conduit le chef de l'État à accepter le principe du multipartisme. Le nouveau gouvernement pourrait s'ouvrir à des représentants des partis de l'opposition. - (Reuters)

Le numéro 170 (mars 1991) de

FRANCE PAYS ARABES

vient de paraître :

GOLFE : LA VOIE DE LA PAIX

Sud-Liban : l'épreuve israélienne

Des articles de Pierre Rondot, Stelio Paradis, Lucien Bittard, Jean-Claude Delaunay, Elisabeth Marthot, Jean Rabinovici, Yves Thoreval et Aïda Ould Taha.

Les rubriques politique, culturelle, économique, la chronologie et le dossier Euzabie. 40 pages - 15 F. En vente dans les kiosques et librairies. Spécimen sur demande. FPA - 14, rue Augereau, 75007 Paris. Tél. : 45-55-27-52.

PUBLICATION JUDICIAIRE

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE CRÉTEIL

Contrefaçon de marques de la société CARTIER

Par jugement du 26 février 1990, le tribunal correctionnel de Créteil a reconnu M. Claude MOREAU coupable de délit de contrefaçon de marques et en conséquence :

- l'a condamné : à deux mois d'emprisonnement avec sursis, à payer à la société CARTIER 5 000 F de dommages et intérêts - aux dépens de l'action civile, et la confiscation et la remise des objets saisis à la société CARTIER, la présente publication aux frais de M. MOREAU à concurrence de 10 000 F.
- a ordonné :

AMÉRIQUES

HAÏTI

Le président Aristide s'attaque aux responsables des abus du régime militaire

La justice haïtienne a lancé, mercredi 13 mars, un mandat d'arrêt contre l'ancien général Williams Régala, cinquante-trois ans, ex-número deux du régime militaire du général Henri Namphy. M. Régala est présenté comme « un des auteurs du massacre du 29 novembre 1987 » au cours duquel vingt-quatre personnes avaient été tuées à coups de machette et d'arme à feu et soixante-quatorze autres blessées dans un bureau de vote à Port-au-Prince par des bandes armées néo-duvaliéristes, avec la complicité des responsables militaires de l'époque. Ce massacre, avait provoqué l'interruption des élections générales. Le juge, qui a lancé ce mandat contre l'ex-officier, mis à la retraite en 1988, a également annoncé que l'ancien ministre de l'Intérieur et de la défense nationale (1986-1988) était aussi recherché pour le massacre de Carrefour.

Feuille (du nom d'un quartier populaire de la capitale). Près d'une quarantaine de jeunes auraient été exécutés au fort Dimanche après leur arrestation par l'armée, fin novembre 1987. Il s'agit de la première décision spectaculaire de justice, concernant un ancien haut gradé de l'armée, compromis sous le régime civilo-militaire du Conseil national de gouvernement (CNG), présidé par l'ex-général Henri Namphy, actuellement réfugié en République dominicaine. Le président Jean-Bertrand Aristide, qui a fait rechercher plusieurs propriétaires terriens responsables de massacres de paysans, avait demandé, mardi, sur les ondes de Radio-Haïti, que la justice recherche Williams Régala, soulignant que, « en attendant du pain pour le ventre, nous pouvons partager le pain de la justice ». - (AFP)

ÉTATS-UNIS

Ouverture d'une enquête nationale sur les méthodes policières

Le passage à tabac à Los Angeles, d'un automobiliste noir par quatre policiers blancs (le Monde du 7 mars), qui avaient été filmés à leur insu, a pris jeudi 14 mars une ampleur nationale.

Le gouvernement américain, contraint de réagir après que la vidéo de cette « bavure » eut été largement montrée à la télévision, est intervenu en annonçant par la bouche de l'attorney général (ministre de la justice), Dick Thornburgh, l'ouverture d'une enquête nationale sur les méthodes policières. Ses services vont examiner les quelque 15 000 plaintes pour brutalités policières déposées ces six dernières années dans tout le pays pour voir si de tels agissements sont une pratique répandue. Dans un premier temps, les quatre policiers de Los Angeles ont été inculpés.

Selon le résultat de l'enquête, annoncée sous la pression des groupes de défense des droits des minorités, la formation des poli-

ciers pourrait être revue et les sanctions contre les fautes plus sévères. « Nous nous félicitons de la décision du ministre de la justice. C'était ce qu'il fallait faire. L'administration n'avait plus le choix, elle devait prendre position. Nous aurions seulement aimé qu'elle le fasse plus tôt », a déclaré à l'AFP M. Phil Gutis, porte-parole de l'ACLU (American Civil Liberties Union), la plus importante organisation de défense des droits des citoyens. - (AFP, UPI)

EN BREF

□ **BRÉSIL** : six morts dans la mutinerie d'une prison. - Au moins six détenus sont morts et vingt autres ont été blessés jeudi 14 mars, pendant une mutinerie dans une prison de Porto Alegre, dans le sud du Brésil, ont rapporté la radio et la télévision. Selon leur témoignage, des gardes ont tué les prisonniers après qu'ils eurent mis le feu à des matelas et tenté de s'évader de la principale prison de la ville. - (Reuters)

□ **CHINE** : prêt 1 milliard de francs suisses à l'URSS. - Le montant du prêt que la Chine s'approprie à accorder à l'Union soviétique (le Monde du 14 mars) sera de 1 milliard de francs suisses, a annoncé jeudi 14 mars l'agence Chine nouvelle. Cette somme servira à l'achat de produits alimentaires, de textiles et de tabac. - (AFP)

□ **PAKISTAN** : victoire gouvernementale aux élections au Sénat. - L'Alliance démocratique islamique au pouvoir a remporté jeudi 14 mars les élections sénatoriales partielles en obtenant trente des quarante-deux sièges à pourvoir. Le parti de M. Benazir Bhutto, qui n'a obtenu que cinq sièges, a accusé le gouvernement de fraude électorale et d'intimidation. - (Reuters, UPI)

□ **SRI-LANKA** : sanglants affrontements avec la guérilla tamoule. - L'armée sri-lankaise a lancé une nouvelle offensive contre la guérilla séparatiste tamoule dans le nord du pays, a annoncé jeudi 14 mars un porte-parole militaire à Colombo. Les affrontements ont fait une quarantaine de morts dans les deux camps, ce qui porte le bilan officiel des violences à plus de 5 500 morts depuis juin dernier. - (AFP, Reuters, UPI)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

DIPLOMATIE

Le Quai d'Orsay annonce la fermeture des ambassades de France à Monrovia, Mogadiscio et Port-Moresby

Le ministère des affaires étrangères a décidé de fermer ses ambassades à Monrovia, Mogadiscio et Port-Moresby « en raison des restrictions budgétaires qui lui ont été imposées », a annoncé jeudi 14 mars le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard. Les relations diplomatiques avec le Libéria, la Somalie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée ne seront évidemment pas pour autant rompues.

Un ambassadeur de France dans un pays voisin y représentera les intérêts français. Du fait de la guerre civile au Libéria, et en Somalie, l'ambassade de Monrovia est fermée depuis le mois d'août 1990 et celle de Mogadiscio l'est depuis environ trois mois. Le départ du personnel diplomatique en poste à Port-Moresby devrait intervenir très rapidement, a précisé le ministère.

Dans le cadre des restrictions budgétaires exceptionnelles imposées à tous les ministères pour financer la guerre du Golfe, le Quai d'Orsay s'est vu supprimer dimanche 400 millions de francs en crédits de paiements. Cette fermeture d'ambassades pour raisons économiques est tout à fait exceptionnelle. Depuis

1945, cela ne s'est produit que deux fois, avec la fermeture des représentations diplomatiques à Oulan-Bator (Mongolie), en 1984, et à Belmopan (Belize), en 1985. Les autres fermetures d'ambassades étaient toutes liées soit à la disparition du pays où se trouvait la mission - comme pour la RDA et le Yémen du Sud en 1990, ou le Vietnam du Sud en 1975 - soit à une rupture des relations diplomatiques comme cela s'est passé en février dernier avec l'Irak.

Avant ces nouvelles restrictions, le Quai d'Orsay avait déjà décidé à la même date la fermeture de huit consulats. Avec désormais 135 ambassades, 11 représentations permanentes auprès d'organisations internationales et près de 130 consulats, la France dispose toujours d'un des réseaux diplomatiques les plus denses du monde, souligne-t-on au Quai d'Orsay.

Les responsables concernés, à l'administration centrale comme à l'Élysée, n'ont pris connaissance de cette mesure imprévue qu'après qu'elle eut été annoncée lors du point de presse quotidien du ministère et reprise par les agences de presse. Si la fermeture des missions à Monrovia et à Mogadiscio

ne fait qu'entériner une situation de fait, celle de Port-Moresby apparaît pour le moins mal choisie. En effet, une visite ministérielle était prévue prochainement dans la capitale de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, dont le chef de la diplomatie était venu à la fin de l'an dernier à Paris. Ce pays devrait présider, à l'automne prochain, l'Assemblée générale des Nations unies et joue un rôle important dans le Pacifique sud, où se trouvent les TOM de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie et où la France entend mener une diplomatie active.

□ **M. Roland Dumas** en tournée en Amérique latine. - Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a entrepris vendredi 15 mars, à Mexico, une brève tournée en Amérique latine. Après une visite d'une journée au Mexique, où il devait notamment rencontrer le président Salinas et son homologue mexicain Fernando Solanas, M. Dumas doit se rendre, samedi, au Venezuela, et dimanche et lundi au Nicaragua où il assistera à la septième rencontre ministérielle entre la CEE et les pays d'Amérique centrale.



Drôle de gueule

EUROPE

La colère des « six de Birmingham »

Suite de la première page

Les images de ces Irlandais plus tout jeunes, se tenant par la main devant une foule enthousiaste, ont en effet un air de déjà-vu.

Il y avait eu les quatre de Guildford en octobre 1989, injustement emprisonnés pendant quatorze ans pour des attentats contre deux pubs fréquentés par des soldats à Guildford et Woolwich, deux petites villes proches de Londres, et une famille irlandaise au complet, les Maguire, réhabilitée en mai 1990, après que six des membres de cette famille eurent été condamnés en 1976 pour avoir fabriqué des explosifs. Trois erreurs judiciaires admises en moins de deux ans, et portant toutes sur des prétendus « terroristes » irlandais, cela fait beaucoup pour un système judiciaire qui se targue d'être un des meilleurs, sinon le meilleur, du monde.

Les oublis de M. Skuse

« Les policiers nous ont dit d'embrasser qu'ils savaient que nous n'arrivons rien faire. Ils nous ont dit aussi qu'ils se moquent de savoir qui avait réellement commis les attentats. Ils nous ont dit qu'ils nous avaient choisis, et qu'ils allaient nous faire porter le chapeau », a raconté Patrick Hill à la foule rassemblée devant l'Old Bailey. « Rétrospectivement, nous dirions tellement naïfs », a confié Hugh Callaghan à The Independent. Jeunes, peu au fait des arcanes judiciaires, les six hommes ont été battus, privés de sommeil et de nourriture, et invités à signer des aveux. « J'aurais signé n'importe quoi pour avoir la paix », dit ce dernier.

Les brutalités policières, visibles

sur les photos des suspects prises peu après leur arrestation, confirmées par des médecins, ont fait plus tard l'objet d'un procès distinct de la procédure principale et quelques peu surréaliste. Le juge a convenu que les six hommes avaient reçu des coups mais n'en a tiré aucune conséquence. Les policiers n'ont même pas été sanctionnés.

L'essentiel de l'accusation reposait, lors du premier procès, en 1975, sur ces aveux extorqués et sur les « preuves scientifiques » fournies par un expert du ministère de l'Intérieur, M. Frank Skuse. Ce dernier avait procédé à des frottements sur les mains des six hommes, et avait affirmé que, pour deux d'entre eux au moins, ces prélèvements contenaient des traces de nitroglycérine. M. Skuse s'était bien gardé de dire au tribunal que des tests analogues effectués sur d'autres voyageurs qui se trouvaient sur le même bateau que les « six » s'étaient révélés positifs. Ces passagers, totalement étrangers à l'affaire, avaient été rapidement mis hors de cause mais le jury avait tout ignoré de ce fait troublant.

Le test lui-même a été abandonné par la police, et M. Skuse a été mis à la retraite d'office il y a quelques années pour incompétence notoire. Il n'avait pas davantage révélé au tribunal que les boîtes dans lesquelles il avait déposé les prélèvements continuaient à présenter une réaction positive alors qu'il les avait soigneusement lavés au savon. Cela ne cadrait pas avec ses premiers résultats. Il est apparu depuis que certains savons pouvaient avoir le même effet que la nitroglycérine sur le test. M. Skuse avait donc peut-être provoqué lui-même, en net-

toyant préalablement ses boîtes, l'effet qu'il avait présenté au tribunal comme une preuve scientifique irréfutable.

Il y a eu pire. Des procédés nouveaux ont été utilisés pour scruter les notes prises par les policiers pendant les interrogatoires qui ont abouti aux fameux aveux. Il est apparu que des phrases avaient été rajoutées après coup. Le principal responsable de l'enquête a donné cinq versions successives et contradictoires de certains entretiens. Il a falsifié des documents pour essayer de donner une cohérence à l'ensemble. Le résultat était quelque peu chaotique puisque l'essai supposé se trouver à deux endroits totalement différents au même moment.

Grèce à la presse

La brigade criminelle qui a procédé à l'enquête a été accusée, bien des années plus tard, d'avoir concédé de la même manière des preuves dans d'autres affaires. Elle a été dissoute. La question est maintenant de savoir si des poursuites vont être engagées contre les policiers eux-mêmes. Ils risquent des peines graves s'il est prouvé qu'ils ont menti devant le tribunal.

L'affaire est d'autant plus gênante qu'à la demande de M. Douglas Hurd, alors ministre de l'Intérieur, un premier appel avait eu lieu en 1987. Les « oublis » de M. Skuse, ainsi que les manipulations des comptes rendus d'interrogatoires, étaient restés enfouis dans les armoires de la police, et l'appel avait été rejeté. L'attitude du juge, lord Lane, est sévèrement critiquée. Ce dernier n'avait pas alors envisagé sérieusement que des officiers de police assermentés aient pu se livrer à un parjure.

S'il n'y avait pas eu la presse, en particulier les journalistes qui ont réalisé un documentaire sur les « six » pour la chaîne de télévision ITV avec l'aide d'un parlementaire travailliste, M. Chris Mullin, il est peu probable que la révision du procès ait pu enfin aboutir. Le gouvernement a donc décidé la création d'une Commission royale chargée d'étudier les failles de la procédure pénale. Elle sera dirigée par lord Runciman, un sociologue de l'université de Cambridge. C'est la première fois depuis 1978 qu'une Commission royale est instituée. M^{me} Thatcher, arrivée au pouvoir en 1979, n'y avait jamais eu recours, estimant que le gouvernement et le Parlement n'avaient pas besoin de faire appel à des autorités extérieures.

La question de l'indemnisation des six hommes condamnés à tort à la détention perpétuelle se pose également. Les chiffres avancés sont considérables. Chacun d'entre eux pourrait recevoir une somme comprise entre 150 000 et 250 000 livres (de 1,5 à 2,5 millions de francs). Une nouvelle enquête va d'autre part être ouverte pour trouver les véritables coupables des attentats de Birmingham.

DOMINIQUE DHOMBRES

Vedette de l'opposition démocratique en Serbie

M. Vuk Draskovic estime que « la Yougoslavie doit survivre »

Le calme est revenu à Belgrade où le leader de l'opposition, M. Vuk Draskovic, a déclaré qu'il continuerait de lutter pour la démocratie. La présidence fédérale, convoquée jeudi 13 mars, a remis à vendredi la poursuite de ses travaux. Aucune information n'a été donnée sur le contenu des débats auxquels assistaient les plus hauts représentants de l'armée. Cependant, un représentant du ministère de la Défense, le général Milan Ruzinovski, a confirmé que des unités de l'armée avaient été déployées, samedi 9 mars, lors des violents incidents qui ont coûté la vie à deux personnes. D'autre part, une personne a été tuée et deux policiers blessés lors d'une fusillade, jeudi 14 mars, sur une route du Kosovo lorsque deux inconnus ont ouvert le feu sur une patrouille.

BELGRADE

de notre envoyé spécial

« Nous continuerons à lutter pour la démocratie, au Parlement ou par des manifestations de rue pacifiques, si nécessaire, afin que la Serbie puisse rejoindre le concert de l'Europe démocratique. Le 9 mars fut une journée tragique et sanglante mais personne ne pourra stopper la Serbie et les Serbes. » M. Vuk Draskovic, le leader du Mouvement du renouveau serbe, est indéniablement la vedette de la vague de contestation du pouvoir socialiste (ex-communiste) qui se développe ces derniers jours à Belgrade. Les dirigeants des autres partis de l'opposition, tout aussi actifs pourtant, font pâle figure à côté de cet écrivain d'une quarantaine d'années, ancien journaliste à l'agence de presse officielle Tanjug.

« Vuca », comme on l'appelle ici, est ovationné dans tous les meetings et, apparemment, il aime ça. Un regard vif, une chevelure longue et bouclée, une barbe abondante lui donnent, selon les avis, un air de Jésus, de séducteur ou d'hystérique.

Jeudi 14 mars, dans une institution universitaire de Belgrade, qui est devenue le quartier général de l'opposition, il a demandé à son tour la démission du ministre de l'Intérieur et de l'ensemble du gouvernement serbe. Il y aura même

de nouvelles élections « si le peuple le veut ». Pas un mot, en revanche, sur le départ du numéro un de cette République, M. Slobodan Milosevic, l'homme qui avait réveillé, il y a plus de trois ans, le nationalisme serbe en permettant, notamment, la reconquête du Kosovo, cette province « autonome » mais sous tutelle de Belgrade, qui est le berceau culturel médiéval de la Serbie. « Reconquête », parce qu'elle est à présent peuplée à plus de 80 % d'Albanais de souche qui revendiquent leurs droits et le statut de République au sein de la fédération, certains allant même jusqu'à demander le rattachement à l'Albanie voisine. La région a été maintenant sévèrement reprise en main par les Serbes.

Partout où il y a des cimetières serbes

Sur ce point, pas une feuille de papier à cigarette ne sépare l'opposition du pouvoir en place. Le « démocratique » Vuk Draskovic est aussi ferme que le « socialiste » Slobodan Milosevic. « Le Kosovo, dit l'écrivain, appartient au peuple et à l'histoire serbe ». Et il ajoute : « Ce n'est pas parce qu'en Floride il y a 90 % de Cubains que les Cubains ont un Parlement aux Etats-Unis ».

Chaud partisan de la réhabilitation de la nation et de l'Etat serbes, il affirme que 1,5 million de ses compatriotes ont été massacrés par les voisins croates pendant la seconde guerre mondiale et que ce « génocide » (terme employé dans toutes les batailles intérieures yougoslaves) ne doit jamais être oublié. Comme M. Milosevic, il défend, carte historique à l'appui, l'idée de la « Grande Serbie » qui engloberait automatiquement sur les territoires voisins. Il avait déclaré, voici quelques années, « qu'il fallait se battre pour toutes les terres de Yougoslavie où il y a un cimetière serbe ».

L'avenir de la Yougoslavie n'était pas, durant ces journées agitées, la préoccupation majeure des Serbes. C'était même le cadet de leurs soucis. Le pays peut-il survivre à ses conflits internes entre Républiques, peuples, nations et minorités ? « Qui sait ? » répond M. Draskovic. J'espère que la Yougoslavie survivra. Mais regardez : plusieurs régions, telles que la Bosnie, l'Herzégovine, la Croatie, ressemblent à des peaux de léopards. Il y a des musulmans, des Serbes, des Croates, des Albanais, des juifs, des orthodoxes, des catholiques et aucun être humain n'est capable de

tracer des frontières sur cette peau de léopard. C'est la raison pour laquelle, à mon avis, la Yougoslavie doit survivre.

Une confédération « formalisée »

Il est résolument favorable à une négociation, « pour sauver le pays et la paix », que ce soit dans le cadre d'une fédération, d'une confédération ou sous toute autre forme de coexistence. Mais, s'empresse-t-il d'ajouter, « nous avons deux possibilités : vivre ensemble ou nous battre les uns contre les autres, ce qui peut conduire à la guerre civile. Dans ce cas, nous savons qui est le plus fort, c'est la Serbie. Mais, après la guerre, je vous le promets, la Yougoslavie survivra ». De telles phrases en public lui valent automatiquement des tonnerres d'applaudissements.

A ses yeux, une sorte de confédération « formalisée » - car elle existe déjà dans les faits depuis bien des années, chaque République menant son petit bonhomme de chemin sans se soucier des directives du pouvoir fédéral - semble acceptable. En revanche, si une ou plusieurs des six Républiques venaient à faire définitivement sécession, les choses se présenteraient immédiatement sous un autre angle. Il pense à la Slovaquie et surtout à la Croatie où il y a une minorité serbe d'environ 600 000 personnes.

« Dans ce cas, dit-il, nous déclarerons naturellement que ces enclaves serbes appartiennent à la Serbie. » Ce qui équivaut à réclamer, comme M. Milosevic (qu'il se défend d'avoir soutenu dans sa frénésie nationaliste car, à l'époque, dit-il, « je ne m'occupais pas de politique »), un redécoupage des frontières au sein de la Yougoslavie. Les Croates et les Bosniaques, sans doute, ne partagent pas cet avis. Pour ce qui est des questions économiques, essentielles dans une Serbie en plein marasme, M. Draskovic n'a aucun plan. « Je suis un écrivain, dit-il, et je laisse à d'autres le soin de s'occuper des choses que je ne connais pas. » Pour être populaire aujourd'hui en Yougoslavie, et cela dans toutes les Républiques, il faut être d'abord nationaliste. « Vuca » incarne en Serbie le nationalisme démocratique qui s'oppose au nationalisme néocommuniste de Slobodan Milosevic car, sur le fond de la « question nationale », il n'y a pas de différence.

ALAIN DEBOVE

NORBERT ELIAS

chasseur de mythes



Un sociologue hors du commun, un penseur d'une rare vigueur.

Georges Balandier, Le Monde

L'œuvre d'Elias est un coffre à trésors, qui contient bien des clés pour comprendre le monde dans lequel nous vivons. Elle distille au fil des pages mille et un aperçus sur la question du racisme et de l'intégration, sur la structure des états nationaux, ou encore sur la revendication des droits de l'homme. A une époque où semble renaître la vieille philosophie des professeurs qu'il a tant combattue, dans laquelle le ressassement éternel des textes de Kant remplace la réflexion créatrice, chacun verra au prisme de ces deux joyaux qui paraissent aujourd'hui ce que penser veut dire.

Didier Éribon, Le Nouvel Observateur

FAYARD



Gueule de poète

POLITIQUE

La crise de Socialisme et République

M. Chevènement officialise l'éclatement de son courant

La communiqué signé Socialisme et République, qui a désavoué, jeudi 14 mars, le vote émis la veille au bureau exécutif du Parti socialiste par les représentants de ce courant (le Monde du 15 mars), a provoqué une réplique, signée notamment par six députés, qui dénonce la « logique de rupture » adoptée par l'ancien ministre de la défense. Ce dernier a décidé d'adresser aux élus et responsables de son courant des télégrammes confirmant les termes du communiqué de jeudi. La censure de l'ancien CERES est, désormais, patente.

« Le vote émis au bureau exécutif le 13 mars 1991 n'engage pas Socialisme et République. Il est contraire à la décision prise par le conseil politique, réuni dimanche 10 mars 1991, comme à tous les textes antérieurs de Socialisme et République. Ce vote manifeste que la reconstitution des courants à l'intérieur du Parti socialiste est devenue nécessaire. » Ces quelques lignes, signées Socialisme et République, ont été rendues publiques, jeudi matin, au lendemain de l'adoption à l'unanimité, par le bureau exécutif du PS, d'un texte préparatoire à la convention nationale des 6 et 7 avril, affirmant, notamment, au sujet des positions contradictoires qui s'étaient exprimées pendant la crise du Golfe, que « les faits sont là » — autrement dit, que les événements ont fait justice des craintes exprimées par certains, au premier rang desquels M. Chevènement, qui s'était démis de son poste de ministre de la défense le 29 janvier.

Sous la signature Socialisme et République, le désaveu infligé aux responsables de ce courant dans les instances dirigeantes du PS émane, en fait, de M. Chevènement lui-même.

Mercredi soir, aussitôt après le vote du bureau exécutif, l'ancien ministre de la défense, entouré de MM. Didier Motchane, ancien député européen, et Jean-Yves Autexier, secrétaire général de Socialisme et République et député de Paris (suppléant de M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports), a rédigé ce communiqué, qui crée une situation inédite au Parti socialiste. Organisé selon la règle de la proportionnelle des courants, ce parti ne connaît, statutairement, d'autre autorité politique que celle des membres de sa direction et, dans le cas où il existe une majorité et une minorité, celle des représentants de cette dernière au bureau exécutif. Le congrès de Rennes ayant été conclu par une « synthèse » générale des courants, MM. Pierre Guédoni et Michel Charzat, membres du secrétariat national du PS, sont, avec M. Marie-Arlette Carliotti, membre du bureau exécutif, les « responsables » officiels de Socialisme et République.

A ce titre, le vote qu'ils avaient émis mercredi soir ne pouvait — et ne peut toujours — qu'engager Socialisme et République en tant que courant du PS. Sans doute M. Guédoni, qui, chargé des relations internationales, a quitté la France jeudi pour Alger, s'attendait-il à être contredit, d'une manière ou d'une autre, par M. Chevènement, puisqu'il avait indiqué au bureau exécutif qu'il entendait « assumer » pleinement le vote qu'avait émis M. Charzat et M. Cadot. Il avait décidé d'émettre. Toujours est-il qu'il existe, aujourd'hui, un courant du PS associé à la « synthèse », soutenant la démarche de la direction du parti en vue de la convention d'avril, et un groupe, au statut indéfini, qui conteste cette position, mais dont l'expression politique est incertaine. Il paraît difficile que M. Chevènement dépose, pour la convention, un « contre-texte » qui obligerait les députés du courant, lors des réunions fédérales, à choisir entre la « ligne Guédoni » et

celle de l'ancien ministre, puisque le conseil politique du courant, auquel se réfère le communiqué de jeudi, avait décidé, le 10 mars, de ne pas opposer une motion à celle de la direction.

Pas de « délibération collective »

Au surplus, les chances de succès d'une telle initiative sont sérieusement hypothéquées par la position qu'ont adoptée, jeudi, plusieurs députés et responsables de Socialisme et République, représentant une part importante des mandats recueillis par ce courant au congrès de Rennes. Figurent dans ce groupe MM. Jean-Marie Bockel et Jean-Pierre Beaumier (Haut-Rhin), Michel Coffineau (Val-d'Oise), Marius Miasse (Bouches-du-Rhône), Jean Castel (Vaucluse) et Jean-Paul Planchon (Seine-et-Marne), tous députés, auxquels s'ajoutent M. François Geindre, maire d'Hérouville-Saint-Clair (Calvados), M. Ghislaine Tou-

tain, ancien député, et Nicole Bricq, conseiller régional d'Ile-de-France, MM. Patrick Bloche et Roger Tropéano, députés nationaux du PS.

Pour ces élus et responsables, « la déclaration rendue publique [jeudi] au nom de Socialisme et République ne peut être acceptée », car elle exprime « une opinion différente de celle qui avait prévalu (...) lors de la réunion du conseil politique » et « ne résulte pas d'une délibération collective ». « Il y a mieux à faire », estiment-ils, « que d'enfermer Socialisme et République dans une logique de rupture. C'est en affirmant sa capacité à éclairer l'avenir que Socialisme et République restera fidèle à sa vocation. » En se référant ainsi à la préparation du « projet » du PS, dont M. Charzat a la responsabilité au secrétariat national, les signataires se veulent fidèles à la décision annoncée par le conseil politique de contribuer à cette élaboration (le Monde du 13 mars). Ils se déclarent, par conséquent, « soli-

daire » du vote émis au bureau exécutif.

La réaction de M. Chevènement à ce vote apparaît, donc, comme une rupture de l'ancien ministre, non seulement avec une partie des responsables de Socialisme et République, mais, aussi, avec la logique même du fonctionnement d'un courant au sein du PS. Jeudi soir, lors de la réunion de la commission exécutive fédérale parisienne du PS, M. Roger Madec, proche de M. Sarre, a fait, en présence de M. Lionel Jospin, une déclaration qui semble indiquer que le secrétaire d'Etat aux transports n'entend pas, quant à lui, rompre avec M. Chevènement. En revanche, M. Edwige Arvis, ministre délégué aux affaires étrangères, ne dissimule plus les distances qu'elle a prises avec l'ancien ministre de la défense. Ce dernier n'est pas assuré de rallier à sa position la majorité de ce qui, de son propre aveu, a cessé d'être « son » courant.

PATRICK JARREAU

Régions : le jeu du PS

Suite de la première page

Ce qui était bon pour les législatives l'était aussi, à leurs yeux, pour les régionales. Les socialistes, avant de quitter le pouvoir, avaient leur « grande œuvre », la décentralisation, ils tenaient à mettre enfin en application leur promesse de 1981 : l'élection des conseils régionaux au suffrage universel. Ils avaient donc décidé que cette « première » aurait lieu le même jour que le renouvellement de l'Assemblée nationale. Ayant déjà suffisamment de mal à imposer une réforme du mode de scrutin,

révolutionnaire pour la V^e République, ils étaient contraints d'adopter le même pour les deux consultations simultanées. Le résultat a confirmé les craintes de ceux qui ont toujours expliqué que la proportionnelle crée des assemblées ingouvernables. Sur les vingt et une régions de France métropolitaine (la Corse non comprise, en raison de son statut spécial), neuf se sont retrouvées avec des conseils où aucune force politique ne disposait de la majorité absolue. Dans quatre d'entre elles (Champagne-Ardenne, Ile-de-France, Midi-Pyrénées,

Provence-Alpes-Côte-d'Azur), la droite « parlementaire », ayant plus d'élus que les socialistes et les communistes réunis, disposait d'une majorité relative, mais elle était à la merci d'une conjonction des refus de la gauche et du Front national. Plus grave : dans cinq régions (Aquitaine, Franche-Comté, Languedoc-Roussillon, Haute-Normandie, Picardie), le RPR et l'UDF avaient moins d'élus que le PS et le PCF, mais ils entendaient quand même exercer le pouvoir, et ils y sont parvenus grâce à l'appui du Front national.

L'Elysée et le département

En cinq ans de tractations de couloirs, les choses n'ont pas sensiblement changé, les présidents de ces neuf régions devant naviguer entre leur extrême droite et leur gauche. Les déperditions qu'a connues, depuis 1986, le Front national n'ont pas modifié ce rapport de forces, sauf en Midi-Pyrénées, où le passage au CNI de trois des quatre élus d'extrême droite a permis à la droite classique de franchir le seuil de la majorité absolue, et, moins nettement, en Picardie, où, grâce à deux transfuges du Front national, le président, M. Charles Baur (UDF-PSD), dispose maintenant d'une majorité relative.

La stratégie des présidents, pour tenter de gouverner dans cette situation délicate, a varié d'une région à une autre, même après que le PS ait décidé, en 1987, de ne pas chercher systématiquement à compliquer la tâche de ceux qui ne tenaient pas à négocier avec le Front national ; il s'est ainsi abstenu, lors du vote des budgets de Champagne-Ardenne et d'Ile-de-France. En Languedoc-Roussillon, M. Jacques Blanc (PR) a passé un accord de gestion avec l'extrême droite. En Haute-Normandie, M. Roger Fossé (RPR) obtient, en général, l'abstention du PS. En Aquitaine, M. Jean Tavernier (RPR) est souvent sauvé par le PCF. En revanche, en Franche-Comté, la conjonction des oppositions de gauche et d'extrême droite a entraîné le rejet du dernier budget.

Une situation aussi inconfortable ne peut durer longtemps. La droite en est parfaitement consciente, elle qui en a longtemps rendu responsables les socialistes, « inventeurs » de la proportionnelle. M. Michel Giraud, député (RPR) et ancien président du conseil régional d'Ile-de-France, souhaitait la transposition à la région du mode de scrutin municipal, a proposé une proportionnelle à deux tours dans le cadre régional, avec forte prime à la liste arrivée en tête, et déposé, le 22 novembre 1988, une proposition de loi en ce sens, cosignée, notamment, par MM. Jacques Chaban-Delmas et Jean-Claude Gaudin.

La solution mise en avant par les socialistes n'est pas fondamentalement différente. D'entre autres, ils souhaitent volontiers revenir à une circonscription régionale ; c'était le souhait du comité Ile-de-France du PS, et de son équivalent breton, comme celui de M. Michel Rocard. Cependant, M. François Mitterrand veillait. Depuis la mise en œuvre de la décentralisation, il a toujours tenu à privilégier le département sur la région. Cette fois encore, il a été fidèle à sa conviction, confirmant son choix d'une circonscription départementale lors d'une rencontre des dirigeants socialistes, le 13 février à l'Elysée. Cette formule risque de mettre à mal le but officiellement visé par cette réforme — faire émerger des majorités stables dans les conseils régionaux — car la « prime » obtenue par une force politique dans un département pourrait être annulée par celle gagnée par ses adversaires dans un autre.

Le chef de l'Etat avait deux raisons d'arbitrer ainsi : une circonscription régionale priverait probablement le PCF d'élus, sauf à être contraint à une alliance avec le PS dès le premier tour — alors que, dans certains départements, il peut espérer franchir seul la barre des 10 % — et il l'aurait probablement fait « payer » ; surtout, M. Mitterrand redoutait l'autorité de présidents de région qui, ayant mené une liste régionale, seraient pratiquement élus au suffrage universel direct et personnel. Le président de la République n'a aucune envie de se retrouver face à un « duc d'Ile-de-France » qui, s'appuyant sur une majorité de barons de province, pourrait contester l'autorité du sursin. Les fabulistes assurent, d'ailleurs, aujourd'hui, que leurs réserves s'expliquent par leurs craintes de voir le PS se laisser aller sur la voie régionale.

Curieusement, M. Jacques Chirac paraît partager l'analyse du président de la République. Lors d'un voyage dans la Nièvre, le 26 février, il a convenu que le système actuel est « pervers », s'est déclaré, « a priori, plutôt favorable à la circonscription départementale », et a reconnu qu'une transposition du scrutin municipal est « une voie raisonnable, qui doit être explorée ». Un accord pourrait-il, alors, être facilement trouvé entre les principales forces politiques ? Non, car les arrière-pensées de chacun sont vite apparues au grand jour. L'UDF a clamé un refus brutal dès que ses grands Rhodans, MM. Jacques Blanc et Jean-Claude Gaudin, lui ont fait comprendre le piège qui leur est tendu : pour garder des régions où la droite et la gauche font sensiblement jeu égal, non seulement ils devront s'allier avec le Front national, mais, ne pouvant plus le faire lors de la première réunion du conseil régional, celle qui élit son président, ils devront passer accord avec les électeurs entre les deux tours de scrutin, avec le risque de perdre au centre les voix qu'ils gagneraient à l'extrême droite.

Les pères du projet ne cachent pas que cette « clarification » est bien un des objectifs qu'ils recherchent. C'est pourquoi ils n'entendent pas renoncer à un scrutin à deux tours. Un des experts électoraux des socialistes, M. Gérard Le Gall, explique que le PS en a besoin pour recueillir les voix communistes, écologistes et « divers gauche » qui se dispersent au premier tour. Cependant, un autre des spécialistes socialistes ne partage pas cette analyse : « Le piège pour la droite, dit-il, ne peut marcher que si le Front national fait plus de 10 %, et nous ne pouvons y échapper que si le Parti communiste fait moins de 10 % ».

se demande aussi comment il sera possible de réunir sur une liste, au deuxième tour, des communistes, des écologistes et des « centristes » de France unie. Le premier ministre ayant décidé de reprendre à son compte le projet préparé par le bureau exécutif du PS, il est sûr que le Parlement en sera saisi. Les socialistes auront le plus grand mal à le faire voter. Ils se heurteront à l'opposition des communistes, qui ne peuvent que défendre leur position de toujours, la proportionnelle intégrale, puisqu'ils seraient, avec les Verts et le Front national, les grandes victimes de l'instauration d'une prime majoritaire. Or, la droite est bien décidée, elle aussi, à combattre cette réforme. Elle paraît faire sienne la position défendue par M. Olivier Guichard (RPR), président du conseil régional des Pays-de-la-Loire, dans le *Figaro* du 12 mars : plutôt le maintien de la loi actuelle que la non-acceptation du cadre régional. Ce à quoi M. Charles Millon (UDF), président du conseil régional Rhône-Alpes, ajoute qu'un scrutin à deux tours est inacceptable.

Le risque de la dispersion

Les centristes peuvent-ils, cette fois encore, donner un coup de main au gouvernement ? Probablement non. Le piège tendu à ceux de leurs amis tentés par une alliance avec le Front national ne leur fait pas peur, bien au contraire, mais il leur paraît impossible de rompre la solidarité de l'opposition sur une affaire électorale.

Une réforme est pourtant indispensable. La proportionnelle facilite la dispersion, surtout dans un cadre départemental. En 1986, elle avait été limitée, car les élections régionales étaient jumelées avec des législatives très politisées. En 1992, il n'en sera rien, puisque, au contraire, elles auront lieu, dans des cantons qui privilégient la défense d'intérêts locaux. Or, les européennes de 1989 ont montré que, dans ces conditions, des listes socio-professionnelles, comme celle des « chasseurs », peuvent remporter un succès certain.

THIERRY BRÉHIER

Dans l'opposition

Le RPR souhaite un accord rapide sur les « primaires » présidentielles

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a donné son « approbation » et son « encouragement » à la création, par MM. Charles Pasqua et Philippe Séguin, de l'Association Demain la France (le Monde du 13 mars). Au cours d'un point de presse, jeudi 14 mars, M. Juppé a ajouté : « Je ne critique pas ceux qui appartiennent à la même formation politique que moi. Cela demande, parfois, beaucoup de volonté, mais, cette fois-ci, moins que d'habitude. » Le secrétaire général a tenu à rappeler, toutefois, que « personne d'autre que les partis politiques ne gagne les élections ».

M. Juppé souhaite, par ailleurs, que soit rapidement trouvé un

accord avec ses partenaires de l'opposition pour régler la question des « primaires » présidentielles en cas de scrutin anticipé. Cela permettrait de préparer, alors, sans autre souci, les élections régionales et cantonales de 1992, et les législatives de 1993. A cet effet, a précisé M. Juppé, « il faut relancer les élus généraux de l'opposition, préparer une plateforme de gouvernement et un contrat de législature », et, enfin, « mettre en place les instances chargées des infrastructures électorales ».

Le 13 avril se réunira un conseil national du RPR, au cours duquel, a dit M. Juppé, « il s'agira d'un vote de confiance à l'égard du secrétaire général ».

Le Crédit du Nord confirme sa place de banque la plus télécommunicante de France

En mai 1990, en association avec l'E.D.F., le Crédit du Nord lançait à Douai une expérience de télépaiement par minitel, en s'appuyant sur la Société de Services Informatiques Segin, devenue aujourd'hui Axime.

Le Crédit du Nord se réjouit de voir cette expérience se poursuivre et s'élargir avec la naissance de la Société TELEFACT. Créée par l'E.D.F., France Télécom, la Banque Nationale de Paris, le Crédit Mutuel et le Crédit du Nord, TELEFACT assurera la promotion du paiement de facture par minitel.

Ainsi le Crédit du Nord confirme-t-il sa place de « première banque télécommunicante de France ».



Crédit du Nord
VOUS D'ABORD

POLITIQUE

JOURNAL D'UN AMATEUR

PHILIPPE BOUCHER

Proches de M. Giscard d'Estaing

Les Clubs Perspectives et Réalités proposent un référendum européen sur l'union monétaire et sur l'union politique

Afin de nourrir l'intense débat sur l'Europe qui occupera beaucoup l'opposition ces prochaines semaines, les Clubs Perspectives et Réalités de l'UDF ont rendu publics, jeudi 14 mars, douze propositions touchant, à la fois, aux institutions, à la défense et au domaine économique. Ces clubs étant, avant tout, giscardiens, cette liste de propositions peut être considérée comme la trame de la pensée de M. Valéry Giscard d'Estaing sur les questions européennes.

M. Alain Lamassoure, membre de l'Assemblée européenne et député (UDF) des Pyrénées-Atlantiques, a dirigé le travail des Clubs Perspectives et Réalités sur la construction européenne. Proche de M. Giscard d'Estaing, M. Lamassoure a mis en forme des propositions qui émanent de l'ancien chef de l'Etat. Résumant l'entreprise, M. Hervé de Charette, délégué général de ces clubs, a déclaré que « l'année 1991 sera pour l'Europe une année de vérité » et que celle-ci « doit éviter d'avoir peur de faire un bond en avant ».

- Voici les douze propositions présentées par les Clubs Perspectives et Réalités :
- élection des députés européens au scrutin proportionnel dans chaque région pour constituer un Parlement européen « plus démocratique et plus proche des citoyens » ;
- remplacement du conseil des ministres actuel par une « Chambre des Etats », élargie à soixante-dix membres, « pour lui confier un caractère plus parlementaire », et dirigée par un président élu par elle pour une période de deux ou trois ans ;
- définition d'un fédéralisme décentralisé, fondé sur le principe de subsidiarité, proposé par M. Giscard d'Estaing, c'est-à-dire partage des pouvoirs entre les Etats, l'Union européenne et les citoyens européens ;
- institution de trois sortes de garantie contre la tentation du centralisme européen : garantie budgétaire, par la limitation de la croissance du budget communautaire ; garantie juridique,

par la transformation de la Cour européenne de justice en Cour suprême ; garantie politique, par la réunion, tous les trois ou quatre ans, des assemblées des Parlements nationaux et du Parlement européen ;

- ratification des deux traités en préparation - l'un sur l'union économique et monétaire, l'autre sur l'union politique - par un référendum permettant aux citoyens des douze pays européens de « participer directement et spectaculairement » au processus de construction de l'Europe ;

- constitution, pour la défense de l'Europe, d'une force d'action rapide européenne, « qui assure une capacité d'intervention outre-mer et qui permette une véritable coopération en matière de défense », car « aucun de nos Etats, excepté les dirigeants des Clubs, n'a les moyens de constituer, à lui seul, un corps expéditionnaire complet » et « que la brigade franco-allemande, déjà politiquement démodée, ce serait un premier pas considérable vers une véritable politique commune de défense » ;

- création d'une Agence européenne des armements, ayant le monopole des commandes d'armement des Etats membres et coordonnant étroitement les politiques d'exportation d'armes dans le cadre des accords nationaux existants et à venir ;

- émission, dès le 10 janvier 1993, de billets de banque libellés en écu, « pour en permettre une utilisation populaire et favoriser le mouvement inéluctable vers la monnaie européenne unifiée » ;

- exécution en écus de l'ensemble du budget communautaire dès le 10 janvier 1993 ;

- abaissement de la TVA, en France, à 16 %, dans un mouvement coordonné avec les Allemands, afin de supprimer en 1993 les contrôles fiscaux aux frontières ;

- élaboration, sans délai, d'un statut d'autonomie pour la Banque de France et mise en place, dès le 10 juillet 1993, d'un vrai système européen de banques centrales, « autonome et responsable » ;

- mention claire, sur les feuilles d'impôt sur le revenu, de ce qui est dû à l'Etat et de ce qui est dû en application des décisions européennes.

D. C.

L'élection municipale de Biarritz

MM. Juppé et Longuet sont venus prêter main-forte à M. Marie (RPR)

MM. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, et Gérard Longuet, président du PR, ont participé, jeudi 14 mars, à une réunion de soutien au maire sortant, M. Bernard Marie (RPR), qui affronte, au second tour de l'élection municipale partielle de Biarritz, dimanche 17 mars, son premier adjoint, M. Didier Borotra (UDF-CDS).

Les jeux seront faits, dimanche 17 mars à 18 heures, dans les bureaux de vote de Biarritz (Pyrénées-Atlantiques). La cité balnéaire signera un nouveau bail avec le maire sortant, M. Bernard Marie (RPR), ou elle changera de cap avec le premier adjoint sortant, M. Didier Borotra (UDF-CDS). Les deux hommes s'affronteront au second tour de cette élection municipale partielle sur fond de béton, de petits marchandages et de Grand-Guignol, d'alliances hors normes et d'hypothétiques violences.

M. Marie a constitué une liste bien ancrée à droite, en faisant in extremis équipe avec M. Guy Cadillon (divers droite), un chirurgien-dentiste quinquagénaire. Cette liste a reçu le soutien du CNI de M. Yvon Brinart, de l'Union des indépendants du UDFI (Union des indépendants) du général Jeannon Lasserre et des radicaux valaisiens de M. Yves Galland. M. Borotra s'est allié avec M. Jacques Abeberry, un cadre de banque à la retraite, qui a le tort, aux yeux de ses adversaires, d'être un abertzale (nationaliste basque) partageant « les mêmes valeurs et les mêmes finalités que les poseurs de bombes ». Cette liste de trente-cinq candidats est constituée de militants CDS, PR, et radicaux de l'UDF, d'anciens socialistes, de Verts, de régionalistes... et de trois abertzales.

« Nous avons en commun le souci de faire barrage aux tentatives d'expansion du séparatisme et du terrorisme basque », ont déclaré MM. Marie et Cadillon, présentant M. Borotra, comme l'homme de la « violence ». « Nous sommes opposés à la violence », a répliqué M. Borotra en dénonçant « l'exploitation de la peur » faite, selon lui, par les amis du maire

sortant, tandis que son allié encombrant, mais reconnu dans le milieu associatif local, se refusait à entrer dans « une politique étrangère à la stricte campagne qui intéresse la vie des électeurs de Biarritz ».

A deux jours d'un scrutin dont le résultat tiendra probablement dans un mouchoir, MM. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, et Gérard Longuet, président du PR, ont participé, sur place, à une réunion de soutien à M. Marie au cours de laquelle a été lu un message de M. Jacques Chirac. Le président du RPR y stigmatisait « le comportement irresponsable de certains hommes politiques locaux », en faisant allusion à M. Borotra. Evoquant la liste iconoclaste, M. Juppé l'a décrite comme « la caricature de l'immoralité avec la complicité des socialistes ». « Comment peut-on avoir l'indécence, s'est interrogé M. Juppé, de s'allier avec des hommes qui portent atteinte à l'intégrité de la France ? Après le peuple corse, pourquoi pas le peuple basque ? » M. Longuet, dont la venue a été modérément appréciée chez les amis de M. Borotra, a déclaré : « Nous n'avons pas le droit de laisser à ceux qui ne sont pas de la famille le soin d'arbitrer les conflits qui sont les nôtres. (...) L'UDF n'est pas une route de secours d'une force socialiste défilante ». M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a estimé, le même jour à Paris, que M. Borotra était « un excellent candidat » et que cette élection était « une affaire locale à régler localement ».

Les associations de défense de l'environnement ou de la protection du littoral ont pris position en faveur de M. Borotra. Une candidate de la liste des écologistes-surfeurs de M. François Charret (4,48 %), Mme Simone Levasseur (soixante-neuf ans), a été appelée à voter pour M. Marie alors que cette liste s'était prononcée, à une écrasante majorité, en faveur de M. Borotra. Enfin, quinze colistiers de M. Cadillon ont fait savoir qu'ils n'appelaient pas à voter pour M. Marie.

OLIVIER BIFFAUD

S'il en est un qui n'a pas tardé à entendre le cessez-le-feu qui sonne sur la péninsule arabique, c'est M. Charles Pasqua. Mais pour mieux déclencher d'autres hostilités qui, pour n'être pas guerrières, pour n'être pas internationales mais plus platement hexagonales, ne préfigureront pas moins des combats sans merci, et pas seulement pour affronter la gauche. La paix revenue au Proche-Orient (ou ce que l'on est convenu de tenir pour telle), caduque la nécessité, tout électorale, de faire bloc derrière le chef de l'Etat, pas un instant n'a été perdu par l'ancien ministre de l'Intérieur pour se rappeler au souvenir des Français et laisser voir une ambition qui se traduit par une date : 1995 : un horizon : l'élection présidentielle.

Certes, M. Pasqua n'est pas seul à savoir qu'il faut y penser tout le temps et n'en parler jamais. Il faudrait plus d'un paragraphe pour énumérer les prénoms et les noms de ceux qui estiment avoir une vocation, si ce n'est un droit, à être le premier des Français, mais se défendent d'un pareil appât. Il y en a même pour croire que c'est pour eux une obligation.

Est-il besoin d'excuser un rêve si puissant par tant d'hypocrisie ? Cela ne trompe personne, et il n'y a d'ailleurs aucun mal à viser de telles fonctions. Le mal ne tient qu'à les conquérir. M. Pasqua est sans doute désolé, mais convaincu que, pour être un dirigeant de deuxième rang, il est cependant le mieux placé pour sauver la France. Sur ce point, c'est difficile à dire ; pour l'emporter le moment venu, il n'est pas déraisonnable qu'il s'y voie.

Il y a un peuple de gauche, et M. François Mitterrand a su le rassembler et même l'étendre au-delà de ses frontières sinon naturelles du moins probables, et cela sur ses deux marges. Il n'y a pas moins un peuple de droite que l'on pourrait semblablement faire marcher à la victoire, ranter ! Malheureusement pour eux, aucun de ces deux peuples ne peut l'emporter à lui seul. Il lui faut un allié, dût-il, celui-là, être d'un maniement si délicat qu'il est une arme pour l'adversaire sans que le camp qui se l'attache soit sûr de sa loyauté.

La vie politique, en France et ailleurs quand il en existe une, se compose, d'une part, des forces électorales, de l'autre, des opinions, ces deux notions ne se recouvrant que partiellement. Les premières sont momentanées parce que tranchées, tranchées parce qu'elles ne s'expriment que par « oui » ou par « non », « pour » ou « contre ». Le scrutin exclut la nuance, il est une expression politique par laquelle il faut faire contre mauvaise fortune bon cœur.

Les secondes, au contraire, permettent toutes les variations, tous les repentirs, tous les revirements. L'opinion est chose plutôt que décision. Elle n'est pas irréversible et ne lie pas celui qui l'exprime. C'est parce que cette partie de la vie politique, importante en effet puisqu'elle est une esquisse de l'autre, paraît

seit insaisissable (encore qu'on ne s'en fût pas si mal arrangé pendant des siècles), qu'ont été inventés les sondages.

Réussir une élection, c'est-à-dire l'emporter, c'est concilier, et se concilier, le sondage et le vote, le volatil et le certain. La rater, c'est confondre l'un et l'autre, mélanger le faveur et le choix, l'engouement et la conviction. M. Pasqua, homme de sens et de bon sens, plus fin que ses éclats de voix, masquant ses ruses derrière ses rires, sait tout cela.

Voilà dix ans, M. François Mitterrand, quoi qu'il en ait, ne pouvait l'emporter sans le secours du Parti communiste ou, à tout le moins, de ses électeurs (1). C'est aujourd'hui, la situation de la droite, qui ne peut espérer reconquérir l'Elysée sans la complicité du Front national, notamment grâce aux électeurs qui, autour de ce mouvement, sont des déçus de la droite plutôt que d'un autre camp et qu'il faut ramener.

Pasqua

Entre ceux qui, contraints et forcés comme M. Valéry Giscard d'Estaing, forcés mais pas contraints comme M. Jacques Chirac, ni forcés ni contraints comme M. François Léotard, ont refusé toute alliance avec le Front national et ceux qui, libres parce que sans influence, prônent un tel rapprochement, à l'exemple de M. Michel Poniatowski, M. Pasqua se situe dans l'entre-deux.

L n'est pas mal avec des gens dont il ne dit pas de bien. Il condamne le fascisme, mais le Front national ne voit pas en lui une tête de Turc. Il croit à la démocratie puis qu'il ne sait que trop où elle doit s'arrêter, là où commence la raison d'Etat, ce qui laisse à penser qu'il croit en l'Etat. Enfin, il n'est pas avare de simplicité, et cet homme sans doute pas dissimulé que tous les autres réunis a su se faire une réputation de franc-parler.

Alors que tous ses pairs en ambition sont incapables de masquer que leurs pensées sont sinieuses, parce qu'elles sont fonction de leur tactique, M. Pasqua paraît aller tout droit et n'être emporté de rien, ni de ses promesses, ainsi qu'il l'a fort joliment fait comprendre naguère, pas davantage de son passé.

D'ici que l'ancien vice-président du Service d'action civique se retrouve au second tour de l'élection présidentielle comme champion de la droite et de l'extrême droite, il va passer de l'eau sous les ponts. Entre M. Giscard d'Estaing qui rêve tant de remplir qu'il va en perdre le sommeil et M. Chirac qui n'entend pas faire liquider ses droits à la retraite (de candidat), sans oublier tous leurs camarades qui n'imaginent pas qu'on leur vole leur avenir, les obstacles ne vont pas manquer. Ce n'est pas de gauche que partiront les premières salves.

Mais si, pour la deuxième fois (la première il

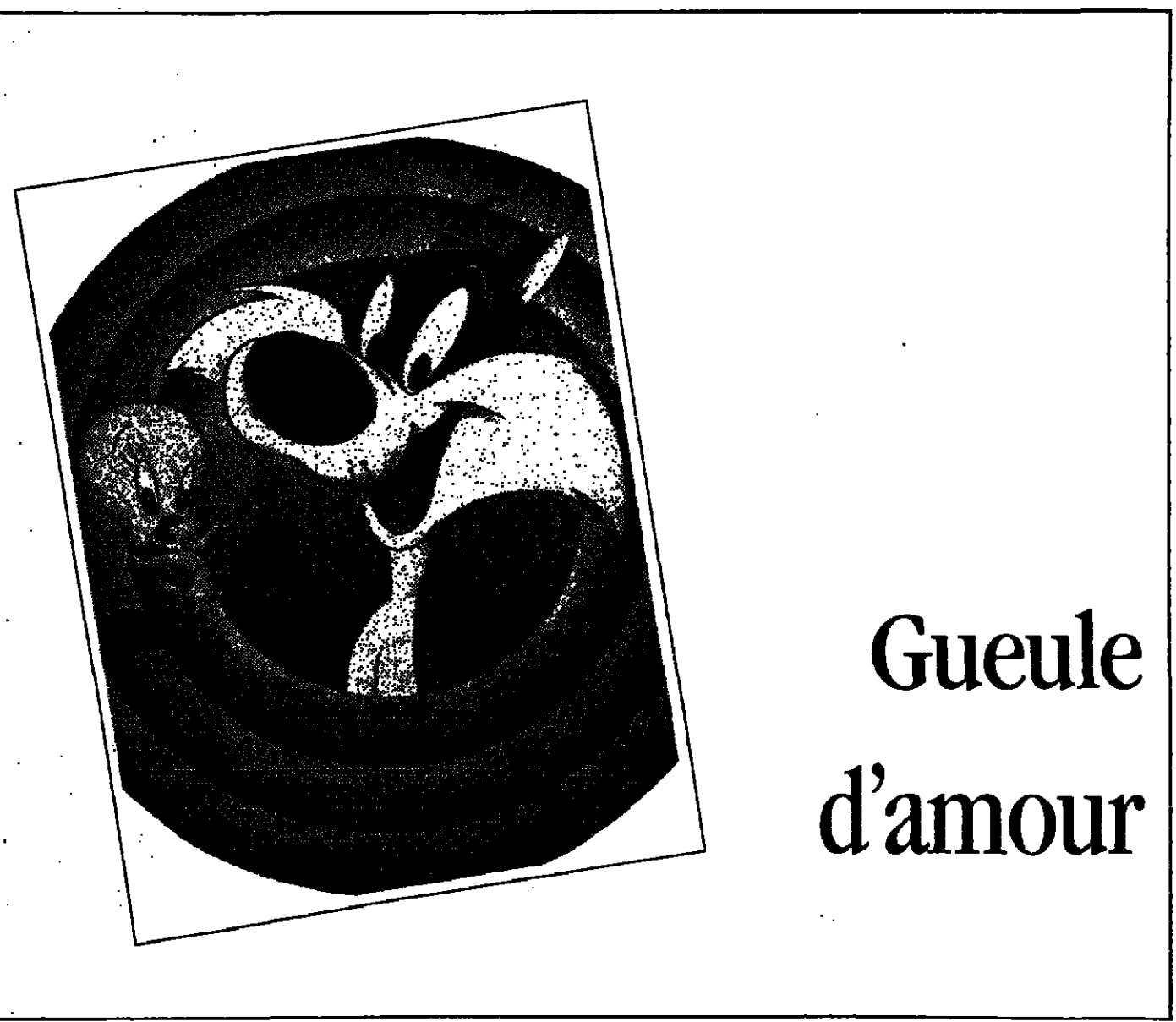
y a un an), M. Pasqua lance un coup de semonce en direction du président du RPR avec ce « Demain, la France » qui sonne « Demain, Pasqua », il paraît de moins en moins sûr que ce soit pour des motifs altruistes, ce sentiment bien connu des hommes politiques. Si, tout en protestant de la pureté de ses intentions, il s'expose à recevoir plus de horions que de remerciements émanant d'un parti qu'il prétend « renforcer », ce n'est pas pour le plaisir d'encenser des coups, plaisir qui n'est pas dans sa manière. Ce serait même plutôt l'inverse. Encore que les coups ne soient pas pour le gêner, en quoi son entreprise bénéficie déjà d'un atout sérieux.

P. S. 1. - Marquée par un raccourci que l'on peut juger excessif, mais qui n'était pas le produit d'une inadvertance, la phrase figurant dans l'« Amateur » de la semaine dernière (« Propulseur ») : « Israël n'entend pas céder un pouce des territoires dont il s'est emparé de la même manière que M. Saddam Hussein l'a tenté au détriment du Koweït », a provoqué quelques haut-le-cœur, parmi lesquels celui de M. Maurice Poli, demeurant à Paris, qui remarque notamment ceci : « Contrairement à l'invasion du Koweït, la Cisjordanie n'a été occupée qu'en conséquence de l'ouverture des hostilités contre Israël par les forces du roi Hussein dans la matinée du 5 juin 1967 (...) Israël n'a jamais « annexé » ces territoires (à l'exception de Jérusalem-Est) bien que - et le fait mérite d'être souligné - ils n'appartenaient littéralement à aucune puissance souveraine. Ils étaient censés constituer le territoire de l'Etat arabe qui devait être créé aux côtés d'un Etat juif en Palestine, conformément à la résolution adoptée par les Nations unies en novembre 1947. »

P. S. 2. - En ce milieu de semaine, les télévisions françaises ont montré M. George Bush conversant successivement avec deux petits garçons. Le premier, dans une salle de classe, méfiant, interrogateur, était un enfant noir américain qui ne voulait pas croire que son interlocuteur était le président des Etats-Unis. Le second (ainsi que l'a montré la Cinq au journal de 20 heures, mercredi), assis en sa compagnie devant une confortable cheminée, se tordant les mains de timidité, grimaçant des sourires qui voulaient le voiler, ne pouvait cacher qu'il n'y croyait que trop ; c'était le premier ministre de la France, en visite officielle à Washington.

P. S. 3. - Il y aura probablement relâche la semaine prochaine. Aussi, pour ne pas risquer d'être encore plus en retard en remettant ces vœux à celle d'après, c'est dès maintenant, pour prendre sa date le mardi 19 mars, qu'est adressé à Henri Guillemin un bon, un joyeux, un affectueux anniversaire.

(1) Il s'agit, bien sûr, de 1981. A l'élection de 1988, du moins rétrospectivement, il était dans la situation de ne pas pouvoir perdre.



SOCIÉTÉ

JUSTICE

Trois hauts fonctionnaires écronés

Les méthodes des douaniers dans la lutte contre les trafiquants de drogue sont mises en accusation

Trois hauts responsables des douanes ont été inculpés pour infraction à la législation sur les stupéfiants, dans la nuit du mercredi 13 au jeudi 14 mars, par M. Robert Bartoletti, juge d'instruction à Dijon (Côte-d'Or). Les trois fonctionnaires se voient reprocher d'avoir outrepassé leurs droits en recourant à des méthodes peu orthodoxes pour démanteler un trafic de stupéfiants. Ils ont rejoint à la maison d'arrêt de Dijon un autre agent des douanes lyonnaises, inculpé et écroné dans la même affaire, la semaine dernière.

Les douaniers incarcérés à la maison d'arrêt de Dijon ne sont sans doute pas des «ripoux». Pas même de lointains cousins des huissiers ou des policiers qui, il y a peu, défrayaient la chronique lyonnaise. Leur inculpation ne vise pas des individus, mais un système. «Il ne s'agit pas d'agents pourris qui auraient effectué des opérations sur les stupéfiants pour s'enrichir», confirme la direction nationale des douanes, au ministère des finances, qui a fait appel de la décision d'incarcération. Ce que le juge leur reproche, c'est une méthode, un système d'investigation qu'à ses yeux la loi ne permet pas.

Ce sont bien les méthodes douanières en matière de lutte contre le trafic de drogue qui sont sur la sellette. Aussi le tamis de la justice a-t-il nettement visé trois niveaux de responsabilité dans l'administration des douanes. L'exécution des enquêtes, d'abord, avec la mise en cause d'un contrôleur divisionnaire de la direction régionale des enquêtes et recherches douanières (DRED) à Lyon, M. Jean-Pierre Caze. L'échelon hiérarchique immédiatement supérieur, ensuite, avec celle de M. Pierre Tardif, inspecteur général et chef du service dans la capitale rhodanienne. Enfin, encore un cran au-dessus, la responsabilité régionale avec les inculpations de MM. Michel Ribatet, chef d'échelon de la direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières à Lyon, et Jacques Dorey, son homologue en Bourgogne.

L'origine de leur inculpation, une même affaire. Le 5 décembre 1990, les douanes saisissent une demi-tonne de résine de cannabis, dissimulée à bord de deux voitures. Interpellés au volant des véhicules, à la hauteur d'un péage d'autoroute, à Pouilly-en-Auxois, les deux conducteurs sont inculpés d'infraction à la



législation sur les stupéfiants. Joli succès pour les douaniers, bien que 65 kilos de cannabis disparaissent mystérieusement au cours de l'opération.

Apparemment, il s'agissait d'un contrôle «de routine». Mais l'enquête, confiée au SRPJ local, indique que les choses sont moins simples. Un des trafiquants interpellés confie avoir été en contact fréquent avec un douanier qui ne serait autre que le contrôleur Caze, longuement entendu par le juge Bartoletti. Celui-ci se fait expliquer le patient travail d'infiltration du réseau de trafiquants. Puis convoque les trois responsables des douanes locales. Huit heures d'audition, ils devront s'expliquer sur leurs méthodes. À l'issue de l'audition, le juge estimera avoir réuni des éléments suffisamment concluants pour ordonner des mandats de dépôt.

Le délit de provocation du délit

Les audacieuses méthodes des douaniers avaient déjà alerté les magistrats. Le nom de M. Caze était apparu en 1990 dans une procédure d'infraction par un juge d'instruction lyonnais, M. Jacques Dalles. Il était déjà question d'une infiltration de réseaux d'importation de drogue pour «piéger» les trafiquants. Le 6 juin 1990, les douaniers avaient interpellé

une équipe de cinq trafiquants et s'étaient emparés d'une tonne de résine de cannabis. Trois mois plus tard, après les révélations de l'enquête policière, M. Dalles saisissait la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon pour savoir si les douaniers n'avaient pas, dans cette affaire, outrepassé leurs droits (Le Monde du 16 septembre 1990).

Jusqu'où les douaniers peuvent-ils aller pour pousser les trafiquants à la faute? Ne vont-ils pas jusqu'à provoquer des délits? Cette pratique n'est-elle pas attentatoire aux libertés individuelles des citoyens, à la différence des policiers ou des gendarmes, ne sont ni officiers de police judiciaire ni soumis au contrôle de la justice? Autant de questions soulevées par les stratagèmes usuels des douanes, déjà démontés par le magistrat lyonnais.

Ayant appris, grâce à un de leurs informateurs, que les détenteurs d'une grosse quantité de cannabis, au Maroc, cherchaient acquiescer sur le marché européen, les douaniers lyonnais avaient joué les intermédiaires entre les producteurs et les importateurs. Plusieurs de leurs agents avaient été infiltrés dans le réseau, pour mieux contrôler l'ensemble de la transaction. Transportée jusqu'à Lyon, la drogue était placée dans un entrepôt de Lyon-Perrache, loué par les douaniers à la chambre de com-

merce et d'industrie de la ville. La justice était effectuée, toujours sous surveillance douanière, dans une chambre de l'hôtel George-V, à Paris. Enfin, au moment de la livraison de la marchandise, les douaniers étaient intervenus pour interpellier les trafiquants.

Au juge d'instruction chargé de l'affaire, comme aux médias, les douaniers avaient présenté l'opération comme une simple interpellation en flagrant délit. Ce n'est que bien plus tard, en découvrant le pot aux roses, que le juge saisira la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon. Dans son arrêt du 18 septembre 1990, celle-ci estimait que la justice devait suivre son cours, les magistrats considérant avoir été excessivement tenus à l'écart de l'enquête.

Ces derniers mois, plusieurs contrôles «de routine» ont ainsi permis aux douaniers d'effectuer des saisies importantes. Une demi-tonne de cannabis, le 20 décembre, au péage autoroutier de Vienne. Une saisie comparable, le 19 février, toujours sur l'aire autoroutière d'Isardrome, près de Valence. En une année, les douanes lyonnaises auront ainsi réussi à saisir près de trois tonnes de cannabis.

Pour la direction nationale des recherches et enquêtes douanières (DNRED), il ne s'agit que d'«accompagner» un trafic en pratiquant une «livraison contrôlée». Pour la justice, il pourrait s'agir d'une «provocation» du délit que sanctionne le code pénal. Les policiers français ne pratiquent en effet que la «provocation à la vente» — en se faisant passer pour des acheteurs auprès de trafiquants de drogue, donc en présence d'une infraction déjà consommée — et non pas la «provocation à l'achat».

«Les méthodes de la guerre»

Début mars, quelques jours avant la première inculpation, celle de M. Caze, une session de formation avait réuni, à la cour d'appel de Chambéry, une petite assemblée de magistrats venus des départements voisins. Au programme de cette journée de réflexion: les méthodes utilisées pour lutter contre le trafic de stupéfiants. Interrogé par l'assistance, M. Ribatet, inculpé depuis, avait bien dû admettre que les services des douanes n'avaient aucun compte à rendre à l'autorité judiciaire. Ce qui n'avait pas manqué de choquer plus d'un magistrat.

Rien d'étonnant dès lors à ce que plusieurs autres enquêtes judiciaires aient été ouvertes. Mêmes motifs,

mêmes inculpations. A Vienne, le juge Jean-Claude Miquel s'est penché sur la saisie du 20 décembre 1990. A Valence, une autre information judiciaire a été ouverte à propos de la saisie du 19 février. Des échantillons de drogue prélevés à l'occasion des diverses saisies sont en cours d'analyse au laboratoire de police scientifique de Lyon, afin de voir plus clair dans les filières des trafics. D'autres inculpations pourraient suivre.

A plusieurs reprises, M. Michel Charasse, ministre chargé du budget qui a autorité sur les douanes, a exhorté ses fonctionnaires à lutter contre «les marchands de mort» en n'hésitant pas à utiliser «les méthodes de la guerre». Il a d'ailleurs réclaté, pour leur compte, l'obtention de la qualification d'officier de police judiciaire. Aussi ces diverses informations judiciaires dépassent-elles les agissements individuels de fonctionnaires des douanes. Au ministère des finances, on s'étonne d'ailleurs que les inculpations «rombent le jour où est publié au Journal officiel la Convention des Nations unies de Vienne sur la lutte contre la drogue, ratifiée par la France en 1989, et qui fixe notamment les conditions d'intervention des agents».

Ce différend, qui implique directement les ministères des finances, de l'intérieur et de la justice, mériterait sans doute un règlement politique et législatif.

ERICH INCIVAN

□ Devant la cour d'assises du Val-d'Oise après le meurtre de deux personnes âgées. — La cour d'assises du Val-d'Oise, présidée par M. Jean-Claude Pometan, a condamné jeudi 15 mars le trio d'alcooliques accusés d'avoir tué deux vieilles dames en 1985 à l'occasion de cambriolages (Le Monde du 13 mars). Pascal Sarot, trente-quatre ans, a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité avec une peine de sûreté incompressible de vingt-cinq ans. L'accusé, qui a toujours reconnu avoir tué M^{me} Gisèle Vassori, quarante-deux ans, était revenu sur ses aveux concernant le meurtre de M^{me} Marthe Cazeilles, quatre-vingt-neuf ans. L'avocat général Emmanuel Gérard a indiqué qu'il n'avait «jamais vu une telle horreur» lors d'un transport de justice. Carole Pruvot, trente-six ans, la compagne de Pascal Sarot, a été condamnée à vingt ans de réclusion et Jean-Pierre Foy, trente-cinq ans, à quinze ans.

ENVIRONNEMENT

Le projet de loi de M. Brice Lalonde

Les buveurs d'eau paieront la dépollution

A la veille des Assises nationales de l'eau, qui vont se tenir les 19 et 20 mars à la Villette en présence de M. Michel Rocard, le ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde, a apporté de nouvelles précisions sur son projet de loi sur l'eau, dont la dernière version vient d'être transmise au Conseil d'Etat. Venu symboliquement avec un rameau d'olivier à la main lors de sa conférence de presse du 14 mars, le ministre de l'environnement a proposé la paix aux agriculteurs. Non pas en abandonnant complètement son idée de redevance pour la dépollution de l'eau («Pour que les agences de bassin aident au financement, il faut des redevances»), mais en apportant quelques correctifs. M. Lalonde suggère ainsi que «les buveurs d'eau fassent le premier pas» en payant une taxe destinée à protéger les champs de captage d'eau potable. Cette taxe servirait à compenser le manque à gagner des agriculteurs qui acceptent de pratiquer dans ces zones une agriculture plus douce, voire complètement biologique.

Le ministre souligne aussi que l'assainissement incombe d'abord aux communes, qui auront désormais l'obligation de dépolluer leurs eaux usées. Dans les communes récalcitrantes, les préfets pourront inscrire d'office au budget communal les travaux d'assainissement. Et le projet de loi prévoit un «service public de l'assainissement individuel» qui chargerait les communes d'imposer et de contrôler les fosses septiques.

□ M. Sarre propose la création d'une Agence de l'arbre à Paris. — Pour atteindre l'objectif du doublement, en quinze ans, du nombre des «arbres de proximité» à Paris, M. Georges Sarre, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, propose la création d'une Agence de l'arbre, réunissant des scientifiques, des défenseurs de l'environnement et des élus, avec un pouvoir de décision et un budget. Selon M. Sarre, il faudrait planter un arbre par logement et un arbre pour 20 m² de bureaux construits. Lorsque ces plantations, «imposées par le Plan d'occupation des sols», seront techniquement impossibles, les constructeurs devront, pour chaque arbre non planté, verser à un fonds spécial géré par l'Agence de l'arbre une redevance égale au coût de plantation.

ÉDUCATION

La réforme des carrières universitaires

Des syndicats d'enseignants claquent la porte

Le projet de réforme du système de gestion de la carrière des universitaires (recrutement et promotion) a été examiné, jeudi 14 mars, à l'occasion d'une table ronde réunissant au ministère de l'éducation les syndicats et associations d'enseignants-chercheurs. Vendredi 15 mars, c'est le Conseil supérieur de l'éducation qui devait se saisir du dossier.

Motivée, en premier lieu, par des raisons de gestion et pour faire face aux nombreux problèmes examinés par le Conseil national des universités (Le Monde daté 7 mars), cette réforme suscite des réactions très vives, voire épirographiques, d'une bonne partie des organisations d'enseignants-chercheurs, à l'exception du SGEN-CFDT, qui approuve le projet dans ses grandes lignes. Ainsi, trois syndicats d'universitaires (SNE-Sup, FO et Autonomes) ont claqué la porte au milieu de la réunion, en dénonçant

à la fois le manque de concertation et ce qu'ils estiment être une remise en cause du caractère national du recrutement des universitaires.

Le ministère, de son côté, souligne que les dispositions proposées ont fait l'objet de discussions au cours des derniers mois et qu'à l'exception de deux modifications législatives l'ensemble du projet ne sera pas bouclé avant le comité technique paritaire de juillet prochain. Il paraît prêt, notamment, à apporter un certain nombre de corrections, à l'occasion d'une nouvelle table ronde, sur la redéfinition des groupes de disciplines qui servent de base au recrutement des universités, ainsi que sur le fonctionnement des commissions locales de spécialistes qui examinent les candidatures en première instance.

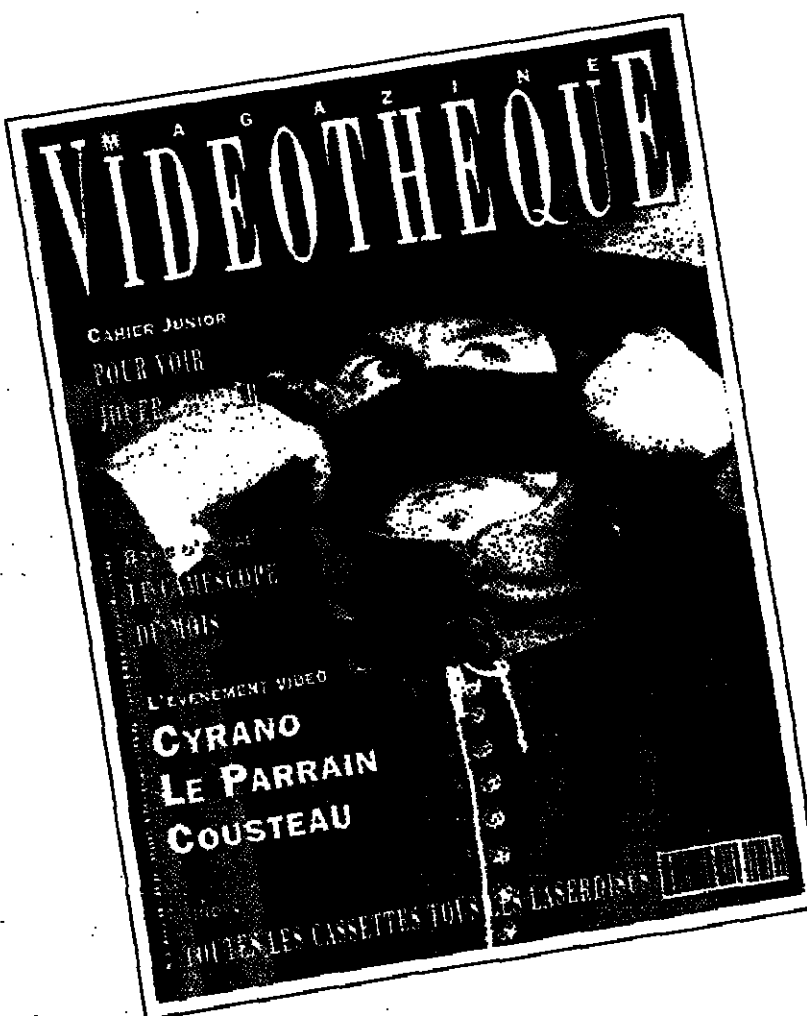
G. C.

Une journée d'action du SNI-PEGC le 20 mars

M. Jean-Claude Barbarant, secrétaire général du Sy. «cat national des instituteurs (SNI-PEGC), a exposé, jeudi 14 mars, les lignes de force de la journée d'action du mercredi 20 mars, qui sera marquée par une manifestation nationale à Paris. «La qualité du système éducatif ne s'améliorera pas en réduisant les moyens de son fonctionnement», a-t-il souligné.

M. Barbarant exprimait notamment son inquiétude sur la façon dont se met en place la nouvelle organisation de l'école primaire dans les trente-trois départements choisis comme sites expérimentaux à la ren-

trée 1990. Saluée comme une «bonne réforme», lors de son lancement, par le syndicat d'instituteurs, cette politique, fondée sur une organisation en cycles de la scolarité primaire, serait aujourd'hui «mal pilotée» et souffrirait «des hésitations politiques, des armoirissements et des craintes» du ministre de l'éducation nationale. Le SNI-PEGC réclame notamment un effort de formation pour aider les instituteurs à faire évoluer leur pratique et une augmentation du nombre des décharges de classes pour les directeurs d'école.



36.15
VIDEOTEC

20 F CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX

Le
magazine
qui a
de
la gueule

CULTURE

ARTS

Camille Claudel sans cinéma

Une rétrospective pour voir enfin les sculptures telles qu'elles

CAMILLE CLAUDEL
au Musée Rodin

Après les livres et le film, les œuvres. Il était plus que temps. De Camille Claudel, les infortunées sentimentales et la folie étaient jusqu'ici mieux connues que la sculpture, qu'elles empêchaient de voir autrement que comme une collection d'œuvres et de symboles. La rétrospective organisée dans la chapelle du Musée Rodin - presque exhaustive : une centaine d'œuvres exécutées entre 1881 et 1907 - prend ainsi des airs d'épreuve et de révision. Elle doit permettre de juger sur pièces, du point de vue de la sculpture seule, de l'histoire et de l'esthétique, hors de toute considération féministe et de toute complainte du genre « la malheureuse a bien souffert, Rodin était vraiment affreux, et Claudel un sans-cœur ».

Mauvaise nouvelle : elle souffre encore. Quel sculpteur, en effet, ne souffrait de voir ses travaux pris au piège d'une présentation absurde ? Le



La Vague (onyx et bronze, 1897).

ciement, les plus souvent citées dans les livres et les plus théâtralement exposées dans l'exposition, ces œuvres ne sont pas pour autant les plus intéressantes. L'artiste démontre plus d'invention et de singularité quand, à partir des années 1890, elle travaille à se dégager de son éducation rodinienne. Dans les études pour le groupe des *Causeuses*, achevées en 1897, pierre, bronze et onyx, elle associe modèles classiques des anatomies et construction « en bolles ».

Renonçant aux envolées de draperies et aux corps en déséquilibre, elle emprisonne les figures dans un espace fermé par deux parois verticales, théâtre d'un bavardage que l'on imagine amer et indiscret. La paranoïa se fait ainsi sculpture. *La Vague*, de 1900, relève de la même construction close sur elle-même et de la même inspiration effrayée : trois baigneuses de bronze font la ronde au creux d'une vague démesurée, suspendue au-dessus d'elles, caverne de pierre verte. Dans ces années, enfin, Camille fait du Claudel.

Breve apogée : les bustes en marbre de 1899 ne démontrent que de l'adresse, et l'*Écume*, de marbre et d'onyx, ne s'élève guère au-dessus du bibelot de cheminée académique. Quant au *Perse* et la *Gorgone*, de marbre blanc, que Camille termine en 1902, il porte la marque d'une influence nouvelle, celle des *hourof* de la Grèce archaïque que Bourdelle, ancien camarade de l'atelier Rodin, met alors à la mode. L'œuvre et l'exposition finissent là. Quelques années, et la galerie Eugène Blot procède à des tirages en réduction des pièces conçues dix ou quinze ans plus tôt. Paul Claudel écrit son *Camille Claudel statuaire*. C'est en vain : l'artiste, vaincue par la maladie, est intervenue en 1913. On connaît la suite, et comment la légende Camille s'est formée depuis dix ans, noire et rudimentaire.

PHILIPPE DAGEN
77, rue de Valenciennes, 75007 Paris. Tél. : 47-06-01-34. Jusqu'au 2 juin.

PATRIMOINE

Le débat sur la Bibliothèque de France

M. Dominique Jamet réplique à M. Marc Fumaroli

A la suite de la publication du *Point de vue* de M. Marc Fumaroli sur la Bibliothèque de France (*« Futuristes et pugilistes »*, le Monde du 2 mars), nous avons reçu de M. Dominique Jamet, président de l'Établissement public de la BnF, la lettre suivante :

1) M. Marc Fumaroli a réservé au *Monde* l'exclusivité de la réponse qu'il a cru devoir faire à des articles parus en janvier dernier dans *Réseaux*, organe de l'Association des amis de la Bibliothèque de France. M. Fumaroli s'il a un grand honneur et une excellente publicité à un bien modeste bulletin bimestriel (7 000 exemplaires diffusés) qui se serait fait un plaisir, comme il le savait de publier son texte. Je lui suis donc bien reconnaissant d'une démarche qui n'est pas moins singulière. En effet, les lecteurs du *Monde* qui, hélas ! ne sont pas tous abonnés à *Réseaux*, n'auront pas eu connaissance, malgré les extraits que vous donnez, des articles incriminés par votre correspondant. Quant aux lecteurs de *Réseaux*, qui auraient été les meilleurs juges, bien qu'un grand nombre d'entre eux, j'imagine, lisent aussi le *Monde*, ils ne seront pas tous à même d'apprécier la pertinence du « point de vue » de M. Fumaroli, le numéro de mars étant déjà « bouclé ». C'est dommage.

2) M. Marc Fumaroli, bien que régulièrement convié aux réunions du conseil scientifique de l'établissement public de la Bibliothèque de France, a pour accoutumé (c'était déjà le cas lorsqu'il publia l'an dernier un « point de vue » dans *le Figaro*) de ne pas s'informer de l'état d'avancement du projet auprès de ses responsables lorsqu'il en instruit le procès. L'avant-projet est sommaire, aujourd'hui achevé, est pourtant de nature à apaiser les inquiétudes

qu'il formule, et à le rassurer sur la parfaite continuité de l'entreprise.

3) M. Marc Fumaroli entend m'opposer à mes collaborateurs. Je travaille dans la plus étroite liaison et dans la plus complète harmonie avec ceux-ci, notamment avec Jean Gattégno, ancien directeur de la Bibliothèque de France, et ceux qui l'assistent, que j'ai tous personnellement choisis.

4) M. Marc Fumaroli évoque une « polémique » dont il stigmatise « l'arrogance », « la violence », etc. « Polémique », en l'espèce, est un bien grand mot. Il m'est arrivé de polémiquer, sur d'autres sujets, avec d'autres adversaires. C'est autre chose. Je ne considère pas que le sujet prête à la polémique. Je ne considère pas M. Fumaroli comme un adversaire. Pour polémiquer, il faut être deux. Je ne polémiquerai pas avec M. Fumaroli.

5) Les opinions politiques de M. Fumaroli me sont indifférentes. Elles me sont inconnues. Je n'en fais donc pas état. M. Fumaroli, qui ne connaît pas mes opinions, m'en prête, qui ne sont pas les miennes, qui sont très vaines, et qu'il condamne. Ce n'est pas très scientifique. Au demeurant, quel rapport avec le stockage des livres ?

6) Sensible, au point de répliquer à toutes les attaques, même celles qui ne le visent pas, M. Marc Fumaroli croit devoir se ranger au nombre des « deux signés » ou des « trois torseurs », contempteur par principe d'un projet qui est entièrement au service de la communauté scientifique et de l'intérêt national. Pour ma part, je n'aurais jamais songé, et je persiste à ne pas y inclure un homme aussi éminent, et généralement aussi affable et aussi avisé.

metteur en scène de l'exposition a pensé nécessaire de disposer en quinconce des cages grillagées rectangulaires qui montent jusqu'au plafond, quelques choses comme de gigantesques casiers à bonnards. Sans doute a-t-il voulu suggérer ainsi, avec une exquise délicatesse, trente ans d'intermède... Pour les socles, il a conçu des colonnes vert de gris qui transpercent des tiges métalliques munies de gros boutons bien brillants. Dans ce décor à mi-chemin entre une psychiatrie et service orthopédique, bronzes, marbres et plâtres semblent les vestiges d'un désastre. Dans la redondance pathétique, on finit rarement par.

Ce parti pris est d'autant moins opportun qu'appliqué à toutes les pièces, sans considération de date, il incite à rechercher, une fois de plus, les signes d'un drame où il n'y a que les tentatives d'un sculpteur en quête d'individualité. Les bustes de jeunesse de Camille Claudel relèvent, assez banalement, de la tradition classique. Elle représente son frère Paul en jeune Romain et s'attache à décrire les physiognomies des modèles.

Vient l'épisode Rodin, sur lequel l'exposition, quoiqu'elle compte plusieurs pièces jusqu'alors méconnues, n'apporte guère de nouveauté. Le pourrait-elle d'ailleurs ? Une jeune artiste de vingt et un ans subit, jusqu'à tomber dans le pastiche, l'ascendant du plus illustre sculpteur français contemporain : le cas n'est ni nouveau ni étrange. Elle modèle comme lui, s'applique à obtenir des effets de texture et de volume semblables à ceux du maître.

La Cloche, la *Valse* imitent le style de la *Porte de l'Enfer*, figures tordues et étirées, corps jaillissant du socle, mouvements obliques et tournoyants. Le *Sakountala* du Salon de 1888, représenté ici par un tirage étrangement récent - de 1987 - et d'une affreuse patine vert pomme, s'inspire des groupes mythologiques de Rodin. (Unique différence, mais essentielle : quand Rodin sculpte l'apologie de l'érotisme, Camille en symbolise la défaite. Les couples se défont, les mains ne caressent plus, elles implorent. *L'Âge mûr* se veut une allégorie intime : Camille, jeune femme agacée, supplée de ne pas l'abandonner un athlète vieillissant qu'entraîne un ange macabre, Rose Buret, sa rivale victorieuse à la longue.

Pour être autobiographiques expli-

VENTES

Les jeux de l'amour

Les livres de Bernard Blier aux enchères

A Drouot, le 18 mars, maître Tajan dispersera l'importante collection de livres, autographes, photos, de Bernard Blier, mort il y a deux ans. « Après un bon repas, il aimait tripoter ses livres comme on allume un cigare. C'était sa passion amoureuse... » Ainsi parle Annette Blier, sa femme. *le Monde* du 31 mars 1989. Elle a pourtant décidé de mettre en vente la bibliothèque de son mari, « comme il l'avait souhaité ». Annette Blier garde la centaine de volumes de « La Pitié » (« c'est pratique, ça me suffit »), et fait disperser par maître Tajan un ensemble riche de cent quarante lots.

Aux livres, à la correspondance signée Jean Anouilh, André Roussin, Michel Audiard, Louis Jouvet, s'ajoutent une trentaine de pipes (l'acteur en possédait près de deux cents, toutes gravées à son nom) et des photos illustrant un demi-siècle consacré au théâtre et au cinéma. Pas moins de cent cinquante films tournés depuis 1937 de *Trois, six, neuf*, de Raymond Rouleau, à *Mangelous de Moshe Mirshahi* en 1986.

La bibliothèque de Bernard Blier est à l'image de cet acteur formé au conservatoire par Louis Jouvet, et dont le métier ne se concevait pas sans « jouer la comédie, faire des tournées et se réfugier dans les classiques quand on peut ». Camillelton sur scène, l'écluseur d'*Hôtel du Nord*, le pianiste de *Quai des orfèvres*, avait collectionné les œuvres complètes de grands auteurs des dix-septième et dix-huitième siècles (Racine, Corneille, Marivaux, Rousseau, Voltaire et surtout Molière) avec la rigueur d'un honnête homme bibliophile.

Parmi les pièces majeures de la vente, on trouve deux éditions de *Œuvres de Molière*, une édition originale publiée un an après la mort de l'auteur, en 1674, une autre, revue, corrigée et augmentée

en 1682 (estimée 50 000 F par l'expert, M. Sinibaldi), la *Correspondance* de Voltaire, menée à bien par Beaumarchais et annotée par Condorcet, ou l'ensemble de vingt-six volumes des *Œuvres* de Diderot, comportant l'édition originale du *Neveu de Rameau* (estimée 40 000 F).

Mais au-delà de ces ouvrages destinés à un public spécifique de collectionneurs, nombre de documents séduiront les fans plus modestes venus acquiescer un cliché de plateau pour 50 F ou un exemplaire d'*Adieu Volodia*, dédié par Simone Signoret (environ 300 F). Par ailleurs, les amateurs de théâtre retrouveront ici les bibles du métier, car Bernard Blier travaillait aussi avec ces ouvrages historiques, ces encyclopédies illustrées, ces dictionnaires. Du côté des auteurs du vingtième siècle, l'art dramatique est encore à l'honneur avec des pièces d'Anouilh, Guitry, Achard, mais l'émotion naît des envois et surtout des lettres, celle où Jean Cocteau demande à Blier de jouer dans *Orphée*, celle où Anouilh évoque le public, « grosse bête aux mille yeux », et raconte « la magie du théâtre ». Enfin, il y a Jouvet, le maître, avec ses *Réflexions du comédien*, édition originale avec envoi, datée de 1938 (estimée entre 3 000 F et 6 000 F), l'année où ensemble ils tournent *Entrée des artistes* de Marc Allégret. Le 26 octobre 1939, Jouvet écrit une lettre à Blier, qui vient d'être mobilisé, et disserte longuement sur « le cafard qui nous dépouille », un texte doublement étonnant quand on sait que Blier prit soin de le faire traiter par la suite, pour fixer l'encre qui s'effaçait.

LAURENCE BENAÏM

Vente Blier, Hôtel Drouot, le lundi 18 mars à 14 h 15. Etude Ador/Picard/Tajan. Tél. : (1) 42-61-60-07.

ORLY-NICE.

1 vol par heure.*

NICE	12:00
NICE	12:30
NICE	13:00
NICE	13:30
NICE	14:00
NICE	14:30
NICE	15:00
NICE	15:30
NICE	16:00
NICE	16:30
NICE	17:00
NICE	17:30
NICE	18:00
NICE	18:30
NICE	19:00
NICE	19:30
NICE	20:00

Il est toujours temps de partir à temps.

* A compter du 1^{er} Avril.

Renseignements et réservations Air Inter Paris (45 39 25 25) ou votre agent de voyages.

AIR INTER

ACTUELLEMENT

ECOUTEZ LE BOUCHE A OREILLE!

DIAPHANA DISTRIBUTION PRESENTE

LA FRACTURE DU MYOCARDE

UN FILM DE JACQUES FANSTEN



CULTURE

MUSIQUES

L'éveil bordelais

Un orchestre et un Opéra restaurés dans la foulée

OTELLO
au Palais des Sports
de Bordeaux

BORDEAUX

de notre envoyée spéciale

« Je ne dirai pas sans doute plus de dix ans, mais maintenant, nous dit Alain Lombard, mon seul but est de laisser à Bordeaux un orchestre égal aux meilleurs du monde. » Une formation française de région, comparable en qualité aux Philharmonies de Berlin ou de Vienne? Il se pourrait que l'ambition soit à peine démesurée.

Car Lombard et ses musiciens bordelais ont fait triompher Othello le week-end dernier, dans un Palais des Sports chauffé à blanc. Et quel sport! Lors d'une première exécution en concert de l'opéra de Verdi, deux jours auparavant, le Maure s'était écroulé: Giuseppe Giacomini, seul ténor italien que les théâtres transpirent, avait eu des difficultés à tenir l'impossible rôle, la voix et le style allés, les traditions du bel canto au sommet (vaillance face aux périls, refus de trahir), le traqueur Giuseppe avait craqué au quatrième acte. Son trac, dimanche, fut aussi prodigieux que son rachat: deux bons litres d'eau ingurgités pour

assouplir la voix; tous les signes de l'angoisse accumulés; mais, à l'arrivée, l'assurance pour le public d'avoir non seulement approché de très près la vérité musicale du héros verdien, mais assisté à l'une des rares performances vocales « à l'arraché » encore possibles à une époque où les stars d'opéra veillent surtout à se ménager. A la droite de Giacomini, Margaret Price dans l'un de ses grands rôles: princière Desdémone, la pureté, la tendresse, sans la vulnérabilité vocale. A la gauche du ténor: Matteo Manuguerra, phénoménal fago. A un âge qui commencerait à justifier quelques ménagements, le baryton français sort de quatre actes épuisants comme s'il avait chanté Othello tous les jours au petit déjeuner, en guise de mise en forme. Manquait un Cassio digne du trio de tête. Mais Martine Mahé, Vincent le Texier, Luigi Roni forment l'intérêt dans les trois seconds rôles.

A cinquante ans, Alain Lombard entame à Bordeaux une seconde carrière française. Carrière à double entrée: comme celle que cet ancien assistant de Karajan et de Bernstein avait menée brillamment aux commandes de l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg (1972-1983) puis, simultanément, à celles de l'Opéra du Rhin (1974-1980), avant de se consacrer à l'Orchestre de la Résidence de La Haye. Nommé, le 1^{er}

septembre 1988, chef titulaire de la formation bordelaise et, deux ans plus tard exactement, responsable artistique du Grand Théâtre de Bordeaux - la restauration de ce magnifique spécimen de l'architecture fin de siècle s'achève, à tout va bien, dans huit mois - Lombard assure dès janvier 1992 la saison lyrique et symphonique bordelaise.

Dans cet objectif, l'orchestre a d'ores et déjà été porté de quatre-vingt-cinq à cent vingt-cinq musiciens, sans audition de fonction et, donc, sans licenciements. Pierre Doukhan, l'un des premiers violons solo, a son poste pour Othello, a été débouché de l'Orchestre de l'Opéra de Paris; les deux autres nouveaux Konzertmeister, Roland Dangereil et Zino Vinnikov, viennent respectivement du Philharmonique de la Radio et de la prestigieuse Philharmonie de Leningrad (après un petit passage par La Haye). L'alto solo a été débouché par Lombard du National, le violoncelle solo de l'Orchestre de Paris.

Avec un budget de 60 millions, les Bordelais auront donc cette saison cent quarante-cinq concerts ou représentations (dont, au Palais des Sports, Falstaff, Tristan et Othello, avant un Cossu au petit Théâtre du Port de la Lune, compris dans la programmation du Mai musical). Le chef du Grand Théâtre - égale-

ment renforcé au prix de trois licenciements - est désormais dirigé par Michel Tranchant, autre transfuge de Radio France. Dix danseurs du ballet n'ont pas vu leur contrat renouvelé, après la première audition de fonction organisée en... sept ans. Certains auraient été réintégré entre-temps.

Après un bref et orageux passage à l'Opéra Garnier (dans une équipe de direction où figuraient Paul Puget et Georges Hirsch, entre les administrations de Bernard Lefort et de Massimo Bogianckino), Alain Lombard a définitivement renoncé à jouer les Rustiques. Mais comme il a de l'humour, il pratique dès septembre la décentralisation à rebours: chaque dimanche après-midi, le Théâtre de Chaillot accueille l'Orchestre de Bordeaux Aquitaine, que n'éloignent plus de la capitale que deux petites heures de TGV. Les Parisiens auront tout loisir d'apprécier les progrès d'une formation à ce jour exceptionnelle de cohésion, de puissance, de transparence, de précision et d'éclat. Lombard n'est plus le conducteur à haute vitesse de sa période strasbourgeoise. Comme sa technique de direction, ses objectifs artistiques se sont précisés: former mieux qu'une équipe de champions. Une collectivité.

ANNE REY

DANSE

Pièges de l'enfance

D'excellents danseurs, un bon chorégraphe, mais un répertoire inégal

NEDERLAND DANS THEATER
à l'Opéra-Garnier

Depuis le temps - considérable - que l'on use son poste sur des fautes de théâtre, on a vu somme toute d'Enfant et les Sortilèges, version opéra ou version ballet: impossible de retenir une réalisation vraiment convaincante. Il semble bien que cette « fantaisie lyrique » de Maurice Ravel sur un livret de Colette, créée en 1923 à l'Opéra de Monte-Carlo, fasse partie de ces peaux de bananes tentantes et à l'épreuve du temps qu'auteurs ou musiciens glissent périodiquement sous les pas des metteurs en scène et des chorégraphes. Le grand Balanchine lui-même s'y est attaqué trois fois sans être jamais satisfait du résultat.

C'est à Colette qu'on fera porter le chapeau. Car la partition de Ravel, elle, est un enchantement presque continu, tissé de poésie, de raffinement et d'humour. Mais cette histoire d'enfant méchant qui déchire ses livres et refuse d'apprendre ses leçons, voit se révolter contre lui objets, meubles, animaux, et n'échappent à leur vindicte qu'en ayant enfin un geste de

bonté envers un écureuil (« Il a pensé la pluie!... Il a lié la pluie, éteint le sang! ») c'est-à-dire d'apaiser le précipice de la fausse naïveté et oblige à des personnalités risibles: le Fauveuil tirant avec la Bergère, l'Horloge, la Théière, la Tasse chinoise... Les meilleurs danseurs du monde, tous dans une peluche, ne sauront jamais imiter un chat, merveille de la nature. Quand donc les adultes s'apercevront-ils que « recréer le monde merveilleux de l'enfance » est un leurre?

On ne saurait donc en vouloir à Jiri Kylian d'échouer à nous séduire avec son Enfant et les Sortilèges, encore que son taux de qualité soit parmi les plus élevés du lot. Forcément sommaire pour le Fauveuil, la Théière, etc., sa chorégraphie se délie et s'étoffe avec d'assez jolis pas de deux pour la Pastourelle et le Père, le Prince et la Princesse, et surtout, dans l'acte du jardin, des variations légères pour les Libellules et la Chauve-Souris. On accordera un sourire au « Professeur d'arithmétique, figure » et à son tableau noir planté au-dessus des chiffres, ou à l'amusant trio de Rainettes. On n'aime guère le décor, aux perspectives faussées comme il se doit (toujours l'enfance) de John Macfarlane. Ses costumes sont inégaux. Tigrasse en brosse et salopette rouge, Brigitte Martin a vraiment l'air d'un garçonnement de neuf ans et la plupart des danseurs, pour autant qu'ils puissent danser dans leurs accoutrements, sont excellents.

Symphonie de Psalms, en revanche, passe depuis douze ans pour le chef-d'œuvre de Kylian et on ne dira pas le contraire. L'âge splendide de la musique de Shostakovich lui inspire des images fortes et simples, dans une atmosphère de ferveur religieuse qui n'est pas feinte. Des hommes et des femmes en très sobres costumes (pantalons noirs et chemises blanches, fluides combinaisons couleur chair) dansent l'angoisse et l'espoir, l'éternelle interrogation de la condition humaine. L'alternance des danses et des ensembles, des chœurs et des « portés » aériens est d'une construction savante, et le langage de Kylian s'y montre à son meilleur dans un néo-classicisme très assoupli et enrichi. On n'oublie pas la vision finale de cette humanité marchant lentement, inexorablement, vers le gouffre noir du fond de la scène, vers le mystère de la mort.

Pour l'Enfant et les Sortilèges comme pour Symphonie de Psalms, il n'y a que du bien à dire des solistes, du chœur du Nederlands Dans Theater et du Nederlands Ballet Orkester, menés dans la fosse par Christof Escher.

SYLVIE DE NUSSAC
Le 15 mars, à 19 h 30, 47-42-53-71.

CINÉMA

Les marionnettes au bûcher

Une lourde charge de Brian de Palma contre la cité corrompue

LE BUCHER DES VANITÉS
de Brian De Palma

Tel que le raconte le volumineux best-seller homonyme de Tom Wolfe (publié en France chez Sylvie Messinger), le jeune et entreprenant broker Sherman McCoy entre un soir en collision avec la roche tarabiscotée au détour d'une rue du Bronx, et il s'ensuit un grand tumulte dans la ville de New-York.

Du golden boy en pliqué entouré de parvenus odieux jusqu'à la meute de ses ennemis - hommes de police, de justice, de politique et de médias - avides d'utiliser ses déboires à leur bénéfice personnel, le livre décrivait un ramassis de crépus et de salauds, sans chair ni nuance. Et le pandémonium new-yorkais narré par Wolfe usait jusqu'au simplisme sa forte idée de départ: l'Amérique, c'est la jungle. On en concluait que l'inventeur du *new journalism* n'était pas Balzac, ce qui n'était pas une révélation.

Pour adapter le livre, Brian de Palma s'est livré à d'étranges choix: au lieu d'affiner un trait qui en avait bien besoin, il le tire plus encore vers l'outrance. Comparés à son

yuppie (Tom Hanks, deux grimaces) flanqué d'une épouse pimbèche et d'une lascive maîtresse (Melanie Griffith, deux poses), à son leader noir capitalisant sans vergogne toutes les misères, à son procureur avide de succès politique et à son journaliste décafé (Bruce Willis, un seul rictus naïf), les personnages grimaçés en marionnettes moqueuses de *Dick Tracy* passeraient pour autant de modèles de fine étude psychologique.

Sans doute le cinéaste de *Carrie* et des *Incorruptibles* vise la satire, mais l'humour n'est pas son fort. Le happy end moralisant et roublard laisse un goût mêlé de trahison (du livre) et de complaisance. Après la traditionnelle séquence citation - de *Citizen Kane*, excusez du peu - sa mise en scène s'engage dans une frénésie d'angles de prises de vue torus, de caméra virevoltante et de gros plans au fish eye qui se voudraient baroque et n'est que kitsch. Son désabusement d'effets vise sans doute le sourire du second degré. Par mépris pour ses personnages et son histoire il n'engendre que l'ennui.

JEAN-MICHEL FRODON

□ Mort du producteur Klaus Helwig. - Le producteur et distributeur allemand Klaus Helwig, quarante-neuf ans, est mort mercredi à son domicile par suite d'un cancer. Il avait consacré sa carrière au meilleur du cinéma d'auteur français puisque sa société Action Films, fondée à Paris en 1974, a produit ou co-produit des films tels que *la Marquise d'O* de Rohmer, *Providence* de Resnais, *les Sœurs Brontë* de Téchiné ou *Sous le soleil de Satan* de Pialat. Klaus Helwig venait de participer à la production de *Homo Faber*, le nouveau film de Volker Schlöndorff.

□ Latinos à Villeurbanne. - Le septième festival Reflets du cinéma ibérique et latino-américain aura sans doute préféré présenter (à Villeurbanne et à l'Institut Lumière de Lyon) une sélection de chefs d'œuvres récents en provenance de ces régions. La production dans la péninsule ibérique et en Amérique latine étant ce qu'elle est, il comportera surtout un panorama du cinéma portugais, un hommage à Almodovar et une rétrospective consacrée au chant, à la musique et à la danse, de Joséito au flamenco. Jusqu'au 26 mars. Tél.: 78-83-42-85.

Les CONCOURS CLAUDE KAHN auront lieu du 16 mars au 7 avril SALLE ADYAR et le concert des lauréats du concours aura lieu le dimanche 14 avril à 14 heures SALLE GAVEAU.

gine jamaïcaine M. C. Mell'O, et Simon Booth, guitariste de Working Week et producteur stylé de l'album.

Manu Dibango, cinquante-six ans, venu en France à l'âge de quinze ans, des années de galères musicales entre Paris, Bruxelles, Brazzaville et New York, n'a rien oublié de son parcours. Il le retrace sur scène, de *Soul Makossa*, un des premiers essais, en 1973, d'éclatante des frontlines musicales, jusqu'à *Mingolers*, succulant rap déjanté, vision désiroire d'une Afrique en perdition et d'un Occident déconifié. Car ce grand bonhomme au crâne rasé, armé d'un saxophone blanc et d'un solide sens de l'humour, né à Douala en 1933 et admirateur de Charlie Parker, est aussi un grand témoin de nos relations au continent noir, au point que le SEPT et FR 3 viennent de lui consacrer un film et une soirée rétrospective simultanément en France et en Afrique (le Monde Radio-Télévision date 3-4 mars).

Si le musicien Manu, tranquille, sait - parfois trop - faire durer le temps, l'homme Dibango, impatient, voudrait le précipiter afin de faire sauter les verrous du classement par genre. D'où l'intérêt porté aux nouvelles musiques, comme le rap, aux bananiers ou fleurissent les raggauffins dénonciateurs et autres héritiers de l'esprit jazz, cette musique pareillement née d'une communauté de Nègres transpiantés. Mais des États-Unis Manu se méfie. Michael Jackson, qui avait largement puisé dans *Soul Makossa* pour un titre de son album *Thriller*, vient de rendre les armes à l'amiabie. Sting avait débouché son guitariste favori, Vincent N'guini, tombé depuis dans les bras de Paul Simon. L'Olympia arrive à point. M. C. Mell'O, spécialement venu de Londres, y tiendra sa place à côté d'un Soul Makossa Band privé de son excellent batteur, Félix Sabal Lecco, mais renforcé par le talent d'un trompettiste sud-africain, Peter Tholo Segana. Aux armes, etc.: e l'amiabie Manu, encore une histoire à raconter à mes petits-enfants.

VERONIQUE MORTAIGNE

Le 16 mars à l'Olympia 20 h 30. Tél.: 47-42-82-45. Le 19 à Lyon, à Saintes le 20, à Bordeaux le 21, à Nantes le 22, à Rennes le 23.

Le 16 mars à l'Olympia 20 h 30. Tél.: 47-42-82-45. Le 19 à Lyon, à Saintes le 20, à Bordeaux le 21, à Nantes le 22, à Rennes le 23.

CONNAISSANCE DU MONDE

SALLE CHOPIN-LEYEL: Dimanche 17 mars (14 h 30), Lundi 18 (18 h 30), Mardi 19 (18 h 30), Mercredi 20 (18 h 30), Jeudi 21 (20 h 30), Vendredi 22 (18 h 30), Samedi 23 (14 h 30 et 17 h), Lundi 24 (18 h 30).

L'ECOSSE

« DES HOMMES ET DES LEGENDES » - Film de Jean-Louis MATHON D'Edimbourg aux Iles Hébrides. Merveilles naturelles. Traditions et légendes. Châteaux et sites historiques. La vie quotidienne des Ecossais. VOUS POUVEZ PRENDRE VOS ABONNEMENTS 91-92 dès le lundi 18 mars.

Dibouk!
de Salomon An-Sky
5 MARS → 7 AVRIL 48 31 11 45

CONCERT DE GALA DU 1^{er} CONCOURS INTERNATIONAL DE LUTHERIE ET D'ARCHETERIE DE PARIS
LUNDI 18 MARS
SALLE PLEYEL
20H30
SALVATORE ACCARDO - Violon
MISTLAV ROSTROPOVITCH - Violoncelle
ALAIN MEUNIER - Violoncelle
BRUNO PASQUIER - Alto
RÉGIS PASQUIER - Violon
FRANCO PETRACCHI - Contrebasse
CHRISTIAN IVALDI - Piano
Renseignements & Réservations 45 61 06 30

Maison des Arts
Ballet Théâtre
Reinhild Hoffmann
Schauspielhaus Bochum (RFA)
Ballets d'opéra de danse du vol de l'air
23-24 mars
Machandel
26-27 mars
Ich schenk mein Herz
49 80 18 88

THEATRE
NANTERRE
AMANDIERS
5 au 24 mars 1991
Hedda Gabler
Ibsen - Françon
Tél. 47 21 18 81 ou 47 21 18 82

SIEMENS
NIXDORFSiemens Nixdorf
1^{er} constructeur
informatique
EuropéenL'informatique d'une entreprise
avec elle, évolue, se transforme
rythme de ses besoins, au rythme
croissance.Chez Siemens Nixdorf
savons combien il est important
en synergie avec vous, pour
accompagner, faire évoluer vos
systèmes, en garantissant la
totalité, et surtout vous assurant
matériel d'aujourd'hui sera
avec celui de demain.C'est pour mieux répondre
souci de pérennité de vos
systèmes, qu'au-delà de la
de nos produits, nous nous
garantir notre présence
dans l'avenir.Filiale d'un groupe dont
n'est plus à démontrer la
sécurité, qu'à l'issue de la compa
gnie il n'y aura que peu d'alNous nous dorénavant
les moyens d'être de ce
continuer à vous servir, de
Siemens Nixdorf, 14, avenue
Béguines 95802 Cergy St Germain
Tél.: 34.28.35.00

La Synergie en Action

مركز من الإمداد

• Le Monde • Samedi 16 mars 1991 15

SIEMENS NIXDORF

Est-il normal de s'interroger sur la durée de vie
d'un produit, sans s'interroger sur la durée de vie de l'entreprise
qui le commercialise ?

Siemens Nixdorf 1^{er} constructeur informatique Européen.

L'informatique d'une entreprise vit
avec elle, évolue, se transforme, au
rythme de ses besoins, au rythme de sa
croissance.

Chez Siemens Nixdorf, nous
savons combien il est vital de travailler
en synergie avec vous, pour vous
accompagner, faire évoluer vos
systèmes, en garantir la disponibilité
totale, et surtout vous assurer que votre
matériel d'aujourd'hui sera compatible
avec celui de demain.

C'est pour mieux répondre à ce
souci de pérennité de votre investis-
sment, qu'au-delà de la durée de vie
de nos produits, nous tenons à vous
garantir notre présence à vos côtés,
dans l'avenir.

Filiale d'un groupe dont la solidité
n'est plus à démontrer, Siemens Nixdorf
sait qu'à l'issue de la compétition mon-
diale il n'y aura que peu d'élus.

Nous nous donnons aujourd'hui
les moyens d'être de ceux-là pour
continuer à vous servir, demain.

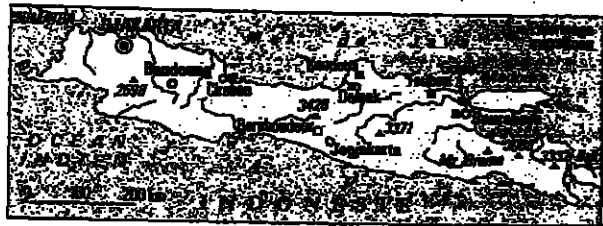
Siemens Nixdorf, 14 avenue des
Béguines 95802 Cergy St Christophe.

Tél. : 34.20.35.04.

La Synergie en Action

S A N S • V I S A

Java



en odeur de sainteté



PHOTOS CHUCK D'ARAVWEST LIGHTCOBORG

Premier port d'Indonésie et l'un des principaux lieux de pèlerinage de la nation musulmane la plus nombreuse du monde, Sourabaya, comme Djakarta, présente le visage occidental d'une île où s'accroît chaque jour un peu plus le cachet coranique.

DANS la trop tiède nuit javanaise, le cyclo-poussoir a freiné sec, juste avant de traverser l'avenue Tunjungan, où les grands magasins ferment tard, peinant l'avarice de l'éclairage public. Les deux policiers, que le cycliste avait vus trop tard, sont sortis de l'ombre d'une arcade et ont soulevé le « faufilet » de sa selle, ignorant les passagers dans leur petite coquille capotée placée devant le vélo.

Depuis des années, la municipalité de Sourabaya, deuxième ville d'Indonésie, traque les cyclo-poussoirs, interdits de « belles rues » car ils ne font « pas moderne ». Or parfois, pour se rendre d'un quartier de ruelles à

un autre, il faut bien enjamber un boulevard. Au risque d'une forte amende, voire de la confiscation définitive, pour le récidiviste, de son trois-roues. Dans cette cité immense et plate, où vivent plus de trois millions de personnes, et où le *betcha* est le moyen de transport idéal, économique et rapide, on estime que les cyclo-poussoirs font vivre près de cent mille personnes.

Afin d'essayer d'impressionner les sergents de ville, nous finissons par exhiber notre carton d'invitation chez le gouverneur de Java-Timor (1). Ils redressent le torse et leurs yeux répondent : « Hein ! des gens qui dînent chez Son Excellence et qui n'ont même pas de quoi friter au moins un taxi climatisé ! » En tout cas, nous sommes relâchés et l'emploi de notre « chauffeur » est sauvé jusqu'à nouvel ordre.

A l'entrée bast de la cité, les policiers du port sont moins regardants, qui, l'obscurité venue, y laissent entrer, à pied ou même en scooter, prostituées des deux sexes venus embobiner les marins étrangers. Ou les matelots du cru, descendants des boutres grésés en cotres, c'est-à-dire à un seul mât. Ces bateaux de bois assurent toujours à la voile une partie du trafic humain et commercial entre les treize mille îles de la Sonde (80 000 kilomètres de côtes), qui étirent l'Indonésie et ses cent soixante-quinze millions d'habitants sur la distance d'Oslo à Tanger et où se parlent trois cent trente-trois langues, contre une trentaine en Europe.

Posté, comme Djakarta, le long d'un maigre fleuve, Sourabaya est, vers le large, superbement située, entre la mer de Java et la mer de Bali, surveillant deux baies aux eaux claires que protège l'île de Madoura. Le port doit sa fortune moderne à l'ensablement de Grésik, l'Algues-Mortes du coin, où Sourabaya a placé maintenant ses industries salissantes.

Dans cette vaste cité portuaire, dont le nom énigmatique — « crocodile-poison » — pourrait symboliser la rencontre des eaux douces et des eaux salées, du vert et du bleu, et est en tout cas une douceur pour l'oreille, les Bataves, colons économes, ne firent guère dans la grandiose. Les fureurs combats de rue de l'automne 1945, pour repousser les Britanniques, encore moins désirés que leurs prédécesseurs japonais et néerlandais, fauchèrent

tout ce qu'ils purent, les promoteurs immobiliers de la frénésie capitaliste de ces dernières années se chargeant du reliquat avec encore plus d'efficacité. Sauverait-on au moins la pharmacie Sim-pang, imperturbable depuis 1855 et qui passe pour la plus ancienne d'Asie malaise ?

Ce qu'on appelle le « centre », et qui n'est qu'un centre commercial, est un assemblage sans plan d'ensemble, sans artère et sans le moindre repère pour l'œil, d'immeubles de bureau bon marché, d'hôtels vite amortis, de galeries marchandes croulant sous la camelote en plastique de Singapour ou du Japon, de restaurants où il est plus facile d'obtenir un poulet frit (Kentucky, Texas ou Californie, au choix) qu'un nasi goreng, riz frit garni panna-malais.

Sourabayens, mais où est donc passé ce « javanisme » dont vous paraissez naguère si fiers et dont les autres îles redoutaient hier encore l'impérialisme ? Et n'est-il rien resté non plus des deux cent cinquante ans de domination hollandaise ?

« Mais regardez donc votre tasse, rétorque notre hôte, conseil juridique d'une compagnie pétrochimique, ces moulins bleus ne sont pas d'ici, et le cacao que je vous fais servir est du véritable Van Houten. Voyez aussi ce qui est écrit en gros sur ce tube de colle : « Garanti fabriqué avec des produits importés de Hollande ». C'est pour ça qu'il se vend bien. Quoi d'autre encore ? Ah, oui, nous appelons cette pièce Kantor, bureau en néerlandais, et en bas de l'immeuble vous pourrez voir un apotik et un notaris. Sauf oubli, c'est à peu près tout... »

« Quant au javanisme ? Eh bien, quittez le quartier des affaires, vous le trouverez dans les kampongs, ces « villages » qui composent le Sourabaya javanais. » C'est pour suivre ce conseil que nous avons emprunté un cyclo-poussoir. Alors la mégapole a commencé à montrer un visage moins revêché : foules des marchés nocturnes où s'entassaient les curieux froids du jaquier, qui ont le volume et l'aspect de bêtes-photos et recèlent de fraîches gougues jaunes citronnées ; pagodes chinoises cachées au fond d'un dédale — car les « fils du ciel » (entre 5 % et 10 % de la population à l'échelle du pays) sont mal vus ici des « fils du sol » et n'ont même pas le droit de publier ou afficher dans leur langue — mais trahies de loin par les

dragons de céramique turquoise arpentant les toiles rousses ; tout un morceau d'Amsterdam oublié au bord d'un canal obstrué de jacinthes d'eau ; une cité ouvrière idéale conçue avec amour et jadinets par un brave paternaliste indigène et baptisée « Remède-du-Chômage-Indonésien » ; et même une minuscule chapelle chaufée de frais annonçant sur sa porte : « synagogue ».

Car Sourabaya, javanaise et madouraise, macassaraise et balinaise, chinoise, arabe, hollandaise, eut aussi ses juifs : la plus forte communauté des Indes néerlandaises, jusqu'à un millier de personnes vers 1940, soit plus d'un tiers de la totalité des Israélites de l'archipel à cette époque.

rendu inutile par le départ des israélites vers Singapour, Tel-Aviv ou Amsterdam, serait supprimé...

Issue de l'histoire, selon certains chercheurs européens, l'islam fut peut-être introduit, en tout cas répandu à Java, au seizième siècle, par des négociants chinois dont les pareils contemporains sont si critiqués aujourd'hui (en grande partie peut-être parce que quarante-huit des cinquante premières entreprises de la république sont réputées leur appartenir et qu'ils passent pour contrôler globalement les deux tiers de l'économie nationale).

Il est vrai que les indigènes convertis à la religion de Maho-

au dix-neuvième siècle par la relative prospérité coloniale, leurs caractéristiques physiques ont été plus tenaces, en dépit de fréquentes unions avec des natives du pays.

Et puis les musulmans d'Arabie, partis directement de la péninsule natale du Prophète, ont apporté dans les veines de certains d'entre eux ce que les Chinois, même mahométans fervents, pouvaient plus difficilement revendiquer : « le sang sacré de l'Apôtre d'Allah » ; une aura de respect entouré encore aujourd'hui les kampongs arabes abritant des *sayeds*, à telle enseigne, assure la croyance populaire, que « là où vivent ces descendants de Mahomet n'osent s'approcher ni voleurs ni chiens ».

Sous la vieille et haute charpente de bois de la mosquée Ampel, au fin fond du secteur hadramite de Sourabaya, en dehors des heures de prières, il y a, comme dans tous les sanctuaires musulmans du monde, des orants individuels, des lecteurs du Coran, des dormeurs, des bavards, des hommes qui se changent de vêtements (ici, à la sortie du turban, on troque volontiers le pantalon européen en tergal contre le pagne de coton), d'autres qui passent en revenant du marché, sans parler des enfants envoyés là pour repasser leurs leçons, loin du tumulte des familles nombreuses.

Les Arabes qui ont conservé de leurs pères le parler d'Arabie du Sud s'en félicitent, maintenant que l'apprentissage de la langue du Coran est de plus en plus prisé, dans une Indonésie où l'idiome officiel, le *bahasa-Indonesia*, variante du malais, s'écrit en caractères latins, mais où l'heure est à l'accentuation d'un islam sunnite, pratiqué souvent avec application, mais en même temps resté lié aux cultes prédecesseurs : animisme, bouddhisme, hindouisme.

Jean-Pierre Péroncel-Hugon
Lire la suite page 20.

La majorité d'entre eux n'était pas venue des Pays-Bas mais de Cochin (sud-ouest de l'Inde), de Mésopotamie, de Perse, et plus tardivement d'Europe slave, attirée à Java par l'ordre et le négoce de la Compagnie hollandaise des Grandes Indes puis des gouvernements installés à Batavia. Avec l'indépendance de l'Indonésie (1946-1950), la plupart des juifs quittèrent peu à peu le pays, certains voulant quand même conjurer le sort en bâtissant jusqu'au bout, puisque la synagogue que nous avons vue date de 1948...

Aujourd'hui, dans cette Indonésie musulmane à plus de 85 %, mais où le dimanche reste, sans susciter encore trop de réclamations, le principal jour de repos hebdomadaire, il existe un groupe de farfelus militant pour la semaine de six jours dans laquelle le « samedi, jour du Sabbat »,

met prirent soin dès le début de distinguer entre « Chinois naturels » et « Chinois qui vivent ici depuis longtemps et ont adopté la croyance mahométane », rapportent les chroniqueurs du temps (2).

Adoption de noms islamiques, parenté des traits physiques originels, mariages avec des autochtones, contribuèrent à fondre dans l'environnement javanais ces musulmans probablement venus de Canton, où existait de longue date une minorité sino-islamique.

Les descendants des immigrants arabes sont demeurés plus voyants, à Java-Est en particulier (dans toute l'Indonésie il y a près d'un million de personnes qui se qualifient aujourd'hui d'« Arabes »). Outre que la majorité est arrivée plus récemment — souvent du Hadramout, province côtière du Yémen — appelée

AU SOMMAIRE



- Assemblée-Nationale, une station en politique — p. 24
- Help taxi ! Le premier autochtone — p. 18
- Calais vaut le détour — p. 19
- La Louisiane, se perdre sans se perdre — p. 21

Échecs (p. 18) • Têlex (p. 18)
Jeux (p. 22) • Table (p. 23)

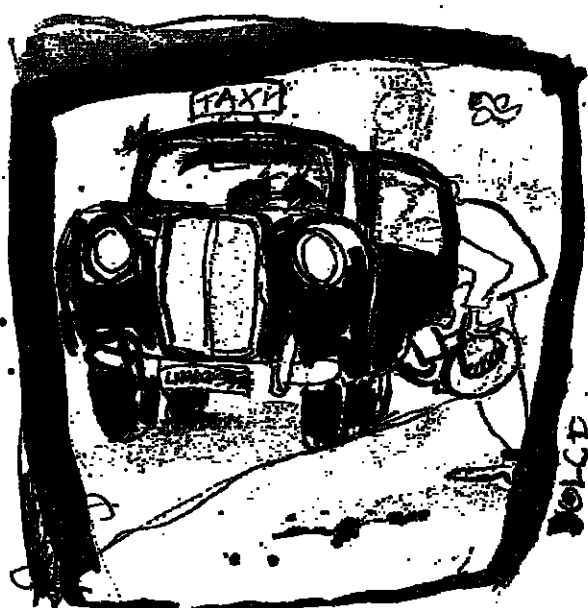
(1) C'est-à-dire Java-Est. Timor est aussi le nom d'une île de la Sonde où la partie orientale, portugaise depuis 1520, a été occupée par les Indonésiens en 1975, au mépris des vœux de la population locale, en majorité chrétienne.

(2) Deny Lombard et Claudine Salmon, « Les Limites du cosmopolitisme : islam et sinité ». In revue *Archipel*, numéro 30, 1985.

SANS • VISA

COUP D'ŒIL

Help, taxi!



L est le porte-bonheur de nos voyages. Le premier autochtone rencontré, comme on disait autrefois, après les énigmes de la sortie de douane. Une invite au pays ou à la ville à découvrir. Le concentré de ce qui nous attire, ou nous inquiète, ici. Le chauffeur de taxi, c'est notre comité d'accueil. Un type pressé, qui nous offre d'abord, et ce n'est pas rien, l'intimité du bico-brac de son coffre, qui nous entraîne sur des autoroutes comme s'il avait lui aussi un avion à prendre, comme si nous arrivions trop tard, mais trop tard pour quoi? Et qu'il se dévouait, grommelant ou jovial, pour nous remettre à l'heure locale.

Le chauffeur de taxi, c'est la providence des reporters ignorants en mal de synthèse sur la situation, avant d'entrer en ville, et qui croient toujours trouver, en ce pilote fou qui roule sur ses jantes, le puits de l'opinion. Le bonheur des touristes curieux, le premier test de connaissance d'un savoir lu dans les livres, justement dans l'ancien. Le chauffeur de taxi, c'est souvent un clin d'œil. Une ironie de la vie.

Une fois sur deux, il n'a fait que nous précéder en cette terre inconnue. Italien à Genève; Yougoslave à Francfort; Irlandais à Londres; Hispano à New York; de n'importe où, à Paris. Et, s'il se met à parler, à jouer les guides, c'est d'une ville mystérieuse, pour tout dire incompréhensible, comme toutes les villes. Il rit, se moque, de nous, de lui, avec l'air de juger étrange cette tradition d'immigration, de

cosmopolitisme de circonstance, nous après lui, nos loisirs après sa recherche d'un emploi.

De cette ville, bien sûr, il sait tout. Tout ce qui fait la survie, les trucs indispensables, les voies d'accès, comme si le secret de la longévité résidait dans la mémoire des rues, des pièges, des portes de sortie. Il sent les policiers avant que nous apercevions les uniformes. Il roule détendu, conduisant d'une main, le coude à la portière. Il paraît joyeux de l'air doux ou de l'air frais, du coucher de soleil ou du zénith. Il est aux aguets. Comme nous, au fond, incertain, malgré ses va-et-vient. Il sait ce que la rue a d'équivoque. A Naples, il règle sa dime à la mafia; ailleurs, aux protecteurs de toute nature. Il a « fait » la nuit: il sait ce que cette ville peut dégorger de solitudes, de bizarreries.

Le chauffeur de taxi ne met pas en garde. Il a toujours un point de vue sur la question, c'est tout. S'il paraît péremptoire, c'est qu'il faut bien vivre d'idées simples, à embrasser ainsi, jour après jour, une cité dans sa globalité, la rhétorique universelle des embarras de la circulation, et les caprices des clients. Le monde est fou: c'est tout ce qu'on retire d'une discussion de taxi.

Pas si mal. Et, comme ce discours nous est servi aux quatre

points cardinaux, cela fait beaucoup de philosophes solitaires et approximatifs.

Litanie réconfortante, d'où il ressort toujours que les riches sont les riches, les autres, les pauvres, le gouvernement, une collection d'imbéciles. Accessoirement, que les racistes, ce sont

toujours les autres. Les chauffeurs de taxi, c'est la preuve que la planète est partout logée à la même enseigne, et que seul l'accent du chauffeur change.

Combines, petits bonheurs, bagarre perdue d'avance entre la ville et la fatigue nerveuse de ces pilotes de rencontre. Poésie des

compteurs bloqués, de l'inconvertibilité des changes, des rallonges de balade lorsqu'un inattentif vous prend pour un Américain. Fratrie des petits confort d'habitude, des poupées qui se balancent, pendues au rétroviseur, des guides urbains chiffonnés et incompréhensibles.

En Angleterre, les taxis se ressemblent, anachroniques, et ne ressemblent à rien d'autre. Dans les pays riches, la Mercedes domine. Ailleurs, ces voitures qui vous cueillent à l'aéroport portent tous les signes de difficultés économiques. Rafistolées, prêtées, brouillées par le nombre de chauffeurs, de cousins, qui se succèdent au volant.

Ailleurs, le taxi n'est plus seulement le royaume d'une marge libertaire, d'individualistes qui ont le dédain du patron pour emblème. Mais une conquête qui vient de loin. De la brousse, pour les Africains, qui ont d'abord gagné, sur les pistes de latérite, de quoi conduire sur l'asphalte. Des sauvetages de guerre, d'Asie ou du Liban: leurs véhicules, alors, ont l'air de roulettes d'exode, de bien ultime rescapé de naufrage.

Les chauffeurs de taxi, c'est une diaspora, prête à pousser plus loin, s'il le fallait, qui a choisi le métier à équivalence mondiale. Un peu comme ces familles juives qui, hier, ensei-

gnaient le piano à leurs enfants, parce que la musique permettait de prendre d'autres bateaux, d'autres trains et de retrouver du travail. Conduire ici, conduire là-bas, retenir d'autres dédales à sens unique. Alors, ils nous accueillent, nous font l'article, à droite le fleuve, droit devant le zoo... Ils rient dans toutes les langues. Mais il y a dans toutes ces voitures une sorte d'incertitude qui conforte la vôtre. Une compréhension, au fond, de votre précarité de flâneur téméraire. Les choses vont et viennent, plutôt en mal. C'est le message des taxis, partout servi. Vous descendez là? La cuisine est quelconque.

Et puis, à peu près partout, cette même question: vous venez de Paris? Et cette réponse: moi, quand je pourrai, j'irai charger et décharger là-bas! La tour Eiffel. Pigalle. L'attente de raconter les embouteillages de la Concorde: ceux de Rome haussent les épaules. Au Caire, ils sortent vous acheter à boire. Le sur-place est un mal inévitable. Autant rêver des immobilités de banquette, repasser cent fois la même cassette de musique, dans des décors que ces chauffeurs ont élus une fois pour toutes. Les taxis ont bien le droit d'avoir leurs préférences. Les Cambodgiens, les Chinois, les Sénégalais, les Argentins ou les Portugais, celui d'écrire aux frères restés en arrière qu'il est des circulations urbaines plus fréquentables.

Philippe Roggie

ESCALES

Les mutations de l'Est

Ici, raison d'Etat et pesanteur des choses s'annulent moins qu'elles ne se superposent. Qu'il s'agisse des Républiques du sud de l'URSS, de la Pologne ou de la Roumanie, quand la Fondation pour la démocratie (106, rue de l'Université, 75007 Paris, tél.: 47-53-04-04) se penche sur ce qui lui est ou fut contraire, c'est pour tenter de l'expliquer. Trois voyages, trois vitesses dans cette marche vers la démocratie: une Pologne galopante, des Républiques soviétiques sous surveillance, une Roumanie entravée. A l'heure où Gorbatchev envisage un nouveau traité d'union avec les Républiques, la fondation veut connaître l'état d'esprit des Républiques du sud de l'URSS. Dans chaque capitale ou ville « sensible », des rencontres avec les milieux nationalistes, les leaders

d'opinion et les autorités locales devraient donner des éléments de réponse. A Kiev (Ukraine), Kichinev (Moldavie), Erevan (République d'Arménie), Tbilissi (Géorgie), Bakou (Azerbaïdjan), Tachkent (Ouzbékistan), Frounze (Kirghizistan), Alma-Ata (Kazakhstan). Passage, aussi, à Yalta et journée à Samarcande. Du 27 avril au 12 mai, 15 700 F tout compris. La Pologne sera approchée à Varsovie (rencontres avec les différents groupes politiques du Parlement, le ministère des privatisations, les représentants de la France), Gdansk (ex-Dantzig) et Cracovie. Dans ces deux villes, entrevues avec les autorités locales et les milieux d'affaires. Du 6 au 14 juillet, 7 800 F. En Roumanie-Bulgarie, « les soubresauts du communisme » seront analysés à Timisoara, Brasov, et surtout Bucarest, lors d'entretiens avec les représentants du gouvernement, l'opposition et

les diplomates français et, en Bulgarie, à Sofia notamment. Du 15 au 23 août, 7 900 F. Ajouter 5 800 F pour observer: à Belgrade, Dubrovnik, Sarajevo, Zagreb, Lubljana et Belgrade - « la mosaïque lézardée » yougoslave.

Randonnées

Dans le domaine des voyages, il y a les habitués du Concorde et les promeneurs aux pieds légers. Les adeptes de vitesse réduite ont un voyageur à leur mesure. Transhumance (B. P. 9, 84004 Avignon Cedex, tél.: 90-95-57-81) connaît les petites routes goudronnées et les chemins vicinaux. Dans le parc régional du Lubéron, par exemple, cinq jours à bicyclette permettent de découvrir de beaux sites et de pittoresques villages de Provence: Saignon, Bonnieux et le priuré Saint-Symphorien, parfaitement restauré et habité, Rustrel, Roussillon, le petit village d'Oppède-le-Vieux et son château, le château de Buoux et ses curiosités géologiques, le village de Lacoste où perdurent les ruines du château du marquis de Sade, le vallon de l'Aiguesbrun et le « Colorado » provençal - une carrière d'ocre avec des cheminées des fées. Hébergement en hôtels ou gîtes choisis et pique-niques soignés: omelette du berger, salade provençale, fromage à l'huile d'olive. Un véhicule d'intendance transporte les bagages. Pour douze personnes au maximum avec un accompagnateur ayant une formation botanique, 1980 F, de Cavailhon à Cavailhon. On peut venir avec sa bicyclette mais Transhumance peut fournir des vélos haut de gamme, très légers, à 21 vitesses (105 F le week-end). Premier départ le 6 mai, puis un par mois jusqu'en septembre. L'ensemble des randonnées s'effectue de mars à septembre.

Cavale au Canada

L'essentiel de l'Est canadien en treize jours, c'est-à-dire les grandes métropoles et le pays de Maria Chapdelaine. On retiendra de ce programme dense proposé par Camino (dans les agences de voyages): Montréal (séjour à l'hôtel des Gouverneurs), deuxième ville de langue française au monde; le lac

Saint-Jean, patrie de Maria Chapdelaine, Chicoutimi (en jargon indien, « jusqu'où l'eau est profonde ») et le pays des bleuets, Peribonka et son musée Maria Chapdelaine, l'estuaire du Saguenay et les grandes paysages paysans des fjords du même nom. Si le temps le permet, croisière à la rencontre des baleines bélugas et roquais, ces dernières allant vers l'amont du fleuve en été. Autre hypothèse: la remontée des fjords du Saguenay, profonds parfois de 300 mètres. En bac, on rejoint Rivière-du-Loup, sur l'autre rive. En longeant le Saint-Laurent, traversée du Kamouraska, témoin de l'épopée des premières heures du Québec. Le sanctuaire de Sainte-Anne de Beaupré conduit à Québec, la plus française des villes canadiennes. Vient alors le Canada anglophone: à Ottawa, capitale fédérale, visite du Musée des Civilisations, reconstitution des différentes sociétés qui composent l'entité canadienne. Les Chutes Rideau annoncent les chutes du Niagara. A Toronto, la Tour C.N. est la plus haute structure autoportée du monde avec ses 553 mètres. Treize jours, de 15 160 F à 15 990 F, vols réguliers et demi-pension compris.

Espéranto sur Loire

Le 46^e congrès annuel de l'Est-Amikaro, association des espérantistes francophones, aura lieu à Amboise du 30 mars au 2 avril prochains. Au menu, la protection des cours d'eau à travers des interventions d'écologistes et de scientifiques d'URSS, Tchécoslovaquie, Allemagne, Grande-Bretagne, Japon et France; un programme culturel centré sur la découverte de la vallée du Cher avec, entre autres, la projection d'un documentaire sur le Val-de-Loire réalisé par Michel et Huguette de L'Hommeau. Les espérantistes de la région proposeront l'édition bilingue (espéranto-français) d'un livre sur Amboise.

Renseignements: Tél.: 16-54-72-15-11 ou 16-47-28-67-18.

Sélection établie par Patrick Francis et Danielle Tramard

TELEX

Promenades littéraires à Saint-Malo est l'un des quatre premiers titres de la collection « L'Esprit des lieux » publiée par les Editions Ouest-France. Chaque ouvrage est consacré à la découverte d'une ville à travers les écrivains qui y ont vécu, l'ont fréquentée ou s'en sont inspirés. Grenoble, Toulouse et Strasbourg font, chacune, l'objet d'une étude. Illustrations en noir et en couleur, cartes itinéraires et plan des environs, 120 F. A paraître: Rouen en mai, Rennes en octobre.

Réductions de 40 % sur l'ensemble du marché des voyages. Dix jours avant la date de départ, Dégrifours reprend les invendus des voyagistes, compagnies aériennes et autres croisiéristes et les remet en vente. Réservez immédiatement par téléphone (30-30-84) ou par Minitel (36-15 code DT) et paiement par carte de crédit. Opérationnel le 5 avril.

Comment aller à New-York et courir le Marathon? LTC (tél.: 46-22-90-37), qui a réservé 150 places pour l'épreuve du 9 novembre, propose 6 jours à l'hôtel Marriott Marquis, un palace 5 étoiles, pour 8 830 F (cureur) et 8 600 F (accompagnant) en chambre double avec petits déjeuners américains, vols aller-retour inclus.

Feria andalouse avec l'Andalou Express, un train Pullman de style Belle Epoque. Cinq jours au départ de Paris dont quatre à bord du train, avec Escala à Séville (2 jours et 2 nuits), Cordoue et Madrid, 9 100 F, tout compris. Départs les 14 et 18 avril. Renseignements: VPS Voyages (10/16, rue de la Justice, 75020 Paris, tél.: 40-30-10-10) et agences de voyages.

L'Essonne expose ses ressources culturelles et touristiques, du 18 au 23 mars, au Centre commercial régional les Ulis 2. Cette semaine du tourisme et des loisirs permettra de s'informer sur les possibilités de ce département aux portes de Paris. Propositions de circuits dans la brochure « A la découverte de l'Essonne » disponible au Comité départemental du tourisme (2, cours Monseigneur Romero, 91025 Evry Cedex, tél.: 64-97-35-13).

Paris-Rome: vols charters (réguliers) quotidiens à partir du 1^{er} avril, 1 250 F A/R (quatre fois par semaine actuellement) et Paris-Florence, vols charters le jeudi et le dimanche, 1 390 F A/R. Dès maintenant Paris-Venise, le jeudi et le dimanche, de 1 050 F à 1 200 F A/R. A compléter par un choix d'hôtels toutes catégories dans ces trois villes.

Manifestations catiques au Pays de Galles. La plus importante étant, du 9 mai au 29 septembre, au musée national de Cardiff, une exposition sur les Celtes de 1500 avant J.-C. à 1000 après J.-C. L'Office de tourisme de Grande-Bretagne (63, rue Pierre-Charon, 75008 Paris, tél.: 42-89-11-11) publie une brochure donnant calendrier et toutes informations utiles.

Désastre écologique évité. Cinquante-neuf pour cent des habitants de Punaiaia, sur la côte ouest de Tahiti, ont refusé la construction d'un complexe touristique de 4 000 chambres sur une île artificielle, au cœur d'un lagon, tandis que 56 % des habitants extérieurs étaient favorables au projet présenté par deux Polynésiens - un photographe et un géomètre. Le maire s'est engagé à respecter le verdict du référendum.

Premières rencontres des arts culinaires, à Rennes, samedi 16 et dimanche 17 mars, sous le patronage du Conseil national des arts culinaires: conférences, tests sensoriels personnalisés, expositions, démonstrations culinaires, initiation à l'œnologie, etc. A l'Institut de formation de l'hôtellerie et de la restauration (rue Robert-d'Arbrissel, Beauregard). Renseignements: tél.: 99-41-48-16.

Les Logis de France viennent de publier leur guide 1991. Y sont répertoriés 4 320 hôtels-restaurants à gestion familiale, généralement proches de la nature. Identifiables à leur enseigne jaune et verte, ils privilégient la chaleur de l'accueil, la qualité du gîte et de la table, la fidélité aux traditions. Vendu en librairie et à la Fédération nationale des logis de France (83, avenue d'Italie, 75013 Paris, tél. 45-84-70-00), 61 F.

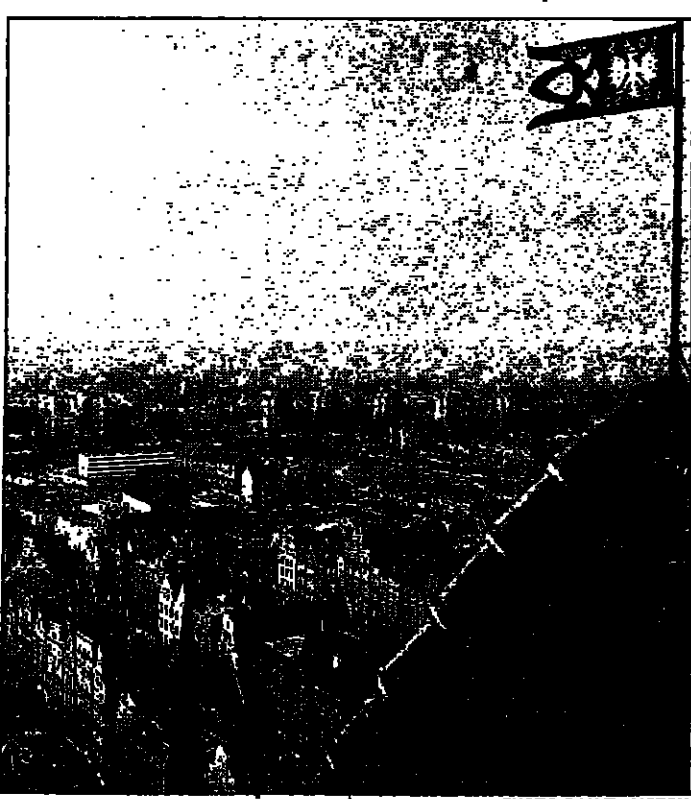
Ils débarquent le matin et repartent le soir, chargés de packs de bière et de bouteilles de vins rouges pétillants. On les appelle les « day-trippers », les voyageurs d'un jour. Calais en voit passer plus de dix millions par an. Ambiance.

Que faire, alors que, déjà, on a tant fait dans le train en partance pour Calais, feuilletant un guide des Plages et des Hôtels de France, l'on tombe, à la section « mer du Nord », sur cette phrase sans appel: « Le meilleur lieu pour une énumération de toutes les richesses touristiques de la côte d'Opale: le pire: la traversée de Calais ». Redescendre immédiatement et prendre le premier train en direction du Sud? S'arrêter en chemin, par exemple à Boulogne-sur-Mer? Pourrait-on aller jusqu'à Londres? Ou bien, maintenant, quand même son cap, tout en priant bien haut que le guide se soit trompé?

Choix délicat, d'autant que les autres manuels de voyage que l'on a pris soin d'emporter ne sont guère plus tendres à l'égard de la cité des Bourgeois. Le fameux Let's go pour la France, rédigé par les étudiants de Harvard, n'affirme-t-il pas, dans son édition 1991, en une phrase particulièrement sadique, que « dîner à Calais est en général une expérience sans relief » (« a unremarkable experience ») et ne prétend-il même pas que la lecture de la brochure décrive « l'Office du tourisme sur « Calais et son histoire » est « plus intéressante que la ville elle-même »?

Quant au Rough guide anglais, il donne de ce qui attend le voyageur à Calais une description déprimante, apte à faire rebrousser chemin au curieux le plus endurci: « Une fois que l'on a épuisé les possibilités de shopping de la place d'Armes et de la rue Royale adjacente, avec toutes les marchandises proposées, des habits au chocolat en passant par le cuir et les poupées-souvenirs, les charmes de Calais-Nord ne semblent plus tenir qu'à un fil » (« Calais-Nord's charms are thin »), écrit ainsi le rédacteur anonyme, parachevant, une page plus loin, cet assassinat en règle par cette note laconique: « Calais-Sud n'est guère plus intéressant » (« Calais-Sud is scarcely more significant »).

Pour se donner courage, l'on se dit, après tout, que c'est souvent dans les destinations désolées, qu'on est le mieux reçu; et l'on se prend à se remémorer les seuls



Vue de Gdansk.

PHOTO DANIEL ANZON

سكزا من الامن

SANS VISA

Le Monde • Samedi 16 mars 1991 19

EN FRANCE

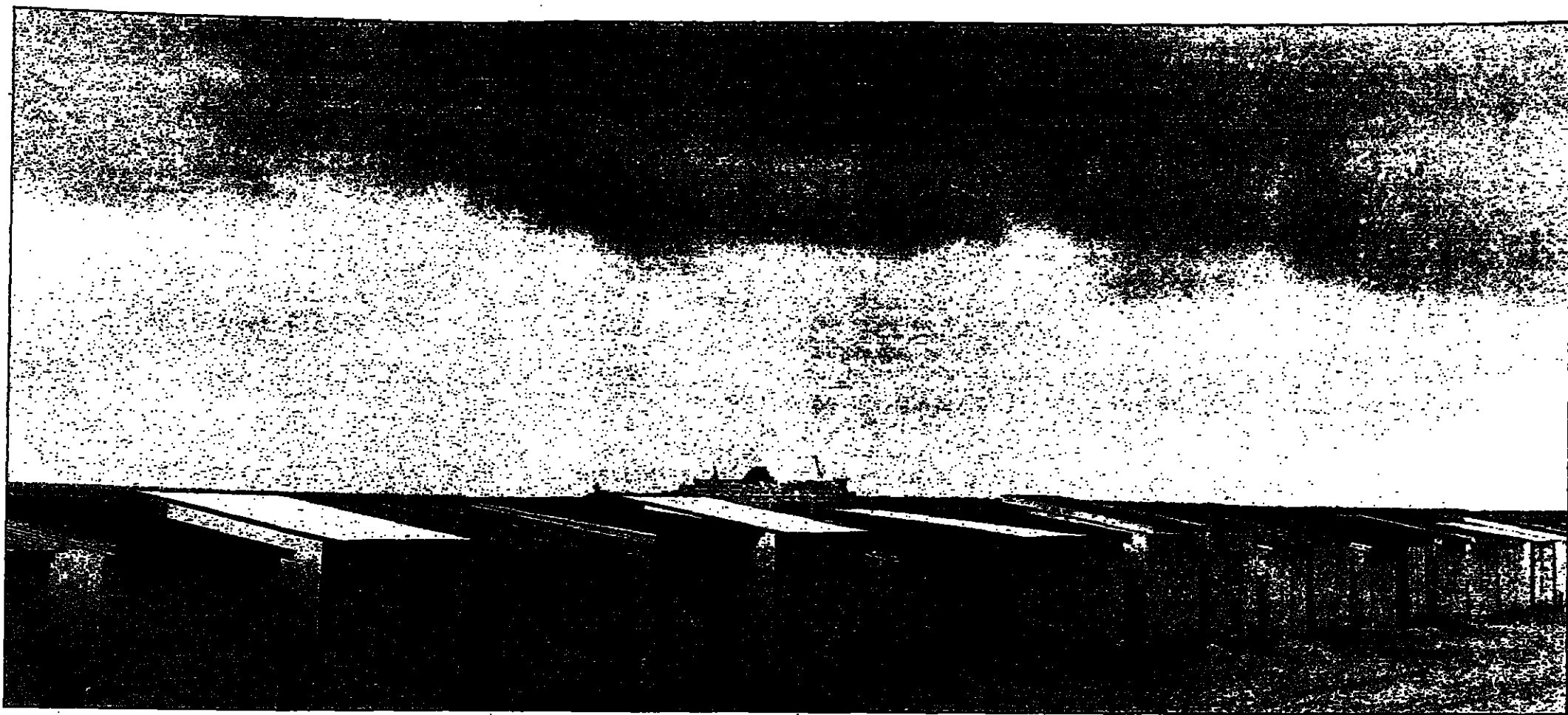


PHOTO JOHN VIGU

Calais, port d'Albion

Ils débarquent le matin et repartent le soir, chargés de packs de bière et de bouteilles de vins rouge ou pétillant. On les appelle les « day-trippers », les voyageurs d'un jour. Calais en voit passer plus de dix millions par an. Ambiance.

QUE faire, alors que, déjà installé dans le train en partance pour Calais, feuilletant un guide des Plages et côtes de France, l'on tombe, à la section « mer du Nord », sur cette phrase sans appel : « Le meilleur : (suit une énumération de toutes les richesses touristiques de la côte d'Opale) le pire : la tristesse de Calais » ? Redescendre immédiatement et prendre le premier train en direction du Sud ? S'arrêter en chemin, par exemple à Boulogne-sur-Mer ? Poursuivre jusqu'à Londres ? Ou bien maintenir quand même son cap, tout en priant bien haut que ledit guide se soit trompé ?

Choix délicat, d'autant que les autres manuels de voyage que l'on a pris soin d'emporter ne sont guère plus tendres à l'égard de la cité des Bourgeois. Le fameux *Let's go* pour la France, rédigé par les étudiants de Harvard, n'affirme-t-il pas ainsi, dans son édition 1991, en une phrase particulièrement sadique, que « dîner à Calais est en général une expérience sans relief » (« an unremarkable experience ») et ne prétend-il même pas que la lecture de la brochure dérivée par l'Office du tourisme sur « Calais et son histoire » est « plus intéressante que la ville elle-même » ?

Quant au *Rough guide* anglais, il donne de ce qui attend le voyageur à Calais une description déprimante, apte à faire rebrousser chemin au curieux le plus endurci : « Une fois que l'on a épuisé les possibilités de shopping de la place d'Armes et de la rue Royale adjacente, avec toutes les marchandises proposées, des habits au chocolat en passant par le cuir et les poupées-souvenirs, les charmes de Calais-Nord ne semblent plus tenir qu'à un fil » (« Calais-Nord's charms wear thin »), écrit ainsi le rédacteur anonyme, parachevant, une page plus loin, cet assassinat en règle par cette note laconique : « Calais-Sud n'est guère plus intéressant » (« Calais-Sud is scarcely more significant »).

Pour se donner courage, l'on se dit, après tout, que c'est souvent dans les destinations désertées qu'on est le mieux reçu ; et l'on se prend à se remémorer les meilleurs moments passés dans des villes, elles aussi boudées par les guides, parce que trop industrielles ou moribondes, comme Liverpool ou encore Cleveland, sur les grands lacs, avec son extraordinaire forêt métallique formée par les portiques des canaux.

Le premier contact avec Calais, au sortir de la gare, n'est, il est vrai, pas des plus enchanteurs. En face, plantés sur un terrain vague surplombant deux voies ferrées, une série de petits cubes de béton flanqués par une statue de la Liberté en plâtre bleu : un motel à l'américaine, avec les prix affichés au néon. A droite, émergeant d'un parc, un beffroi de style néo-flamand, manifestement reconstitué à la fin du dix-neuvième siècle ou au début du vingtième par un émule kitsch de Viollet-le-Duc. A gauche enfin, au-delà d'un pont, un labyrinthe de rues apparemment toutes semblables. Mais où est donc la ville ? Y en a-t-il même une ?

Si l'on ajoute à cela un ciel bas plombé et une pluie fine qui semble tout imprégner d'une buée vert-de-gris identique à celle qui envahit le monument de Rodin aux Bourgeois de Calais, on comprendra que l'appréhension ait du mal à se dissiper.

Comme, pendant les trois heures et demie que dure le voyage - autant qu'au siècle dernier, - on a eu tout loisir pour étudier les cartes, on sait que la vieille ville, Calais-Nord, se trouve à gauche. Voici donc, passé le pont George-V, cette fameuse rue Royale, que, pendant quatorze ans, de 1816 à 1830, le grand Brummel, prince des dandys, exilé pour dettes sur le continent, arpenta journalièrement, se rendant au crépuscule au bout de l'immense jetée du port, afin d'apercevoir les côtes de cette ingrate Angleterre, qui, après avoir été à l'égal du royaume, ne lui avait plus laissé pour royaume que la modeste cité de Calais et son imagination. Catastrophe ! De cette époque où le port français du Channel était le havre de tous les grands déçus d'Albion, tels Oscar Wilde, qui y séjourna un moment après son procès, ou encore la légendaire Emma Lyon, Lady Hamilton, l'ex-maîtresse de Nelson, qui, après avoir régné sur les salons de Naples, vint s'éteindre ici en 1915 dans la misère et l'oubli les plus complets, il ne reste plus rien - pas même une plaque commémorative !

Inutile, aussi, de rechercher le fameux « Dessin », chez M^{me} et M. Dessain, l'un des hôtels les plus réputés d'Europe au dix-neuvième siècle, avec son restaurant, son parc et son théâtre, où l'on s'enorgueillissait d'avoir reçu tous les grands de ce temps, le roi du Danemark, George IV d'Angleterre, Louis XVIII et, bien sûr, Brummel. Calais, ville stratégique

par excellence, qui fut même pendant deux siècles anglais, a été entièrement détruite pendant la seconde guerre mondiale, noyée sous des bombardements alliés qui n'avaient apparemment aucune des vertus « chirurgicales » qu'on leur accorde aujourd'hui.

Seule mémoire de sa grandeur passée, ne restent plus de l'ancienne cité marchande, comme à Berlin, que quelques moignons de bâtiments, posés çà et là au milieu de constructions similaires à celles que l'on peut voir à Dieppe ou au Havre - du temporaire devenu définitif, en briques et sur pilotis, avec des portiques et de brusques décrochements par où s'engouffrent en permanence un vent violent. Bref, à part une église Notre-Dame en ruine, que

cial bargain », « Day offer »), ni les affluents de crêpes et de pralines.

Ces envahisseurs assermentés, qui procèdent à une sorte de pillage silencieux et en règle de la ville, ce sont bien sûr les « day-trippers », les Anglais débarqués le matin même du ferry et qui repartiront le soir avec leurs achats. Premier port français de voyageurs, Calais en voit passer, dans les deux sens, plus de dix millions par an, soit plus de trente mille par jour ! Certes, parmi tous ces voyageurs, tous ne s'arrêtent pas. Pour la plupart, Calais n'est qu'un nom, une simple vanne de transit entre deux voies de communication. Mais certains s'arrêtent de haute saison, la ville voit néanmoins, entre le lever et le coucher du soleil, sa

marins, qui recherchent des coquillages entre les rochers, et ses couples du troisième âge marchant amoureuxment le long de la plage.

Fera-t-on, si l'on est passionné par la seconde guerre mondiale, le tour de ces seuls monuments - et pour cause - que les bombardements aient épargnés : les blockhaus construits par la fameuse Organisation Todt ; voir surtout, à une vingtaine de kilomètres à l'est de Calais, celui d'Eperlecques, le plus grand jamais construit, d'où devaient être lancés les V2 sur Londres, et à l'édification duquel, comme un monument pharaonique, plus de trente-cinq mille prisonniers de guerre participèrent ?

Enfin, les curieux ou les humoristes pourront se mettre sur la trace de tous ces cinglés qui tentèrent, d'ici, de traverser la Manche par les moyens les plus insensés. Car, depuis toujours, les 38 kilomètres qui séparent Calais de Douvres ont excité les imaginations les plus folles. Un petit musée, en haut du cap Blanc-Nez, en présente ainsi ironiquement le recensement : on a traversé la Manche à la nage, bien sûr, mais aussi en canoë, en kayak, dans un tonneau de whisky, sur un tronc d'arbre, en drakkar, sur un sommier, dans un lit à baldaquin, à cerf-volant, dans une baignoire, sur un tracteur (!) et même à cheval (!). Ne manquent, pour être complet, que la cabine téléphonique rouge anglaise et le bidet français !

Et, bien sûr, il y aura bientôt le fameux tunnel. D'un panorama situé sur l'autre versant des collines qui dominent le cap Blanc-Nez, on peut d'ailleurs surveiller l'avancement des travaux. Ce sera pour le 15 juin 1993, à 10 heures sonnantes. Les Calaisiens, qui en ont vu tellement, à qui l'on a parlé successivement, depuis plus d'un siècle, de pont relié à des îles artificielles ou suspendu à des ballons, de pipe-line flottant sur la mer ou accroché aux fonds marins, et qui se souviennent encore de l'arrêt des travaux de celui de 1975, ont longtemps plaisanté, incrédules, sur le tunnel. C'était leur monstre du loch Ness à eux, apparaissant toujours au moment où il n'y a aucun témoin.

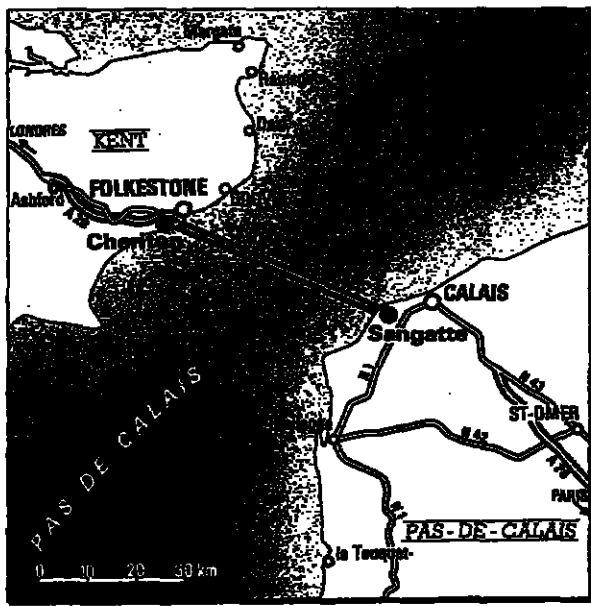
Mais, aujourd'hui, tous savent que, sauf extraordinaire - un attentat noyant les gaines déjà creusées, ou un bien improbable mouvement sismique désarticulant les boyaux déjà étayés, - le tunnel s'ouvrira bien le 15 juin 1993. Qu'advient-il alors de Calais ? Le port sera-t-il progressivement abandonné ? Et la ville, après avoir été la clé continentale pour l'Angleterre, disparaîtra-t-elle ? Les plus pessimistes rappellent, non sans masochisme, le seul apport du TGV à la région de Montcaumon-les-Mines : le parking de la gare de Montcaumon.

Les optimistes partent de montée du trafic et de mégapole technologique ; et certains rêvent même d'une « Silicon Valley » sous le ciel changeant du Nord. Bref, à un peu plus de deux ans de l'événement, tout le monde en parle, mais personne ne sait, en vérité, ce qui peut bien se passer...

Faute de pouvoir lire leur avenir, les Calaisiens semblent avoir sagement décidé de mettre la question entre parenthèses. Ils font comme si de rien n'était et, le soir, après que les derniers « day-trippers » ont repris leur dernier ferry, se retrouvent enfin entre eux. Plus de ces bords en jeans et blousons de toile sacrifiant au dieu barbare de la consommation. Calais reprend possession d'elle-même. Avec la nuit, les néons donnent même à l'endroit de curieuses tonalités d'ailleurs : au bout de la ville haute, on pourrait presque se croire en quelque Etat du nord des Etats-Unis, à Providence, ou bien encore sur le boulevard du front de mer en l'une de ces plages improbables du nord de l'Angleterre, telle Blackpool. Et, surprise ! En dépit des dires des guides anglo-saxons, on y mange très bien. Il suffit, comme partout, de savoir choisir. Alors, Calais redevient ce qu'elle est au fond : une cité de ce Nord imprévu, chaleureuse et pleine de recoins et de bizarreries.

Pour un peu, on se réconcilierait même avec l'atmosphère de fièvre acheteuse de l'après-midi, se prenant à regarder, dans les magasins, les écoles et ces dentelles dont Calais fut longtemps la capitale. Bref, sur le coup de minuit, tout bascule, et l'on se prend à aimer cette ville pourtant un peu rêche et désordonnée. Calais est bien l'un des meilleurs endroits en France pour s'initier à cet art de la transmission du rien en tout par le rêve qu'on appelle le voyage.

De notre envoyé spécial
Patrice Bollon



seuls visitent encore ceux qui savent que le capitaine de Gaulle s'y maria en 1921 avec une M^{me} Yvonne Vendroux, de Calais, le voyage ne saurait ici être historique.

Des voyageurs, pourtant, on en rencontre beaucoup à Calais. Ce sont même eux que l'on remarque en premier. Inévitables, les bras chargés de sacs en plastique tout ballonnés ou bien traînant derrière eux de lourds Caddies remplis jusqu'à ras bord de packs de bière et de bouteilles de vins rouge ou pétillant. Ils sont partout, agglutinés devant les vitrines du boulevard Jacquard ou bien arpentant les rayons « liquereux » des grandes surfaces, une calculatrice à la main afin de comparer les prix - faisant baigner la ville entière dans une ambiance presque surréaliste de braderie commerciale non-stop, à laquelle rien ne manque, ni les appels grossiers à l'achat (« Spe-

population augmenter du quart, voire du tiers de son volume !

Que faire, dans cette Trieste du pauvre, quand on n'a soi-même rien à acheter ? Et pourquoi ne pas prendre le premier bus longeant cette côte d'Opale tant vantée ? Passer le long de Blériot-Plage, autrefois appelée « les Baraques », en raison des petites maisons sur pilotis accrochées à même les dunes le long de la mer ? Puis monter sur les hauteurs du cap Blanc-Nez, d'où Hobert Latham et Louis Blériot, répondant au pari d'un journal anglais, s'élançèrent pour tenter de conquérir la Manche ? Enfin, redescendre vers le joli village d'Escalles, avec sa faille dans la crête ouvrant sur l'immense plage de sable fin de la baie de Wisant ? Ici, face à un vent à tout coucher par terre, c'est le charme un peu mélancolique des plages froides du Nord que l'on savoure, avec ses vieux enfants habillés en

Islande

Partez à la rencontre de...
Erick le Rouge

Safaris découverte, randonnées équestres, trekking... montagnes, fjords et geyser... les splendeurs de l'Islande vous tendent les bras...

Voyages AGREPA
42 rue E. Marcol 75002 Paris
Tél : 45 08 81 50
Agent Général Smyril Line
Info minimal : 3615 CODE
OTISLAND

Le Mississippi coule, indig-
tigable. Les objets se
immobiles, les êtres ne
jamais morts. Toute sa-
prise est abîmée. Indig-
blement, il faut prendre à
chemin de travers.

La Nouvelle-Orléans, au Vieux Carré Museum, dans le Vieux Café nous avons droit à une démonstration de fabrication de gris-gris pour le pressé tout de blanc vêtu, concentrée sur son travail : elle enlève délicatement ses lunettes pour la photo. « Chance... argent... ». Elle ouvre les bras, ferme les yeux, invoque un chuchotant très fort tous les habitants d'Haiti, de Cuba et de Brésil sans compter ceux de l'Afrique en déformant certains noms en passage, si-je ne comprends pas sans doute une histoire d'accès. Scène d'esqueroiserie ordinaire. Les gens sont libres. Confiance.

Vers la Louisiane

Le Mississippi coule, infatigable. Les objets sont immobiles, les êtres ne sont jamais morts. Toute surprise est abolie. Indispensablement, il faut prendre des chemins de traverse.

DEHORS, on n'entendait rien, on ne voyait pas la baraque bouger. Il a suffi de poser les pieds sur le porche. Nous sommes à Mamou, en pays cajun. Il y a là Daphné, il y a là Tessa, les petites filles du patron. Elles nous accueillent, vont chercher Papa Paul. Un vieux monsieur dont on nous avait parlé à Memphis. Un type qui doit prononcer deux ou trois mots par siècle.

D'ailleurs, la seule manière de dire quelque chose ici est de danser comme tout le monde. La baraque tanguait vraiment. Une grande caisse en bois secouée par la musique de Zydeco Force, le groupe qui joue aujourd'hui. Les cannettes sautent sur les tables. Le zydeco, ça se danse un peu comme une bourrée. Mais ce n'est pas une bourrée. Grave débat : est-ce encore du blues ? Les réponses varient, des plus techniques aux plus simples. Le chanteur Robby Robinson expédie l'affaire ainsi : « Pour moi, blues et zydeco, c'est la même chose. T'es là, ça va pas, t'as pas d'argent, t'es pauvre. Tu sors, tu t'assoies là, devant la maison, et tu joues. Ça peut être triste, ça peut être gai. Tu joues du blues ou du zydeco. Pour moi, c'est la même chose, j'ai pas de différence. »

S'il fallait mentionner un seul endroit pour saisir le sens du zydeco, à supposer qu'il y ait quelque sens à saisir, rien de moins sûr, ce serait-là, chez Papa Paul.

Pour l'histoire, descendre à Opelousas, la cité de Clifton Che- nier, fondée en 1720, ancienne capitale de la Louisiane. Au Palace Café, le plus vieux restaurant de la ville, devant une crêpe arrosée de sirop d'érable, nous écoutons le patron évoquer le « gumbo culturel » où nous nous trouvons. « La porte d'entrée de l'Acadiana. » Reconnaît-on un cajun à ce plaisir de parler du pays ? Les dépliant touristiques disent à peu près la même chose, mais en moins vivant.

On peut préférer le silence d'Achafalaya, à une demi-heure de voiture de Lafayette. Les maisons flottantes invitent à un nomadisme paisible. « Robinsonner » dans les fies, en prenant garde aux serpents qui se laissent volontiers tomber des arbres. Passer le temps à guetter le héron bleu. Esquiver une oie teigneuse. Faute de rencontrer un alligator, en manger, à la sauce piquante. Bref, ne rien faire.

On peut aussi bien prendre l'autoroute 90, vers le golfe du Mexique, rouler sans fin, sur des airs d'accordéon et de violon, à travers ces paysages de marécages et de bayous. Broussard, Lydia, Jeanerette, Charleton, Bayou Vista, Amelia, Houma, dans l'émerveillement des chênes couverts de mousse, les « fleurs à l'année longue », ainsi parle-t-on ici. « Et bon soin gardez ! »

La Nouvelle-Orléans. Au Voodoo Museum, dans le Vieux Carré, nous avons droit à une séance de fabrication de gris-gris par une prêtresse tout de blanc vêtue, très concentrée sur son travail : elle enlève délicatement ses lunettes enlève la photo. « Chance, amour, argent... » Elle ouvre les bras, ferme les yeux, invoque en chuchotant très fort tous les dieux du Harri, de Cuba et du Brésil, sans compter ceux de l'Afrique, en déformant certains noms au passage, ai-je cru comprendre. Scène d'escroquerie ordinaire ? Les gens sont libres. Comme d'habitude Muddy Waters : « I got



my mojo working/And it's gonna work on you... (Mon fétiche ça marche/Et ça va marcher sur toi...)

Nous allons voir Munro S. Edmonson, professeur d'anthropologie à l'université. Ce spécialiste de l'Amérique centrale, qui travaille sur des textes mayas du seizième siècle, en sait aussi un bout sur le vaudon dans cette ville. Né en 1924, à Nogales, dans l'Arizona, à la frontière du Mexique, Edmonson se définit d'emblée comme un « wasp » (blanc anglo-saxon protestant). Il éclate de rire.

« Il y a trois générations, explique l'anthropologue, le vaudon était un culte public à La Nouvelle-Orléans. Sa disparition correspond au moment du racisme maximum aux États-Unis : je le situe autour de 1900. Effet lointain de notre guerre de Sécession, quand il s'agissait de la renaissance du Sud. À partir de 1890, nous avons eu une remontée terrible du racisme dans ce pays, un regain de conservatisme qui a duré à peu près vingt ans, jusque vers 1910. Cette période correspond à la rigoureuse institution d'une ségrégation de race et de caste, ça dure encore. C'est notre honte. À partir de 1910, il y a eu un renversement de tendance. Mouvement vers l'intégration des races, l'intégration des cultures, la suppression du racisme. Presque toute l'histoire du vingtième siècle aux États-Unis, encore maintenant, n'est qu'une tentative de dépassement des effets de notre

guerre civile, notamment sur le plan des problèmes raciaux.

Quant au vaudon, il n'est pas réapparu, ce qui ne signifie pas qu'il a véritablement disparu. Il a pris le maquis. C'est devenu un mouvement souterrain, ça s'est converti en quelque chose de plus personnel, de plus secret. Il serait intéressant, par exemple d'étudier les Églises spirituelles. Elles pratiquent des rites comparables. Elles ont des croyances comparables. Ce n'est pas public. »

Le professeur Edmonson est un amateur de blues : « Ce qui m'a frappé avant tout dans le blues, c'était bien sûr une impression absolument naïve, pour moi, c'était une musique amusante. Et puis je suis entré petit à petit dans cette musique. J'ai compris que non, ça n'était pas ça. Ce qu'on chantait, c'était précisément la réalité. Et ça m'a ouvert les yeux. J'ai enfin vu certaines réalités de notre population noire que je n'avais pas vues auparavant. »

On pousse du doigt la cassette. Muddy Waters, encore : « I got my mojo working... » On roule sur l'avenue. On marche. Dans cette ville, tout est comédie des apparences. Parfaite métaphore de la ville, cette boîte de strip-tease à l'enseigne-objet (un mannequin en bois assis sur un chariot, où l'on aperçoit, de l'extérieur, des corps lumineux au milieu d'une immense tache noire ?) Il est permis de regarder La Nouvelle-Orléans à travers d'autres images, d'autres reflets. C'est-à-dire les mêmes ?

Guide

• Zydeco et blues : A Mamou, le Papa Paul's. Sinon, dans les bayous, à Lawville, recommandons le Richard's. A Lafayette, le Haricot's. Tous ces lieux sont faciles à trouver. Les meilleurs jours sont le vendredi et le samedi, bien sûr. A La Nouvelle-Orléans, signalons trois lieux « up town » : Maple Leaf Bar ; Tipatna ; Berry's. Dans le Vieux Carré, appelé aussi French Quarter : Absinthe House ; « 444 » Bourbon.

En pays cajun, organiser les balades à partir de Lafayette, la capitale de la Louisiane française : Convention and Visitors Commission (tél : 318-232 38 08). Ou bien improviser à partir des contacts avec les habitants (d'une gentillesse exquise). Pour Atchafalaya, bon point de chute chez les Allemond (excursion dans les marais, tarif préférentiel pour les touristes

français, excellent restaurant, tél : 318-228-23-84). Nombreux relais le long de l'autoroute 90, vers La Nouvelle-Orléans, avec des panneaux d'affichage proposant toutes sortes de bons plans : tequiner l'alligator, apprendre à parler créole, etc. D'une manière générale, les motels sont une solution simple. Certaines plantations proposent des formules d'hébergement fort intéressantes, notamment pour les familles. A La Nouvelle-Orléans, le Vieux-Carré, où se trouve l'hôtel Méridien (doté d'un bon club de jazz, tél : 504-625 60 00), est un quartier pratique et agréable.

Charmante édition des photographies de Henry C. Norman et de son fils Earl : *The Mississippi Steamboat Era in Historic Photographs* : Natchez to New Orleans, 1870-1920, par Joan W. Gandy et Thomas H. Gandy, éd. Dover, New-York, 1987. •

Boutique vaudou à La Nouvelle-Orléans.

Preservation Hall, sur Saint-Peter, près de Bourbon Street, l'impression de revoir les mêmes musiciens depuis toujours interpréter les mêmes classiques. Des pièces de musée vivantes. Ce n'est qu'une impression, favorisée par le mythe même du lieu : du jazz tous les soirs, moyennant un dollar, joué par le même groupe. A la vérité, le dollar est élastique, le groupe change. Kid Thomas, où diable est donc passé Kid Thomas ?

Le Mississippi coule toujours, infatigable Mississippi, et les sifflements de ses bateaux à vapeur, et ses eaux lourdes, et toujours cette impression même - le Mississippi condamné à la répétition - de revoir sur les plates-formes fluviales les mêmes hommes astreints aux mêmes tâches depuis le temps des photographies de Henry C. Norman - ce n'est encore une fois qu'une impression.

Parc sur les plantations alentours. On a vu et revu le film. On a écouté les mêmes cires rayées sur un Teppaz. Nulle part sans doute, aux États-Unis, on n'éprouve ainsi ce sentiment d'être déjà venu, même si on y vient pour la première fois. Et quand on y revient, rien n'a changé, les objets sont immobiles, les êtres ne sont jamais morts. Toute surprise est abolie, ou presque.

D'où peut-être le caractère quelque peu ennuyeux plus ici qu'ailleurs de certains itinéraires convenus. Voilà pourquoi il faut prendre, en Louisiane d'une manière générale, à La Nouvelle-Orléans en particulier, des chemins de traverse. Digresser. Rester là et filer ailleurs, dans le même mouvement.

Et je pense à mon ami Bill, de Harlem. Bill nous disait qu'il fallait absolument aller voir un petit barbier qui nous raconterait de grandes choses. Bill nous disait aussi qu'il y avait du blues à danser et du blues à écouter, et qu'il y avait un espace, ou un moment, je ne me souviens plus du terme exact qu'il a employé, où tout ça n'était plus très clair. Un peu comme la nuit au Well's, à Harlem, lorsque, le show terminé, les gens repiquent du nez dans leurs assiettes, et que derrière le mur, tard dans la nuit donc, ceux qui avaient fini de chanter se remettent à chanter.

De notre envoyé spécial Jean-Claude Charles



VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES
HÔTEL LIGURE***
5, rue Jean-Jaurès - 06400 CANNES
Tél : 93-39-03-11 - Tél. 970275
FAX 93-39-19-48
A deux pas du Palais des Congrès.
Climatisé, insonorisé, chambres
TV couleur. Tél. direct, minibar.

06500 MENTON
HÔTEL-VILLA NEW-YORK***
LOGIS DE FRANCE
Chambres grand confort, climatisées, TV
couleur, téléphone direct, vue panorami-
que, jardin, parking clos. La tranquillité à
100 m des plages. Forfait 7/7 N en
1/2 pension à partir de 1 500 F.
DOC : tél. 93-35-78-69. Fax 93-28-55-07.

NICE
HÔTEL LA MALMAISON
Best Western***
Hôtel de charme près mer,
calme, grand confort.
31 CH. INSONORISÉS ET CLIMATISÉS
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél : 93-87-63-65 - Tél. 478410.
Télécopie 93-16-17-99.

HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél : 93-88-39-60.
Plén centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, ciblées.
Téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
HTES-ALPES - STATION VILLAGE
à 5 km de St-VÉRAN
HÔTEL LE CHAMOIS**
Logis de France
Toutes possibilités de ski
Demi-pension, Pension
Tél : 92-45-83-71.

Paris

SORBONNE
HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.c.
TV couleur.
Tél. direct.
De 280 F à 420 F - Tél : 43-54-92-35.

AU CŒUR MÊME DE PARIS
(Madeleine, Opéra, Concorde)
L'HÔTEL BURGUNDY***
8, rue Duphot, 75001 Paris.
Téléphone : 42-60-34-12.
Tél. 47-03-95-20.
Tél. 213 380 F.
Parkings à proximité.
Chambres 2 personnes : 660 F.
Chambres 1 personne : 580 F.
(Prix nets, petits déjeuners inclus.)
Calme total.
Excellent restaurant.

Sud-Ouest

PÉRIGORD-DORDOGNE
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
***Logis de France
Toutes chambres avec w.c. + bains
PISCINE, TENNIS PRIVÉS.
Pratique de golf gratuite.
1/2 pension à partir de 196 F.
24530 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD.
Tél : 53-29-95-94.

Suisse

Crans-Montana (Valais)
Où vais-je passer mes vacances
d'hiver ?
Au pays du soleil, des sports
et des promenades !
A l'Hôtel EL DORADO***
J'y trouve le confort, une cuisine saine,
fine et variée, une ambiance familiale.
Ouvert durant l'année-saison.
Famille F. Bonvin, CH-3962
Crans-Montana.
Tél : (09-41) 27-41-13-33.
Fax : (09-41) 27-41-95-22.

TOURISME

Home d'enfants
Vacances d'été
HAUT DOUBS (900 m alt.) 3 h de
Paris par TGV, agrément jeunesse et
Sports. Yves et Liliane accueillent
vos enfants dans une ancienne
ferme XVII^e, confort, rénov., au
milieu des forêts et pâturages. Accueil
limité à 14 enfants, cuis. saine et
équilibrée chbre 2 ou 3 avec sdb, W.C.
Activités avec moniteur : poneys,
tennis, jeux, ping-pong, V.T.T., initiation
échechs, peinture a/bois, herbiers,
fabrication du pain,
découverte environnement.
Tarif tout compris : 1 880 F
semaine par enfant + option V.T.T.
Tél : (06) 81-38-12-51.
Le Crêt l'Agnieu - La Longeville
25650 MONTBENOIT.

TABLE

Les bourrides

JEAN-BAPTISTE GERMAIN, poète provençal du dix-huitième siècle, célébrant « la Bourride dei Dieux », expliquait que les dieux, lassés de l'Olympe, descendaient à Marseille se délecter de ce plat. En J.-N. Escudier, dans sa *Cuisine provençale*, nous assure que, débarquant dans la cité il y a deux mille ans, les dieux Phocéens s'en délectaient déjà. Mais...

Sept villes se disputaient la naissance d'Homère. Six au moins revendiquent le cassoulet et il y a deux bourrides. Si celle de Marseille se prépare avec mulet, baudroie, merlan brillant, loup bien sûr, et d'autres poissons blancs encore, celle de Sète se veut uniquement de baudroie, plus communément appelée l'otie sur les marchés. Sans doute la lotte de mer n'a rien de comparable avec le turbot (avec lequel les snobs préparent une bourride qu'ils croient plus élégante), mais je partage

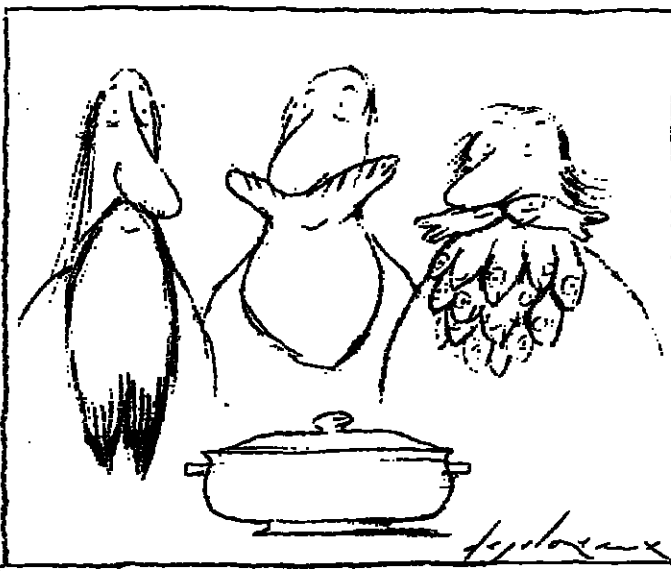
l'avis des Sétis gourmets et de Roby lorsqu'il déclare : « *Peu recherchée, elle mérite des égards de la part des gastronomes* ».

Mais, quel(s) que soit(ent) le (ou les) poisson(s), le principe reste le même. Il faut d'abord préparer un aïoli très épais (avec un jaune d'œuf par convive). Le poisson, on le cuira en marmite (ou en casserole) où seront rapidement revenus à l'huile (évidemment d'olive, et bien sûr de première pression à froid) un ou deux oignons émincés et... Là, les avis sont partagés, certains vous parleront d'une pomme d'amour (tomate), d'autres d'un brin d'écorce d'orange... Puis ajouter un bouquet bien garni (persil, fenouil, thym, laurier) et quelques gousses d'ail, le poisson coupé en tranches assez épaisses, poivre, sel, piment, au goût. On couvre d'eau tiède et on porte à ébullition. Attention ! L'on fait toujours trop cuire le poisson ! A cuisson juste,

retirer ces tranches, les égoutter, les disposer sur un plat chaud et les imbiber très légèrement de la cuisson (quelques cuillères, et qu'il n'en reste point au fond du plat !).

Le reste du bouillon doit servir à délayer l'aïoli, de façon à obtenir une crème onctueuse (pour cela mélanger à la cuiller de bois à température moyenne, sur feu doux).

Vous aurez disposé dans un légumier des tranches de pain de campagne épaisses de 1 centimètre. Verser la sauce par-dessus (M. René Jouveau précise que ce mélange doit avoir l'aspect d'une soupe au lait). Servir en même temps mais à part le poisson accompagné d'une saucière d'aïoli. C'est délicieux car, ainsi que disait Daudet : « *Le goût y est formé de deux fines, l'une poissonneuse, l'autre alliée, qui se superposent puis se séparent, entre le palais et la langue, dans un complexe harmonieux* ».



Deux bonnes bourrides parisiennes. Chez Pierre Vedel. Je lis dans le Guide Lebay : « *A chaque fois que je sors de chez Pierre Vedel, je n'ai qu'une idée en tête : quand vais-je y retourner ?* » C'était bien l'avis de Brassens et de Pierre-Jean Vaillard, comme lui

Sétis au carré. C'est l'avis de ses nombreux amis-clients, sûrs de trouver ici une cuisine mitonnée dont la bourride à l'aïoli façon Sète est le fleuron. Dans sa gentille petite maison du 15^e, le cher Pierre « cultive » le classicisme régional avec cette bourride de baudroie

incomparable (peut-être même n'en ont-ils pas une comme ça à Sète en dehors de celle de La Ras-casse, quai du Général Durand, tél. : 67-74-38-46).

Mais, à Paris, vous trouverez une autre excellente bourride (marseillaise ?) au *Petit Navire*, spécialité de cette maison de poissons modeste, un peu provinciale, accueillante (le charme de la patronne est égal aux qualités du chef-patron Jean-Claude Cousty). Deux occasions de vous initier à cette nourriture des dieux, selon le fétibre Jean-Baptiste Germain !

La Reysière

► Pierre Vedel, 19, rue Durantoni (15^e), tél. : 45-58-48-17. Fermé samedi et dimanche. Parking : 98, rue de la Convention. Carte bleue.

► Le Petit Navire, 14, rue des Fossés-Saint-Bernard (5^e), tél. : 43-54-22-52. Fermé dimanche et lundi. Carte bleue, Diner's Club.

VIN

Rituel dégustatoire

MARIE-REINE DE JAHAM est une Martinguaise blanche établie en métropole, auteur d'un superbe roman sur son île (*La Grande Béké*, Laffont, 1989). Jacques Bordelais est communicateur dans la région dont il porte le nom. Leur commune religion pour le vin de qualité les a réunis. Tous deux, éclatants de santé, entendent démontrer - pas seulement sur leur bonne mine - que le vin est un aliment calomnié et que, choisi judicieusement, il bénéficie aussi bien au corps qu'à l'esprit.

En somme, nos deux anophiles reviennent au vieux principe de Pasteur célébrant « le vin, boisson hygiénique ». Mais ils ne se contentent pas d'être pérorateurs. Ils démontrent - détails concrets à l'appui - avec la bénédiction du professeur Jacques Puisais, président de l'Institut français du goût (« Le Monde sans vin » du 17 novembre 1990), et sous l'invocation de notre confrère Jean-Paul Kauffmann, hélas ! moins connu comme enologue distingué que comme ex-otage au Liban, qu'il faut se débarrasser de toute méfiance à l'égard de la boisson de Bacchus.

Et commence un tour des vins de France et du reste du monde où on apprend partout comment acheter - y compris des crus cotés - aux moindres mille autres indications précieuses, que le Portugal est actuellement le seul pays du

monde où un vin courant, sans indication d'origine, « peut donner le meilleur des crus » : que le jadis célèbre cotinari de Roumanie, débarrassé de la médiocrité communautaire, va pouvoir réapparaître sur les tables raffinées ; quels sont les cépages français susceptibles d'être alliés avec tel ou tel fromage de l'Hexagone ; comment cuisiner un saumon ; Chénou, saucis champagne. Il ne manque que la référence au rouge de Tianjin (Chine-rouge), enfant chéri de l'œnologie Paul Chapelle...

De la chimie à l'histoire, des bonnes adresses aux bonnes années, du « régime minceur au vin » jusqu'au rituel dégustatoire, on peut trouver réponse à toutes les questions dans cette petite somme vinicole, y compris le nombre d'alcooliques chevronnés en France (deux millions), ces pires ennemis du vin, selon les critères de Bordelais et Jahan.

Ainsi que le dit Jean-Paul Kauffmann : « *Le vin est l'expression d'une société hautement civilisée, il obéit à un code, à une hiérarchie. Mais cette confrérie est ouverte à tous* ».

Ladite confrérie a désormais à sa disposition une petite encyclopédie à la portée de toutes les bourses.

J.-P. P.-H.

► Marie-Reine de Jahan et Jacques Bordelais. *Vin mon ami*, Laffont, 200 p., 100 F., avant-propos de Jacques Puisais.

SEMAINE GOURMANDE

L'Oie blanche

Comment dit-on bistrot en basque ? Cela convient à la cuisine de cette auberge provinciale, aux murs de crépis, aux poutres apparentes, aux tables et chaises de bois (mais avec nappes rouges, comme les serviettes sous les « sets » verts, couleurs du pays). Ce qui explique le sous-titre « Au rendez-vous du rugby », les décorations de la salle (cravates de rugby, maillots et photos mêlés, avec, pendant au plafond, des jambons et des guirlandes d'ail).

Il n'y a point de carte, mais sur une planchette en forme d'ardoise les « idées de la semaine ». Après la sangria apéritive, vous aurez le choix entre la foie gras maison et les profiteroles au foie gras (avec un verre de jurançon), la cassoulette de gambas, l'andouillette au jurançon, l'omelette basque, au confit et aux câpres, le cassoulet évidemment. Et aussi les assiettes Amatz (grand-mère) et Aitatz (grand-père), à moins que ce ne soit le contraire - j'avais un peu abusé de la sangria, mais, en tout cas, cette assiette bien pleine de chorizo haché débordait de lardons, tomates, toast au fromage chaud et graines de maïs entourant un œuf frit moelleux. Madiran et iroleguy se partagent la carte des vins. L'addition évolue entre 150 F et 250 F. L'amitié déborde de la cuisine à la salle, des habitués à l'accueil du patron Paul Linarès.

► L'Oie blanche, 87, rue Blomet, (15^e). Tél. : 48-28-50-15. Fermé dimanche. Parking : Mairie du 15^e. C.B. Chiens acceptés.

La Gourmandise

Nouveau décor plus « aisé » certes, mais toujours bonne solide cuisine signée d'Alain Denoual, assisté de sa charmante épouse. Si le flan de foie gras est aux langoustines, le croustillant

de crabe à la sauce soja, l'agneau au miel et vinaigre de cidre, les filets de dorade à la vapeur s'escortent d'olives noires, le magret d'un gratin de pommes de terre, et sa timbale de lapin est aux choux. Ce n'est pas lui qui encombrerait ses assiettes des ineffables petits légumes mal cuits ! Très belle tarte sablée aux pommes. Mériterait vraiment plus que ses deux fourchettes Michelin ! Menu à 180 F. Menus à 250 F et 330 F et carte, compter 400 F/500 F. Carte en anglais, allemand et japonais.

► La Gourmandise, 271, avenue Daumesnil, 75012 Paris. Tél. : 43-43-94-41. Fermé samedi midi, dimanche et lundi soir. A.E. - C.B. Chiens acceptés. Parking gratuit, 21, rue de Toul.

Amphycylès

Deux étoiles du premier coup, cela valait la peine de remplacer par un « y » l'« i » plus modeste du cuisinier-philosophe de l'Antiquité, n'est-ce pas Philippe Groult ? En tout cas, ce jeune disciple de Robuchon semble bien installé dans cette salle pastellisée, élégante et calme comme sa cuisine. Originalité d'une gelée de pied de veau au fumet de truffes de la soupe de crevettes au bouillon de champignons, du homard rôti escorté de macarons au foie gras, et simplicité gourmande de la jone de bœuf braisée aux carottes confites, des filets de rougets aux herbes, d'un rognon de veau (cuit et servi entier, chose rare !) à l'étouffée. Avant de merveilleux fromages venus en voisins de chez Alloussé et un choix exceptionnel de desserts (la carte fine au citron vert, crème glacée au coco est inoubliable).

Des amuse-gueules aux mignardises, le service est de qualité (sourire de la patronne aidant) et la carte des vins intéressante pour un début. Trois pains « maison »... L'oubliiez une canette de

Challans à l'orange et à la coriandre, qui prend place parmi les meilleures de ma connaissance ! Naturellement, il faut compter 500 F/600 F par convive, mais on notera un menu à 380 F et surtout, aux déjeuners, un menu à 220 F, choix de deux plats, fromage et desserts du chariot.

► Amphycylès, 78, avenue des Ternes, 75017 Paris. Tél. : 40-68-01-01. Fermé samedi midi et dimanche. Parking gratuit, 27, rue Brunel. C.B. Chiens acceptés.

Scarlet

Un ex-bar repris par un ami des vins (Patrick Ameline, du *Verre-Bouteille* de l'avenue des Ternes) et voué aux poissons et plus encore au homard. C'est dire (ces derniers d'arrivée quotidiens et d'extrême fraîcheur) que ce ne pouvait être un petit-prix. Mais, tant au rez-de-chaussée (qui a gardé son bar et ses hauts tabourets) qu'au premier étage, en ce décor de bois clair, le déjeuner « autour d'un plat » propose quatre ou cinq variations sur ledit homard (un demi par convive) pour 155 F entrée comprise, ce qui, avec le dessert et le vin (en carafe et bientôt au verre), conduit à des additions de 250 F.

Le saumon fumé « maison » est mariné et proposé avec des pommes de terre tièdes, les rillettes sont de saumon et de had-dock, la dorade en sa croûte de sel. Le chef, Bruno Robillard, a « appris » le poisson avec le célèbre Loulou de Cagnes-sur-Mer, c'est tout dire, et le directeur, Camille Laloe, est de qualité. Le service féminin souriant. Ce « Sea Food Club » (sous-titre un peu accrocheur) doit vite faire sa percée.

► Scarlet, 5, rue Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris. Tél. : 47-83-39-99. Fermé samedi et dimanche. Voiturier. A.E. - D.C. - C.B. Chiens acceptés.

MIETTES

Un dîner Mozart. - Il aura lieu le 19 avril prochain aux Chants du piano (10, rue Lambert, tél. 42-62-02-14), où Michel Derbanc, autour d'un quatuor à cordes inspiré, proposera ce menu : coquilles de moules aux paprika, filets de sole soufflés aux écrevisses, agneau à la mariole garniture Mozart, Linzertorte, Apfelstrudel, Salzburgermucklerin et glace vanille (380 francs).

L'escargot Montorgueil. - La vieille maison du 38, rue Montorgueil (tél. 42-36-83-51), annonce les « soupers de l'escargot ». Koukette Terrail inaugure en effet, avec son chef Thierry Gay (suffit l'honneur) des soupers : six escargots, un plat, un dessert (210 francs), ou une entrée d'escargots et un plat de minuit (150 francs).

Cartographie vineuse. - Benoît France publie, en accord avec l'INAO, des cartes touristiques des régions viticoles : Champagne, Jura, Armagnac, etc., avec commentaires sur les cépages, les appellations, etc. Indispensables au touriste gourmand. (Benoît France, cartographie viticole, 115, rue Monge (5^e) - Tél. : 47-07-05-08.

Jacky From. - Bouse d'or 1987 et disciple de Joël Robuchon, il perdait son temps au Lutetia. Le voici prenant en charge les cuisines du Grand Hôtel de la place de l'Opéra. Une bonne nouvelle !

Ridicule I - Le comble, ce mois-ci, n'est-il pas ce menu de la Saint-Valentin que me communique une lectrice du Cannel ? On y relève : Médiane d'herbes d'amour, Quenelles en duo d'amour, Chartreuse de légumes aux yeux doux, Cœur croustillant de feuilleté et sa butinée de papillon.

HOTEL DU RHONE GENÈVE
La meilleure adresse pour vos affaires, au centre de Genève
Tél. 44-23 731 93 31
Fax 44-23 731 93 31

Le Monde
HEURES LOCALES
Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions
Chaque samedi - date dimanche lundi

Le Sylabite
Saint-Germain-des-Près
Maison du XVI^e siècle
Cuisine traditionnelle
SOIRÉE JAZZ en fin de semaine
8, rue du Sabot (6^e)
42-22-21-56

LE SOUFFLÉ
Menu à 180 F
et ses soufflés.
30, rue du MONTFERRIER
(près de la place Vendôme)
Réservation : 45.26.27.18
Tous les dimanches

ALLIGATORS
BAR AMÉRICAIN
Restaurant : cuisine italienne.
Dîner avec orchestre de jazz
de 21 h à 2 h du matin.
Réservations : 42.84.11.27
23, av. du Maine, 15^e

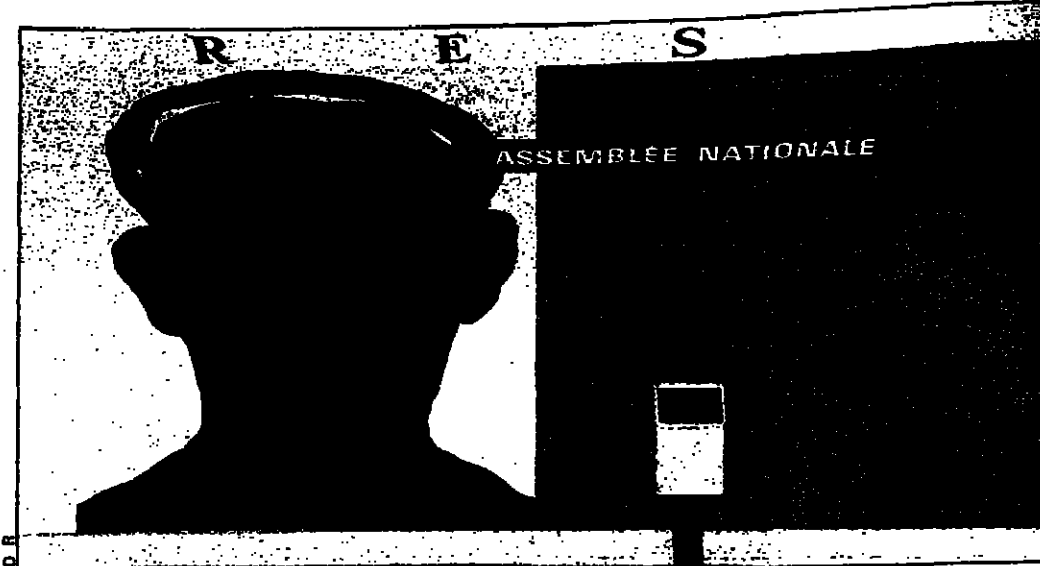
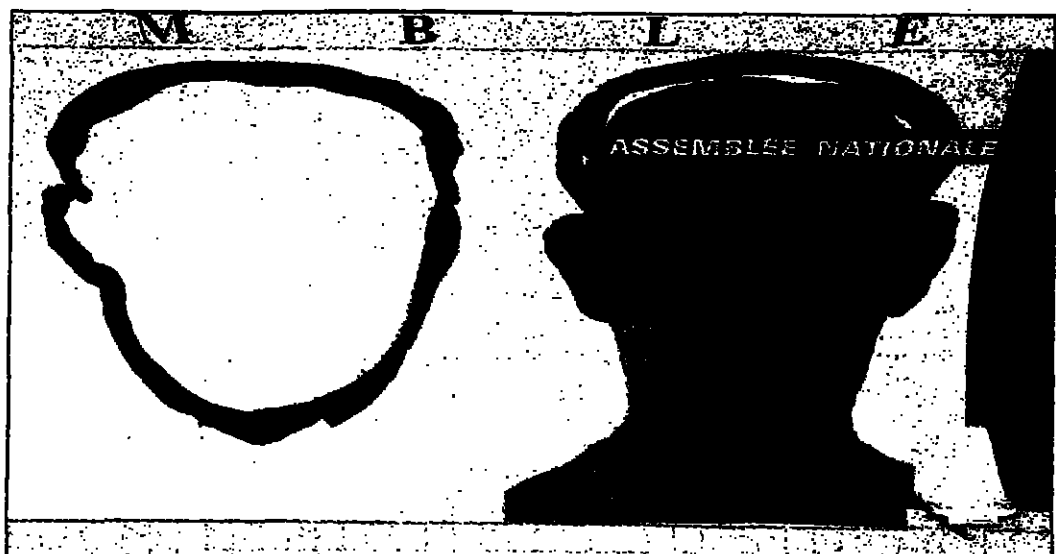
Randonnées EXPÉDITIONS
VOYAGES...
VERS LES GRANDS ESPACES
SAHARA - AFRIQUE - MÉDITERRANÉE - YEMEN etc...
NOMADE
Aventure
Doc. gratuits : 55 av. de la Gare 75017 Paris 13 42.45.45

LES CONTES POPULAIRES DE L'EGYPTE ANCIENNE
TRADUITS ET COMMENTÉS PAR G. MASPERO
Un volume 12x17, 306 pages, 120 F.
Maisonneuve & Larose

GASTRONOMIE

Nos poissons adorent se faire prendre dans un filet de citron.
Dégustation de fruits de mer, langoustes et poissons jusqu'à 3 h du matin.
LA CHAMPAGNE
La grande brasserie de la mer.
Vivier de huîtres et de langoustes.
10, place du Châtelet Paris 2^e
Réservation : (01) 40 74 44 70 - Fax : (01) 42 80 62 10
CHEZ HANSI
L'Alcove de Hansi dans un décor unique.
3, place du 10-Juin-1940 Paris 6^e
Angle Montparnasse Rue de Rennes
Réservation : (01) 45 40 98 42 - Fax : (01) 45 44 55 48

Le métro entre en politique



AUTANT le dire d'emblée, c'est une réussite, une belle réussite : la station de métro Assemblée-Nationale, livrée au peintre Jean-Charles Blais, ne ressemble à aucune autre, et surtout pas à une station de métro confiée à un artiste. Elle est unique, intrigante, convaincante. Elle soutient son titre et honore ses commanditaires. Elle le fait avec des moyens techniques simples, modestes, du papier, des affiches. Sur une séquence de couleurs vives, du rouge, du bleu, du jaune, du blanc ou du vert, se découpent en ombres chinoises de grandes figures noires, opaques, vivantes pourtant, à l'écoute : les têtes n'ont pas de visage, elles évoquent les représentants du peuple, la gauche, la droite et le centre, vous et moi, les sages et les simples.

L'image est claire, forte, le message aussi laconique que limpide : « Partout où ses membres sont rassemblés, là est l'Assemblée nationale. » La phrase court tout au long, en exergue. On peut ne pas la lire ; le libre-arbitre du citoyen-voyageur est respecté, il peut feindre d'ignorer le décor. Mais quand la rame entre en gare, même un oeil fatigué devine qu'il se passe quelque chose, discerne un changement d'échelle, ressent comme un volume plus vaste, plus libre.

Mise en couleurs, mise en espace et radicalement transformée, l'Assemblée-Nationale, sur la ligne Porte-de-la-Chapelle-Mairie-d'Issy, demeure pourtant ce qu'elle n'a cessé d'être, une station de métro. Les éléments utilitaires du décor, panneaux d'affichage, corbeilles à papier, sièges de série d'un jaune franc, prennent la pose avec beaucoup de naturel et jouent leur rôle en surimpression, comme un collage pop art. Nulle lassitude ne saisira l'habitué de la ligne : le décor change tous les mois. Pour dix ans.

« L'idée du papier est venue très tôt », raconte Jean-Charles Blais. Très vite aussi, l'idée de la mobilité et du renouvellement. Et les couleurs, elles ressemblent aux grands a-plais rouges, bleus que les affichistes collent quand l'emplacement n'est pas loué. Quand je prends le métro, la chose qui m'amuse le plus, personnellement, c'est de voir les affiches qui ont changé, entre deux voyages, entre deux séjours à Paris. Une façon comme une autre de mesurer le temps qui passe. »

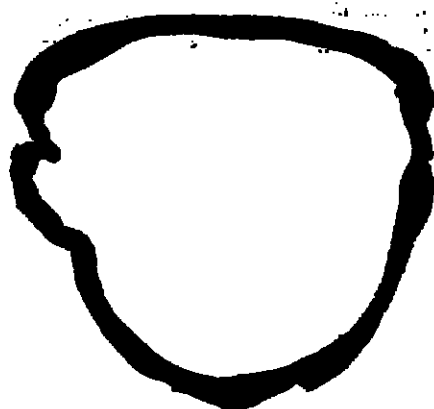
Affiches, enseignes, signes, écritures, le graphisme de la ville joue un grand rôle dans le travail de ce jeune homme pâle qui parle net. Né à Nantes en 1956 (il y a vécu une semaine seulement mais une de ses grand-mères habitait la Cité radieuse de Le Corbusier à Rezé), après des études à l'école d'art de Rennes qui ne lui ont rien apporté, sinon l'occasion de rencontrer quelques-uns de ses semblables, il est devenu l'un des peintres cotés de sa génération. Premier artiste exposé en

1987 dans la galerie temporaire du Musée d'art moderne au Centre Pompidou, il s'est fait connaître, depuis dix ans, dans les galeries, en Allemagne, à New-York et à Paris chez Yvon Lambert, en peignant de grandes figures libres, fragments de silhouettes, hommes, arbres, ciels, sur le dos d'affiches arrachées aux murs de la ville, là où l'abandon la guette, immeubles à démolir, boutiques condamnées, là où l'information, la publicité, les annonces s'accroissent sans que nul y prenne vraiment garde. « Je travaillais sur des matériaux de récupération, des cartons d'emballage, des toiles d'ameublement vieilles, des panneaux de bois. J'étais devenu une exposition de groupe à moi tout seul. En privilégiant les affiches, qui avaient toutes les qualités des autres matériaux, tout le vocabulaire éclaté s'est réuni, j'ai repris le fil perdu. »

« Ma peinture est sans intention », avait répondu l'artiste à une interview en 1984. Sans intention, peut-être, mais pas sans effet. De ces corps plongés, qui chutent et se perdent sous la surface, de ces pieds qui arpentent, nus, les routes de la vie, de ces hommes saisis près d'un rameau, timide printemps, tandis que fume au loin la cheminée d'usine qui rend leur pas plus lourd, émane une inquiétude lancinante, une sorte de désespoir tendre, sans phrases.

Hieratiques et attentives, proches et lointaines, les têtes du métro Assemblée-Nationale, regardées à l'aune de l'œuvre spontanée, font figure de « héros positifs ». Elles étaient « dans l'actualité de mon travail du moment », explique Blais, qui raconte avoir été « très peu emballé, méfiant, pour tout dire », devant ce concours sur invitation, lui qui n'avait jamais auparavant pratiqué la commande publique, ni le grand décor monumental. « D'autant que la chose était formulée d'une

Il s'agissait de choisir « un projet visant à célébrer l'Assemblée nationale comme palais de la démocratie et à souligner la portée universelle ainsi que la modernité des grandes lois fondatrices de la tradition républicaine ». Rencontre avec le peintre Jean-Charles Blais, auteur de la mise en images de la station Assemblée-Nationale.



façon encore très académique », ajoute-t-il. Style Journal officiel en effet : « Un projet visant à célébrer l'Assemblée nationale comme palais de la démocratie et à souligner la portée universelle ainsi que la modernité des grandes lois fondatrices de la tradition républicaine. » Fin de citation.

« Le monde politique va à la rencontre du monde tout court, le métro est l'endroit pour cela », dit de manière plus directe et moins solennelle Monique Veaute, qui, au cabinet de Laurent Fabius, coordonne la politique culturelle, que le président

de l'Assemblée nationale propose et fait approuver par le bureau (vingt-deux membres représentant toutes les composantes parlementaires). Lancée il y a deux ans, elle est à l'origine de plusieurs initiatives : exposition itinérante sur l'histoire de l'institution et le travail des députés (actuellement à Poitiers) ; commande, sur concours, d'un monument à l'Américain Walter de Maria, monument installé en décembre dernier dans la cour du Palais-Bourbon ; achat d'œuvres d'art contemporain qui orneront les murs des salles des commissions. « On se

souvient que les plafonds de la bibliothèque ont été peints par Delacroix, mais la dernière commande publique remonte à 1902 », rappelle Monique Veaute. L'affaire du métro est dans cette ligne. Première étape, rebaptiser la station qui, entre Concorde et Solferino, dessert l'institution, et mettre fin à un hiatus qui aura duré quarante-trois ans : en 1946 en effet, les députés avaient repris l'appellation révolutionnaire d'Assemblée-Nationale ; la RATP, elle, gardait Chambre-des-Députés. En juin 1989, à l'occasion du Bicentenaire, l'Histoire et le métropolitain réajustent leur vocabulaire. En octobre, on lance un concours, et les frais d'aménagement (3,5 millions de francs tout compris) seront partagés entre les deux maîtres d'ouvrage, les deux « mécènes ».

Sont conviés Gilles Aillaud et Bernard Michel, Hervé Di Rosa, Jean Le Gac, Mara Goldberg, Aki Kuroda, Thomas Locher, Nathalie d'Ornano. De l'abstrait au figuratif en passant par la BD. Au jury, outre les officiels directement concernés, siègent le peintre Henri Cueco et l'architecte Jean Nouvel, qui dira aux fonctionnaires inquiets d'avoir à affronter, sur le papier du projet lauréat, l'arrivée du tagage : « Mais vous pouvez coller des rustines ». Ce qu'ils feront d'ailleurs, comme on le fait couramment sur les affiches, quand l'occasion se présentera : plus rarement qu'on ne le redoutait, après quatre mois d'installation, constate, soulagée, la RATP.

« Pour eux, une œuvre d'art réparée, ce n'était plus une œuvre d'art », soupire Blais, qui garde un souvenir amusé mais un regard critique sur le parcours du combattant qu'a eu à subir le projet lauréat. « Officiellement, la RATP n'a pas d'avis esthétique. En fait, ils avaient gardé un deuxième projet, au cas où, et ils ont monté une machine de guerre technico-financière qui était, je pense, une réponse pure et simple à un désagrément esthétique. Le fait qu'un artiste arrive et dise : voilà, je vous fais un truc en papier et on va changer tous les mois, ça les a déconcertés. L'art, ça ne peut être qu'en bronze ou en marbre. Pas en bouts de papier. »

C'est justement l'originalité du projet, sa force, d'utiliser les techniques propres au métro, de les détourner très simplement. « Je voulais à tout prix éviter les fresques, les carrelages vernissés, calés une fois pour toutes comme statue équestre. Je voulais bien réfléchir à ce projet à condition de ne pas m'écarter de ma recherche, de ne pas renoncer à mes fantasmes, mes manies. Ainsi l'idée du papier, du renouvellement, est-elle arrivée très tôt. Je ne voulais pas faire une station-musée, Louvre ou Varenne, mais conserver les éléments de vocabulaire qui existent dans toutes les stations. »

« Finalement, ces deux lignes de conduite se sont très bien rejointes : mes réticences à

l'égard du concours m'ont donné, en fait, une grande liberté d'esprit et je me suis laissé entraîner dans le projet. Je n'avais plus l'impression de réaliser une commande, tout s'est opéré de façon beaucoup plus gracieuse. Une amie architecte, Laurence Bourgeois, m'a aidé à aborder la question de l'espace, de l'éclairage, les problèmes d'échelle. »

Les affiches, sur 3 mètres de haut, couvrent toute la longueur de la station et la phrase d'accroche court sur 45 mètres. « Pour la lumière, nous avons conservé les luminaires qui sont utilisés pendant le chantier, en redessinant les capots métalliques. »

C'est une entreprise ordinaire qui assure le renouvellement, tous les 15 jours, du décor, selon un plan établi sur dix années par l'auteur. Programmé, dessiné, planifié par l'artiste, qui a fait ses « cartons » jusqu'à l'an 2000. Du rouge pendant la session budgétaire, du noir et blanc, beaucoup de blanc, en janvier dernier, pendant l'intersession. On entre aujourd'hui dans une harmonie en bleu et blanc, et on sait déjà que juillet 1991 sera tricolore.

Mais comment sera juillet 1997 ou mars 1999 ? Surprise.

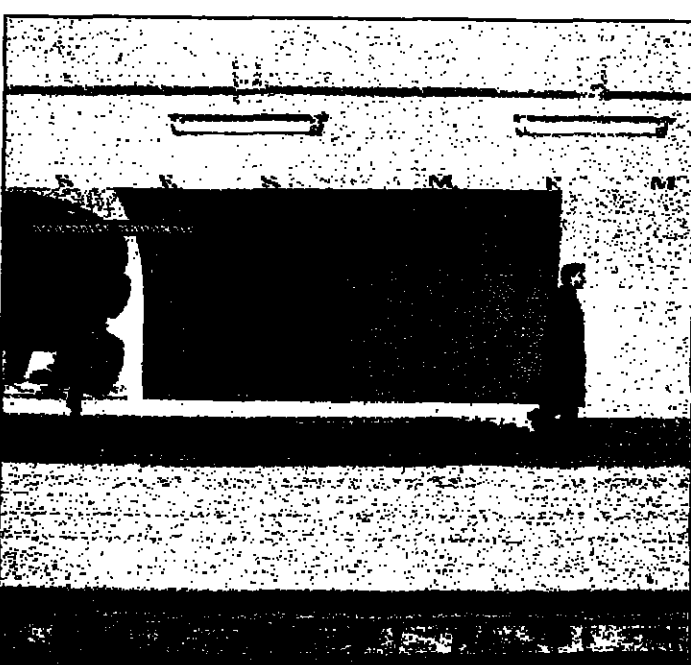
Six figures – « Je les voulais légèrement différentes, pour créer une hésitation » : cinq couleurs – « J'ai pensé au modernisme, entre Calder et Le Corbusier, un esprit moderne qui regagnerait la rue et deviendrait praticable par tout un chacun » ; une combinatoire des couleurs et des figures qui crée, sur dix années et sur douze mois par an, une mobilité de la perception, une attente du voyageur, un clin d'oeil qui intrigue mais ne dérange pas.

Par contraste, la station voisine, Concorde, elle aussi confiée à un artiste, semble surchargée de signes. Un grand texte, pratiquement indéchiffrable, sans ponctuation (elle est rassemblée en bas de « page »), sans séparation entre les mots, est imprimé sur les carreaux qui couvrent entièrement la paroi, laissant aux affiches publicitaires leur espace réglementaire. L'ensemble est confus, encombré, illisible en somme.

Tout le contraire de notre Assemblée nationale, où la place de l'imaginaire est sauve, où le travail de l'artiste force, semblait-il, le respect de ses apprentis confrères, les taggeurs (« Il y en a de bons, dit Blais, mais les mauvais bombent autant, sinon plus, que les bons »).

La page blanche peut aussi inciter le passant à s'exprimer. Slogans polémiques pendant la guerre du Golfe, gommés jour après jour, ou bien parfois, une phrase écrite à la main, d'une petite écriture. « Ce petit bonhomme écrivant sur l'immense page blanche une petite protestation », se souvient Jean-Charles Blais, « ça faisait penser à un dessin de Sempé. »

Michèle Champenois



M. Mermaz à feu doux

Jusqu'ici épargné par les humeurs paysannes, le ministre de l'Agriculture, M. Louis Mermaz, a eu droit jeudi 14 mars à son baptême du feu. L'hôtel de ville de Vienne (Isère), dont il est le maire, a été occupé par des agriculteurs en colère protestant contre la politique des quotas laitiers, avec la participation pacifique de quelques vaches. Au même moment, à Paris, le ministre, venu présenter son plan de cessation d'activité à la Fédération nationale des producteurs de lait, était accueilli par un concert de sifflets. Il est vrai que M. Mermaz avait provoqué son auditoire en déclarant d'emblée : « Je me garderai bien de vous faire quelque promesse que ce soit ».

Au moment où la Commission de Bruxelles, dans un souci d'économies budgétaires, propose une réduction de 2 % des quotas laitiers, le France poursuit un double objectif : permettre une sortie honorable aux 10 400 producteurs européens de tout soutien européen, poursuivre l'installation des jeunes tout en favorisant l'augmentation des quotas des autres producteurs, par une attribution souple et équilibrée des quantités « libérées ».

Le plan en sept points présenté aux professionnels prévoit ainsi que les producteurs renoncant à leur activité récupéreront des primes au départ, dont le montant sera déterminé sur tout le territoire et dont le financement pourrait notamment être assuré par une participation des producteurs bénéficiaires de la réattribution des quotas. Les plus des dotations des collectivités territoriales et d'une cotisation interprofessionnelle. Et de l'Isère, M. Mermaz a ajouté que son ministère avait une attention particulière pour les producteurs de montagne, rappelant que la Commission se préoccupait, elle, du sort des producteurs de plaine.

Sept ans après l'instauration dans l'urgence de la politique des quotas laitiers, le marché a sans conteste été assaini, même si les prix sont de nouveau en baisse depuis six mois. A force de pénalités et de départs forcés, la production française de lait a été contenue, l'excédent touchant seulement la matière grasse. Il reste que le plan Mermaz risque le moyen terme d'accroître les disparités régionales, selon que les conseils auront ou non dégauché des fonds pour racheter les « quotas morts ». L'habileté du ministre a consisté dans cette affaire à proposer, pour l'essentiel, ce que la profession avait souhaité et formulé dès l'automne. L'annonce a eu pour effet de calmer le jeu. Mais le petit monde du lait continuait de bouillonner à feu doux, en attendant la mise en œuvre du discours ministériel.

ERIC FOTTON

PÉTROLE

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)	14 mars	Variation
WTI (West Texas Intermediate) à New-York	28,23	- 0,22
Brent à Londres et Tonnemont	19,50	- 0,26

Les cours du pétrole brut se sont de nouveau inscrits en baisse dans la matinée du 15 mars, le marché enregistrant une correction technique après le raffermissement provoqué par l'accord de l'OPEP à Genève sur une faible réduction de l'offre au deuxième trimestre.

BILLET

M. Mermaz
à feu doux

Jusqu'ici épargné par les humeurs paysannes, le ministre de l'Agriculture, M. Louis Mermaz, a eu droit jeudi 14 mars à son baptême du feu. L'hôtel de ville de Vienne (Isère), dont il est le maire, a été occupé par des agriculteurs en colère protestant contre la politique des quotas laitiers, avec la participation pacifique de quelques vaches. Au même moment, à Paris, le ministre, venu présenter son plan de cessation d'activité à la Fédération nationale des producteurs de lait, était accueilli par un concert de sifflets. Il est vrai que M. Mermaz avait provoqué son auditoire en déclarant d'emblée : « Je me garderai bien de vous faire quelque promesse que ce soit »...

Au moment où la Commission de Bruxelles, dans un souci d'économies budgétaires, propose une réduction de 2 % des quotas laitiers, la France poursuit un double objectif : permettre une sortie honorable aux 10 400 producteurs exclus de tout soutien européen ; poursuivre l'installation des jeunes tout en favorisant l'augmentation des quotas des autres producteurs, par une attribution souple et équitable des quantités « libérées ».

Le plan en sept points présenté aux professionnels prévoit ainsi que les producteurs renonçant à leur activité recevront des primes de départ, dont le montant sera identique sur tout le territoire et dont le financement pourrait notamment être assuré par une participation des producteurs bénéficiaires de la redistribution des quotas (en plus des dotations des collectivités territoriales et d'une cotisation interprofessionnelle). Elu de l'Isère, M. Mermaz a ajouté que son ministère aurait une attention particulière pour les producteurs de montagne, rappelant que la Communauté se préoccupait, elle, du sort des producteurs de plaines...

Sept ans après l'instauration dans l'urgence de la politique des quotas laitiers, le marché a sans conteste été assaini, même si les prix sont de nouveau en baisse depuis six mois. A force de pénalités et de départs forcés, la production française de lait a été contenue, l'excédent touchant seulement la matière grasse. Il reste que le plan Mermaz risque à moyen terme d'accroître les disparités régionales, selon que les conseils auront ou non dérogé des fonds pour racheter les « quotas morts ». L'habileté du ministre a consisté dans cette affaire à proposer, pour l'essentiel, ce que la profession avait souhaité et formulé dès l'autisme. L'annonce a eu pour effet de calmer le jeu. Mais le petit monde du lait continue de bouillonner à feu doux, en attendant la mise en œuvre du discours ministériel.

ERIC FOTTORINO

PÉTROLE ↓

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)	Variation par rapport à la veille
WTI (West Texas Intermediate) à New-York à la clôture	20,23 - 0,22
Brent à Londres à l'ouverture	19,50 - 0,20

Les cours du pétrole brut se sont de nouveau inscrits en baisse dans la matinée du 15 mars, le marché enregistrant une correction technique après le raffermissement provoqué par l'accord de l'OPEP à Genève sur une faible réduction de l'offre au deuxième trimestre.

Un entretien avec le ministre polonais
des privatisations

« Notre réussite est vitale pour l'avenir des réformes vers le marché »
nous déclare M. Janusz Lewandowski

Libéral convaincu, M. Janusz Lewandowski, jeune économiste de Gdansk, représente la nouvelle génération d'acteurs économiques qui organise le passage des pays d'Europe de l'Est à l'économie de marché. Depuis janvier dernier, il est « ministre de la transformation de la propriété », c'est-à-dire chargé du dossier des privatisations au gouvernement polonais, jusqu'ici le plus audacieux en matière de réformes économiques. De passage à Paris, il a répondu aux questions du Monde.

« Vous vous trouvez à Paris au moment où vos experts y négocient la réduction de la dette extérieure polonaise. On dit que vos créanciers occidentaux seraient prêts à vous consentir une réduction supérieure à 50 %. C'est-ce qu'il est exact ? »

« C'est une question de la plus haute importance pour nous, et nous négocions réellement sur la base d'une réduction de 80 % du montant de la dette. C'est notre position. Elle tient compte de certains facteurs de l'environnement extérieur, comme les conséquences de la guerre du Golfe et l'effondrement du COMECON, qui font que la réduction de la dette nous est de plus en plus nécessaire. Nous savons aussi que nos créanciers occidentaux ne sont pas unanimes sur notre revendication ».

« A quel titre la Pologne aurait-elle droit à un traitement de faveur, par rapport aux autres pays qui, comme la Hongrie, ont fait de gros efforts pour rembourser une partie de leur dette ? »

« Cela pourrait constituer une sorte d'encouragement pour toute la région des pays post-communistes. Je sais que certains ont des sentiments mitigés à ce sujet, que les Hongrois ne se sentent pas très à l'aise à l'égard de la Pologne. Mais cette réduction, nous la méritons ; nous avons payé, nous avons remboursé en intérêts davantage que le montant initial de la dette. Mais surtout, nous sommes engagés à poursuivre les réformes, nous sommes allés plus loin que nos voisins et nous sommes prêts à payer pour cela ».

Les pays du Club de Paris acceptent
de réduire de 50 % la dette de Varsovie

Les pays créanciers du Club de Paris sont prêts à réduire de 50 % la dette de la Pologne, selon un communiqué du ministère de l'Économie publié vendredi 15 mars, au lendemain d'une rencontre avec une délégation polonaise conduite par M. Janusz Sawicki, vice-ministre des finances. Ils se sont déclarés « prêts à conclure un accord de restructuration de dettes, immédiatement après l'approbation d'un accord de facilité élargie entre la Pologne et le Fonds monétaire international ». Conscients de la « situation exceptionnelle » de la Pologne, les pays créanciers, précise le communiqué, « se sont déclarés prêts à réduire de 50 % en

La réduction de la dette polonaise pourrait avoir valeur d'exemple, de même que le succès de la réforme polonaise pourrait encourager les autres : Klaus ne voudrait-il pas être meilleur que Balcerowicz (1) ? Notre réussite est vitale pour l'avenir des réformes vers le marché ».

« Ajoutons que nous sommes un grand pays, le plus grand de cette partie de l'Europe, et que nous ne considérons pas la dette comme notre fardeau, mais comme celui du pouvoir communiste ».

« Attendez-vous davantage de ressources de la réduction de la dette ou des privatisations ? »

« De la réduction de la dette. Plus on privatise rapidement, moins on gagne d'argent. Nous préparons des « debt equity swaps » (conversion de dettes en prise de participation dans l'économie). Nous étudions les exemples du Mexique, du Brésil et de l'Argentine ; nous envoyons des gens là-bas pour s'informer ».

L'argent
de la nomenklatura

« N'est-ce pas contradictoire d'offrir des entreprises à vendre au public à un moment où son niveau de vie est en baisse ? »

« Il y a, bien sûr, une contradiction. Nous prévoyons d'ailleurs une création de monnaie artificielle, par l'intermédiaire de bons du Trésor, pour permettre l'accès du public à ces privatisations. Cela fait partie des promesses de la campagne électorale présidentielle... D'autre part, nous menons actuellement une grande offensive pour attirer le capital étranger, nous modifions notre législation et prenons même des mesures audacieuses ».

« L'une au moins des cinq grandes entreprises nationales que vous venez de privatiser, Krowo, n'est en train de faire faillite. Cela n'est-ce pas bon signe ? »

« C'est un avertissement important pour nous. Cela montre que nous devons contrôler les salaires dans le secteur public. Mais les quatre autres entreprises sont en assez bon état ».

« Avez-vous fait des erreurs, dans ces premières privatisations ? »

« Au début, nous avons peut-être

trop privilégié le système britannique, nous avons créé plus de cent mille actionnaires d'un coup. C'est un système trop sophistiqué. Il faut aussi envoyer un message très clair aux investisseurs institutionnels ; nous les avons invités trop tard. Notre opération était trop calquée sur le modèle occidental de publicité, pas assez adaptée aux Polonais. Enfin, nous ne disposions pas d'un système bancaire suffisamment développé. Nous devrions rechercher un actionnariat plus actif, un noyau dur, des investisseurs stratégiques. L'exemple français est intéressant. Il y a encore beaucoup à apprendre sur le système de privatisation ».

« La participation de l'ex-nomenklatura communiste dans le secteur privé vous gêne-t-elle ? »

« C'est un problème, et ce le sera de plus en plus, car la chasse aux nomenklaturistes va être un slogan électoral (2). Mais il faut être pragmatique : la nomenklatura a beaucoup d'argent. Soit on repousse cet argent dans l'économie de l'ombre, soit on décide de profiter de cet argent et de l'utiliser dans des conditions transparentes. Mon attitude est pragmatique. Mais je dois aussi faire accepter cette attitude politiquement. Regardez les organisations du commerce extérieur : c'est une branche prometteuse de notre économie. Or ces organisations sont connues pour avoir des managers de l'ancienne nomenklatura. Ils ont de l'expérience, ils connaissent bien l'étranger, et c'est important ».

« Dites-vous cela aussi franchement à la presse polonaise ? »

« Je l'essaie ».

« Votre gouvernement et le président Walesa se heurtent actuellement à un certain tensionnement de la situation, entre la période électorale. N'est-ce pas une nouvelle épreuve pour M. Balcerowicz ? »

« Sa popularité décline depuis l'autisme, nous en sommes conscients. Nous entrons effectivement dans une période critique de plusieurs mois. Mais la philosophie de Leszek Balcerowicz est de ne pas faire de politique de partis au sein du gouvernement. Nous voulons poursuivre plus rapidement les changements institutionnels ».

Propos recueillis par SYLVIE KAUFFMANN et FRANÇOISE LAZARE

(1) M. Václav Klaus est le ministre des finances tchécoslovaque, M. Leszek Balcerowicz vice-premier ministre polonais.
(2) Des élections législatives sont prévues à l'automne.

Le marché automobile
aux enchères entre Fiat
et General Motors

General Motors va-t-il se substituer à Fiat pour produire des automobiles en Pologne ? Le constructeur local FSO y assemble des voitures sous licence Fiat depuis vingt ans. Une négociation a été ouverte pour la modernisation de cette usine, ainsi que celle de l'autre fabriquant FSM. Fiat a emporté le contrat pour FSM, qui assemblera 200 000 petits véhicules à partir de 1991. Mais pour FSO la décision n'est pas prise. Fiat était en concurrence avec le Japonais Daihatsu, qui a finalement été éliminé.

M. Andrzej Zawislak, ministre de l'Industrie à Varsovie, a décidé que FSO serait finalement privatisée, de sorte que le dossier est réexaminé. Il a indiqué au conseil des ouvriers de l'usine de Varsovie de FSO que les meilleures conditions étaient offertes par General Motors. GM a indiqué que les négociations n'en étaient qu'aux « préliminaires ». Le groupe américain, qui va installer une usine en Allemagne orientale et en Hongrie, reste prudent sur l'avenir des ventes de voitures en Europe de l'Est.

Les syndicats contestent la réforme de la convention collective

Une opération « banques mortes »
est prévue le 19 avril

Les syndicats CFTD, FO, CGT, SNB-CGC et CFTC du secteur bancaire ont lancé jeudi 14 mars un appel à une demi-journée de grève, vendredi 19 avril. Ils s'opposent à la politique salariale et à la réforme de la convention collective.

Après cinq mois de discussions tumultueuses, toutes les conditions d'une épreuve de force dans le secteur bancaire paraissent réunies. Comme prévu, la volonté de l'Association française des banques (AFB) — qui regroupe 250 000 salariés à l'exclusion du personnel du Crédit agricole et des établissements coopératifs et mutualistes — de modifier en profondeur la convention collective, dont la dernière actualisation date de 1952, s'est heurtée à une franche hostilité des syndicats. Stigmatisant « un recul social sans précédent », les fédérations CFTD, FO, CGT, SNB-CGC et CFTC ont mis leurs divergences en sourdine. Elles organiseront le 19 avril une demi-journée de grève.

L'AFB étant déterminée à dénoncer la convention collective en cas d'échec des discussions, la négociation est soumise à des échéances précises (1), qui, à mesure qu'elles se rapprochent, font monter la tension. Au terme des neuf réunions préparatoires qui se sont enchaînées depuis octobre dernier, le patronat présentera mi-avril une synthèse globale de ses propositions, qui concernent pratiquement tous les domaines. Au plan salarial, les employeurs suggèrent que la profession ne fixe plus, comme c'est le cas aujourd'hui, les rémunérations réelles, mais se contente de fixer des minima qui, au passage, seraient réduits. Les établissements bancaires, dont les résultats paraissent s'être dégradés en 1990, disposeraient alors d'une plus grande marge de manœuvre.

Huit coefficients
hiérarchiques

La profession envisage aussi de revenir de quatorze et demi à treize mensualités par an sans préjudice sur le niveau de rémunération et de ramener de dix-huit à huit le nombre des coefficients hiérarchiques. De plus, une partie de la prime d'ancienneté (1 % par an dans la limite de trente-quatre années) serait affectée aux régimes de retraite des banques, dont l'équilibre à moyen terme est gravement compromis. Enfin, l'AFB réclame la possibilité d'ouvrir les guichets six jours sur sept, en créant des équipes travaillant en relais ou en

roulement, d'exclure plusieurs catégories (personnel de service, personnel médical, enseignants) de la convention collective, d'instaurer une clause de non-concurrence à l'issue du contrat de travail et d'assouplir les modalités de licenciement.

Unanimes, les syndicats dénoncent le « chantage » de l'AFB et exigent « une réelle négociation ». Survenant à un moment particulièrement mal choisi, le refus des banques, annoncé le 22 février, de réviser dans les salaires la valeur du point en 1991 a encore renforcé leur mécontentement.

Cependant, toutes les chances de parvenir à un compromis ne sont pas encore perdues. Plusieurs éléments pourraient en effet inciter certains protagonistes à modérer leur position. Dans les milieux patronaux, on reconnaît que dénoncer la convention collective permettrait de « redonner du souffle à la négociation », mais, dans quelques établissements, on commence aussi à se demander si la meilleure stratégie passe obligatoirement par une confrontation directe avec les syndicats. D'autre part, les pouvoirs publics, qui exercent par l'intermédiaire des banques nationales une tutelle directe sur plus de la moitié du personnel, préféreraient que la convention collective ne soit dénoncée que lorsque les conditions d'un accord seront réunies.

Quant aux syndicats, leur unité d'action retrouvée ne masque pas la persistance des divergences. La CFTD et le SNB-CGC admettent, sous certaines conditions, la nécessité de réviser les textes conventionnels, alors que la CGT et FO sont extrêmement réticents. En outre, rien ne dit que le degré de mobilisation des salariés sera à la hauteur des espérances syndicales, même si la date retenue pour la demi-journée de grève est un vendredi après-midi...

Dans ces conditions, le projet en bonne et due forme que l'AFB remettra mi-avril aux syndicats pourrait comporter des propositions qui, sans sacrifier l'essentiel, seraient atténuées par rapport aux positions initiales. De même, la prochaine réunion salariale — prévue mi-mai — peut permettre à l'AFB de faire un geste en décidant, par exemple, une mesure uniforme susceptible de calmer le jeu. En attendant, le climat social risque de rester quelque temps orageux dans les banques.

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) Si l'AFB dénonçait la convention collective, cette mesure ne pourrait être effective qu'au 1^{er} octobre. Les partenaires sociaux auraient alors quinze mois pour s'entendre. A défaut, le droit commun s'appliquerait.

EN VENTE CHEZ TOUS LES
MARCHANDS DE JOURNAUX

A LIRE D'URGENCE PAR TOUS
LES MEDECINS, ARTISANS,
COMMERCANTS, ARTISTES,
DIRECTEURS DE PME ET PMI
POUR TERRASSER LEUR
CONTROLEUR FISCAL

Je désire recevoir 1 exemplaire de "Contrôle fiscal, Défendez-vous", au prix de 100 F et vous envoie ci-joint un chèque de 100 F, (port compris) à l'ordre de SCG au 9 rue d'Aboukir - 75002 PARIS. Fax : 40 26 08 99
NOM :
ADRESSE :

ÉCONOMIE

TRANSPORTS

Réunis à Paris

Quinze pays européens renforcent les contrôles de sécurité sur les navires faisant escale dans leurs ports

Réunis à Paris les 13 et 14 mars, les ministres, ou leurs représentants, chargés des affaires maritimes de quinze pays européens ont décidé de renforcer les contrôles techniques et sociaux sur les navires de commerce qui font escale dans leurs ports. Il s'agit des quatorze États signataires, depuis 1982, du mémorandum de Paris (les onze États maritimes de la CEE plus la Suède, la Finlande et la Norvège) auxquels vient de se joindre l'URSS; les ministres de Pologne et du Maroc étaient présents comme observateurs, laissant augurer une adhésion prochaine.

Outre les avaries ou les accidents courants, plusieurs graves événements de mer ont défrayé la chronique ces dernières années, comme les naufrages des cargos *Herald of Free Enterprise* ou *Scandinavian Star*, provoquant la mort de plusieurs centaines de personnes ou bien l'accident de l'*Exxon Valdez*, à l'origine d'une marée noire catastrophique.

C'est parce que les autorités des pays qui accordent leur pavillon trop facilement à toutes sortes de navires (Panama, Bermudes, Chypre, Honduras) ne procèdent pas

toujours aux vérifications minimales que les États européens, dont les ports sont très fréquentés, ont décidé il y a huit ans d'engager des contrôles systématiques. En 1989, selon les statistiques rassemblées au centre administratif de Saint-Malo, les inspecteurs de quatorze pays ont réalisé 12 430 contrôles sur 9 160 navires appartenant à 113 pays.

Le quart des déficiences constatées concernent les engins de sauvetage et 18 % les dispositifs de lutte contre l'incendie. Les commandants de 345 navires ont été contraints de rester à quai, le temps d'effectuer les réparations indispensables.

Éliminer les « navires poubelles »

Les ministres ont pris des engagements pour renforcer les contrôles techniques de sécurité, multiplier les visites pour prévenir les risques de pollution par hydrocarbures ou autres substances toxiques et pour vérifier les niveaux de qualification professionnelle des équipages, ainsi que les normes sociales. « Il faut résolument éliminer de la navigation au large des rivages européens les navires poubelles, inférieurs aux normes, armés par des équipages insuffisamment qualifiés, au service d'armateurs peu scrupuleux », a déclaré

M. Jacques Mellick, ministre de la mer, qui compte sur l'Organisation maritime internationale - ONU de la mer - et sur l'Organisation internationale du travail pour faciliter une approche multilatérale des problèmes.

« Aiguilleurs de la mer »

« Nous voulons que les armateurs qui déshonorent notre profession se voient appliquer par les États des sanctions exemplaires », a indiqué pour sa part M. Francis Vallat, président d'une société de transport de produits pétroliers, au nom des armateurs français.

La France a enfin relancé l'idée de créer, depuis l'Espagne jusqu'à la mer Baltique, un réseau d'« aiguilleurs de la mer », à l'image du contrôle aérien, auprès desquels les commandants de navire seraient obligés de signaler leur présence, leurs cargaisons et leur destination lorsqu'ils arrivent dans des zones dangereuses ou très fréquentées. Mais, jusqu'à maintenant, le principe de la liberté sur mer, que défendent avec acharnement les pays anglo-saxons, et notamment le Royaume-Uni, n'a pas permis d'aboutir officiellement à un accord international.

FRANÇOIS GROSCHARD

Fragilisés par la chute du groupe suisse Omni

Le voyageur britannique ILG et sa filiale Air Europe sont menacés de liquidation

International Leisure Group (ILG), deuxième tour-opérateur britannique, et sa compagnie aérienne, Air Europa, devraient être mis prochainement en liquidation. Victimes de la guerre du Golfe, de la récession et d'erreurs de gestion de leurs actionnaires, ILG et Air Europe sont placés sous administration judiciaire depuis le 8 mars.

LONDRES
correspondance

La course contre la montre engagée par le cabinet KPMG Peat Marwick McLintock, désigné par la Haute Cour de Londres pour vendre les différentes sociétés du groupe ILG, apparaît mal engagée. La décision du syndicat des tour-opérateurs britanniques de faire jouer le système d'indemnisation a découragé les repreneurs potentiels, entraînant la faillite du réseau d'agences de voyage.

L'octroi par l'Autorité britannique de l'aviation civile (CAA) de

l'exploitation temporaire d'une dizaine de destinations européennes d'Air Europe à son grand rival Dan Air réduit fortement les chances de trouver un acquéreur pour la deuxième compagnie aérienne britannique après British Airways. Le CAA a décidé de reporter au 19 mars la date limite avant la suspension de la licence d'Air Europe, une mesure qui réduirait substantiellement la valeur du transporteur. Enfin, les actionnaires majoritaires des compagnies continentales (Italie, Allemagne, Espagne et Scandinavie...) dans lesquelles le groupe possédait des participations minoritaires ont engagé la procédure de rachat de leurs titres détenus par l'ILG.

Un formidable endettement

La liquidation probable de l'ILG est d'abord le résultat d'un formidable endettement : plus de 300 millions de livres (3 milliards de francs), à en croire la compagnie, entre 500 millions et 1 milliard de livres, selon les analyses du sec-

teur. La tête tournée par le succès des voyages organisés, le fondateur de l'ILG, Harry Goodman, s'est laissé griser par la course effrénée au gigantisme. En 1987, il lance Air Europe, alors compagnie charter très lucrative, dans les vols réguliers un peu partout en Europe.

A cet effet, ce self-made-man, originaire de l'East End londonien et surnommé « Harry le flamboyant », avait (re)privatisé sa société, cotée en bourse depuis 1981. A cette occasion, il avait été contraint de rechercher de puissants actionnaires extérieurs, comme Verner Rey, ce financier suisse dont la compagnie Omni Holdings possède 49 % des parts d'ILG. Omni Holdings est aujourd'hui placée sous la protection des tribunaux contre ses créanciers, et son patron est l'objet d'une instruction pénale à Zurich.

Montages risqués

« Goodman s'est pris pour un brillant homme d'affaires, capable de vendre du pétrole à l'OPEP. Il a oublié qu'un succès commercial à long terme se bâtit sur une solide organisation, notamment financière, et pas sur le charisme ou la personnalité d'un seul », explique M. John Kay, professeur d'économie à la London Business School.

Depuis 1988, en Grande-Bretagne, une vingtaine de petites compagnies charters indépendantes ont été contraintes de mettre la clé sous le paillasson. Comme Air Europe, ces transporteurs ont succombé davantage au surendettement et aux montages financiers risqués qu'à la chute du voyage touristique au départ des îles Britanniques.

Tirant les leçons du séisme qui secoue, depuis le 8 mars, le monde des voyageurs, le ministre des transports, M. Malcolm Rifkind, a demandé à la CAA de mettre au point une formule de remboursement des passagers des vols réguliers annulés à la suite de la faillite du transporteur. Actuellement, aucune indemnisation n'est prévue en cas d'arrêt des vols.

MARC ROCHE

FISCALITÉ

M. Besson annonce des mesures en faveur du logement locatif privé

M. Louis Besson, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, a annoncé jeudi 14 mars, au bureau de la Fédération nationale du bâtiment (FNB), deux mesures fiscales en faveur de la construction de logements locatifs privés.

Actuellement, les investisseurs privés qui achètent ou font construire un logement neuf dans l'intention de le louer bénéficient de réductions d'impôts, à condition que les immeubles soient achevés avant le 31 décembre 1992. Cette mesure sera étendue aux immeubles dont les travaux auront débuté avant le 1^{er} octobre 1992 et dont les fondations seront achevées avant le 31 décembre 1992. De plus, ce dispositif serait appliqué aux particuliers qui souscrivent des parts de sociétés immobilières d'investissement (SII) ou de sociétés civiles de placement immobilier (SCPI).

Ces aménagements fiscaux figurent dans le projet de loi d'orientation sur la ville, qui doit être discuté au Parlement à la session de printemps. Le ministre rappelle que « le dispositif fiscal en faveur de l'investissement locatif privé contribue à la construction de trente mille à quarante mille logements locatifs neufs par an ».

AFFAIRES

Olivetti s'allie à l'Américain DEC pour lancer ses ordinateurs portables

Après avoir abandonné cet été les pourparlers engagés avec le néerlandais Philips, en raison des difficultés financières de ce dernier, le constructeur informatique italien Olivetti vient de conclure un accord avec l'Américain Digital Equipment Corp. (DEC), numéro trois mondial du secteur, dans le domaine des ordinateurs portables.

DEC devrait ainsi prendre en charge la commercialisation des portables Olivetti à travers le monde. Olivetti a misé gros sur ce segment de marché en présentant, en février, une toute nouvelle gamme, dont la fabrication est réalisée en Allemagne.

Olivetti, qui cherche depuis près de dix ans un partenaire capable d'épanouir son développement international, a jusqu'ici été plutôt malheureux dans sa politique d'alliances. Intégré dans le giron de Saint-Gobain, la firme d'Ivrea a été victime du recentrage du groupe versier sur ses métiers de base en 1982. L'accord commercial conclu un an plus tard avec le géant américain des télécommunications ATT a dû être rapidement abandonné, faute d'avoir réellement fonctionné.

Jameson Irish Whiskey.



L'abus d'alcool est dangereux pour la santé.
A consommer avec modération.

BOURSE DU 15 MARS

Cours relevés à 14 h 29[illegible]

COMPTANT (selection)

(selection)

[illegible]**SICAV** (sélection)

(sélection)

VALUES	Emission Franks Incl.	Rechart net	VALUES	Emission Franks Incl.	Rechart net	VALUES	Emission Franks Incl.	Rechart net
AGN	1028 27	1004 17	Fract-COIL	38 27	37 00	Placement Nord.	871 92	852 86
AGN	2140 51	2103 53	Fract-CL	12298 44	12278 14	Placement Nord.	1000 75	1000 75
AGN	773 74	740 42	Fract-Ex	235 94	233 34	Placement Nord.	126 43	123 05
AGN	7441 18	7441 18	Fract-Expans	31 31	30 05	Placement Nord.	58702 22	58702 22
AGN	118 51	116 11	Fract-Expans	638 71	618 30	Placement Nord.	11273 08	11281 82
AGN	1050 49	1071 62	Fract-Expans	29 52	29 19	Placement Nord.	112 13	111 02
AGN	118 17	117 07	Fract-Expans	11154 82	11154 82	Placement Nord.	26376 74	26376 74
AGN	1038 09	1038 09	Fract-Expans	4884 11	4871 83	Placement Nord.	1054 36	1038 99
AGN	114 63	114 61	Fract-Expans	1250 28	1258 82	Placement Nord.	127 84	124 72
AGN	116 63	111 83	Fract-Expans	13285 48	13223 38	Placement Nord.	918 78	892 97
AGN	429 51	413 51	Fract-Expans	118 27	118 27	Placement Nord.	113 77	113 77
AGN	1120 20	1118 80	Fract-Expans	1188 19	1181 54	Placement Nord.	5332 32	5279 56
AGN	1407 24	1407 24	Fract-Expans	12442 85	12442 85	Placement Nord.	1152 59	1139 52
AGN	858 69	840 67	Fract-Expans	110382 17	107180 98	Placement Nord.	913 88	872 42
AGN	8534 68	8887 98	Fract-Expans	12858 59	12740 84	Placement Nord.	240 96	230 03
AGN	634 72	634 72	Fract-Expans	810 44	810 44	Placement Nord.	713 16	713 16
AGN	843 82	833 82	Fract-Expans	161 09	155 40	Placement Nord.	199 83	187 90
AGN	1084 08	1084 08	Fract-Expans	281 25	281 25	Placement Nord.	684 81	658 29
AGN	396 20	357 27	Fract-Expans	211 80	203 28	Placement Nord.	512 62	498 89
AGN	1215 33	1179 33	Fract-Expans	253 86	243 32	Placement Nord.	13434 86	13371 37
AGN	1847 14	1814 94	Fract-Expans	245 26	227 17	Placement Nord.	402 42	402 42
AGN	107 19	104 07	Fract-Expans	319 33	305 89	Placement Nord.	1572 89	1572 89
AGN	164 28	147 82	Fract-Expans	232 74	223 25	Placement Nord.	12611 74	12686 41
AGN	128 81	123 49	Fract-Expans	417 06	400 05	Placement Nord.	715 62	715 62
AGN	120 86	118 07	Fract-Expans	138 34	133 55	Placement Nord.	1080 03	1080 03
AGN	103 19	103 19	Fract-Expans	103 19	103 19	Placement Nord.	168 03	168 03
AGN	117 27	115 76	Fract-Expans	352 32	338 30	Placement Nord.	889 57	850 07
AGN	5873 13	5877 16	Fract-Expans	2025 43	2022 40	Placement Nord.	420 49	409 21
AGN	5867 81	5771 04	Fract-Expans	11307 81	11307 81	Placement Nord.	4851 12	4851 12
AGN	1166 33	1166 33	Fract-Expans	5181 15	5181 15	Placement Nord.	538 88	538 88
AGN	340 17	340 17	Fract-Expans	10307 54	10307 54	Placement Nord.	426 45	419 04
AGN	31 22	30 45	Fract-Expans	2650 82	2640 43	Placement Nord.	218 24	218 24
AGN	1158 77	1167 58	Fract-Expans	870 09	869 09	Placement Nord.	440 98	429 18
AGN	3143 84	3138 13	Fract-Expans	2232 72	2211 80	Placement Nord.	1176 31	1141 85
AGN	368 30	370 86	Fract-Expans	2008 43	2008 43	Placement Nord.	368 30	368 30
AGN	485 10	470 97	Fract-Expans	541 88	525 88	Placement Nord.	55798 06	54172 89
AGN	1168 44	1145 53	Fract-Expans	701 70	691 34	Placement Nord.	1094 08	1034 82
AGN	1030 88	1180 27	Fract-Expans	192 44	184 15	Placement Nord.	1305 86	1248 64
AGN	825 28	789 74	Fract-Expans	1041 35	1004 13	Placement Nord.	534 97	534 97
AGN	942 48	942 48	Fract-Expans	5146 35	5146 35	Placement Nord.	2115 56	2110 20
AGN	250 90	240 90	Fract-Expans	5638 35	5638 35	Placement Nord.	837 81	805 30
AGN	148 74	143 25	Fract-Expans	60307 08	60307 08	Placement Nord.	1247 19	1244 33
AGN	1062 42	1038 67	Fract-Expans	85827 17	85827 17	Placement Nord.	1076 83	1045 66
AGN	127 13	125 09	Fract-Expans	1744 68	1744 68	Placement Nord.	5744 68	5744 68
AGN	214 50	214 50	Fract-Expans	12146 07	12121 03	Placement Nord.	582 23	585 37
AGN	432 82	382 06	Fract-Expans	147 28	140 04	Placement Nord.	144 22	137 82
AGN	5867 29	5867 29	Fract-Expans	25937 00	25389 04	Placement Nord.	1181 97	1181 97
AGN	35328 22	35328 22	Fract-Expans	18518 88	18518 88	Placement Nord.	12856 87	12856 87
AGN	2188 10	2188 10	Fract-Expans	122 11	122 11	Placement Nord.	1157 07	1157 07
AGN	2003 09	1985 29	Fract-Expans	7081 57	7077 42	Placement Nord.	5229 85	5178 07
AGN	482462 86	482486 86	Fract-Expans	1218 74	1188 12	Placement Nord.	452 71	436 35
AGN	382 08	382 08	Fract-Expans	1287 84	1231 23	Placement Nord.	578 86	559 03
AGN	3217 08	291 29	Fract-Expans	23827 05	23827 05	Placement Nord.	654 14	611 82
AGN	281 14	281 14	Fract-Expans	5146 35	5146 35	Placement Nord.	2115 56	2110 20
AGN	2511 92	25075 81	Fract-Expans	1407 007	1371 00	Placement Nord.	211 65	204 11
AGN	984 14	954 85	Fract-Expans	63086 82	63086 80	Placement Nord.	173 19	168 93
AGN	836 33	804 33	Fract-Expans	1027 22	1017 05	Placement Nord.	125 01	120 51
AGN	91 58	91 58	Fract-Expans	1744 68	1744 68	Placement Nord.	5744 68	5744 68
AGN	62152 98	62152 98	Fract-Expans	8058 81	8058 59	Placement Nord.	1181 97	1181 97
AGN	130 88	187 77	Fract-Expans	1372 44	1374 04	Placement Nord.	575 72	581 08
AGN	1305 38	1227 78	Fract-Expans	158 73	158 73	Placement Nord.	287 86	287 86
AGN	1027 37	1027 37	Fract-Expans	259 29	259 29	Placement Nord.	1421 10	1386 44
AGN	114 88	108 88	Fract-Expans	1076 08	1059 18	Placement Nord.	2684 86	2621 81
AGN	1307 04	1275 10	Fract-Expans	162 40	162 40	Placement Nord.	214 24	214 24
AGN	415 45	415 45	Fract-Expans	1382 41	1382 41	Placement Nord.	1256 81	1228 89

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS	
	préc.	15/3	achats	ventes		préc.	15/3
Euro-Livre (1 unit)	3 368	5 408	5 000	5 600			
Euro-Dollar (100 dm)	3 398	5 002	3 300	3 400	Or fin (à la barre)	63250	63300
Belgique (100 dm)	340 880	340 880	18 080	17 050	Or fin (en lingot)	63250	63300
Belgique (100 f)	350 536	350 536	20 310	310	Magnésium (50 gr)	38300	38800
Pays-Bas (100 f)	5 565	5 565	30	30	Plomb (100 kg)	1 415	1 415
Autriche (100 f)	85 350	85 350	84	40	Plomb Suisse (20 f)	408	408
Denemark (100 kr)	5 672	5 882	9 800	10 200	Plomb Suisse (20 f)	371	371
Grèce (100 dr)	3 184	3 181	4 050	4 050	Plomb Suisse (20 f)	401	401
Grèce (100 dr)	390 180	390 180			Souverain	484	481
Suisse (100 franc)	92 700	92 610	88	81	Plomb 20 dollars	2260	2265
Suisse (100 franc)	92 700	92 610	88	81	Plomb 20 dollars	1280	1180
Autriche (100 sch)	47 355	47 355	48 700	48 700	Plomb 5 dollars	1280	1180
Autriche (100 sch)	47 355	47 355	48 700	48 700	Plomb 50 pence	2340	2375
Canada (100 cent)	3 922	3 906	4 480	4 480	Plomb 50 pence	2370	2375
Canada (100 cent)	3 922	3 906	4 480	4 480	Plomb 50 pence	2340	2375
Canada (100 cent)	3 922	3 906	4 480	4 480	Plomb 50 pence	2340	2375

Haribo Flages Zan.....	210
Hoogovens.....	297
sub	000	

Ingr.	300	
Net	150	136 20
Lacunes de Monde.	314	345 50
Nicolas	945	
Panama 10.	1650	
Particip. Panch.	305	
Quadrant	240	
Rosario N.Y.	188 30	190 20
St-Gabriel-Emballage	2830	2502 d
Some Meta.	217 60	
S.E.P.R.	1540	
S.P.R. act. B.	378	
Usher	380	
Waterman	1500	1300 a

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

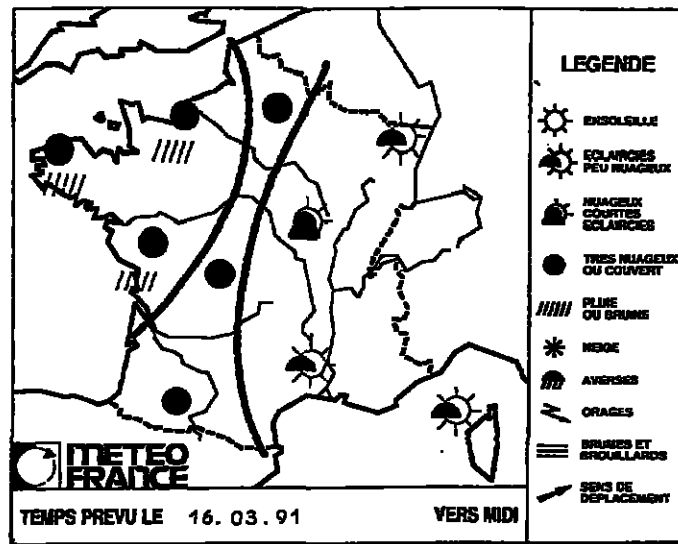
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

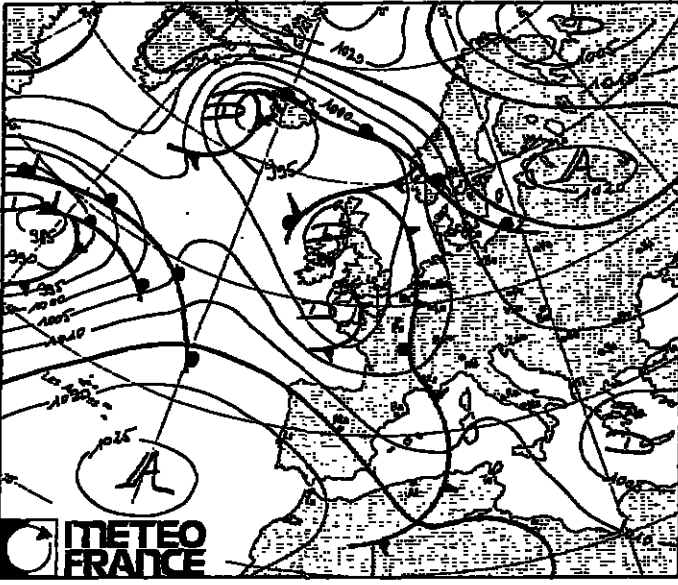
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le samedi 16 mars
Aggravation par l'Ouest



SITUATION LE 15 MARS 1991 A 0 HEURE TU



Dimanche sera une journée agitée. Les nuages et les averse seront fréquentes. Par contre, le début de la semaine prochaine s'annonce plus calme. Bien ensoleillé au sud, le temps sera plus nuageux au nord, mais sans précipitation.

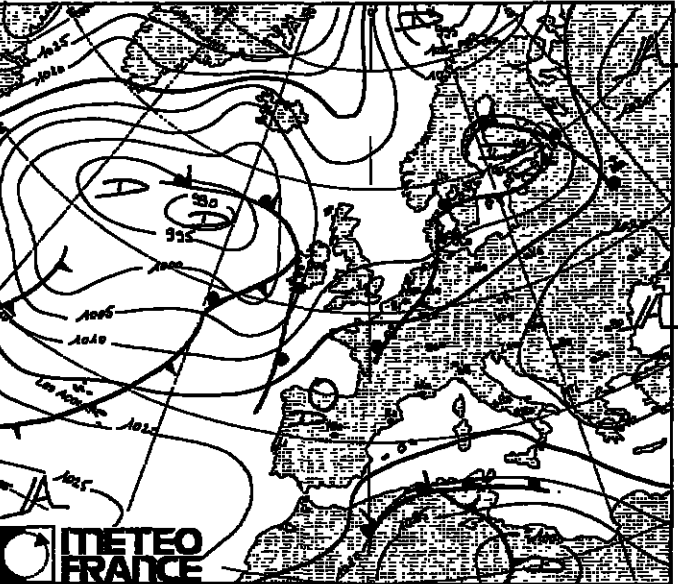
Dimanche : giboulées de mars. - De la Lorraine et de l'Alsace aux Alpes du Nord, la journée commencera avec des éclaircies. Mais, dans l'après-midi, des passages nuageux de plus en plus fréquents cacheront le soleil par moments.

Du Nord à la Champagne-Ardenne et à l'est du Massif central, le ciel sera gris et des pluies éparpillées tomberont. Progressivement, des éclaircies

réapparaîtront, mais elles seront souvent entrecoupées d'averses. Partout ailleurs, nuages et éclaircies se partageront le ciel. Des averse concernent en matinée les régions situées de la Bretagne et du Cotentin à l'Aquitaine. Elles s'étendront en cours de journée à la Normandie, à la région Midi-Pyrénées, au Massif central et à tout le Sud-Est. Pris de la Méditerranée, les averse pourront prendre un caractère d'ondées orageuses.

Les températures minimales seront comprises entre 5 à 8 degrés sur tout le pays, mais localement elles atteindront 10 degrés sur les côtes méditerranéennes. Les températures maximales varieront de 13 à 16 degrés, globalement du nord au sud du pays.

PRÉVISIONS POUR LE 17 MARS 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
le 14-03-1991 à 18 heures TU et le 15-03-91 à 6 heures TU

FRANCE	TOULOUSE	LUXEMBOURG
ALACIO 17 7 D	TOULOUSE 12 6 D	LUXEMBOURG 15 10 N
BARCELONE 13 10 D	TORONTO 17 10 P	MADRID 15 12 C
BORDAUX 13 6 D	PORT-AU-PRINCE 31 24 D	MARRAKECH 13 11 D
BONNEVILLE 17 10 D		MEXICO 31 12 D
BREST 9 9 C	ÉTRANGER	MILAN 14 14 C
CAEN 17 9 C	ALGER 15 14 P	MONTREAL 3 1 C
CHERBOURG 17 9 C	AMSTERDAM 16 8 A	MOSCOW 4 8 D
CLEMONTE-FE 17 9 D	ATHENS 10 10 N	NAIROBI 27 27 C
DIJON 15 7 D	BANGKOK 24 24 C	NEW-DELHI 29 16 D
GRENOBLE 13 7 N	BARCELONE 16 7 D	NEW-YORK 6 3 F
LILLE 16 8 N	BERGAMO 16 7 D	OSLO 3 3 F
LIMOGES 17 9 N	BERLIN 16 6 C	PALMA-DE-MAJ 16 12 C
LYON 17 9 N	BIRKENHEAD 16 12 C	PEKIN 3 1 C
MARSEILLE 17 13 D	BIRMINGHAM 16 12 C	PROVINCIA 27 25 C
NANCY 18 9 D	DJIBOUTI 18 16 C	ROME 17 10 N
NANTES 12 10 C	DURBAN 13 6 D	SINGAPOUR 29 28 C
NICE 17 12 D	HONGKONG 20 17 C	STOCKHOLM 4 3 F
PARIS-MONTY 18 11 C	ISTANBUL 7 1 D	SYDNEY 26 23 D
PAU 12 8 D	JERUSALEM 15 7 N	TOKYO 8 3 D
PERPIGNAN 18 18 D	LE CAIRE 26 17 D	TUNIS 16 15 C
RENNES 10 9 P	LISBONE 17 12 N	VALENCIE 11 6 D
STRASBOURG 16 11 N	LOS ANGELES 16 8 C	VIENNE 15 7 D
STRASBOURG 15 7 N		

A = averse, B = brume, C = ciel couvert, D = ciel dégagé, N = nuageux, O = orage, P = pluie, T = tempête, * = neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

CARNET DU Monde

Décès

- Martine et Roger Fajnzylberg, ses enfants, Jérôme et Samuel-Tom, ses petits-fils. Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve **ALTER-FAJNZYLBURG**, née Régine Besserman,

survenue le 13 mars 1991, dans sa soixante-quinzième année.

Les obsèques ont été célébrées le vendredi 15 mars, à 16 heures, au cimetière du Père-Lachaise.

37, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris, 10, rue Champfleury, 92310 Sèvres.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M. Edgar AUBERT de la RUE, ingénieur géologue, docteur en sciences de l'Université de Paris,

survenu à Lausanne, le 24 février 1991, dans sa quatre-vingt-dixième année,

et de rappeler le souvenir de son épouse, née

Andrée SACRÉ,

décédée à Lausanne, le 24 janvier 1990.

- Martignes, Marseille, Paris.

Les docteurs Jean-Marie et Marcelle Benich,

M. et M^{me} Jean-Michel Benich et leur fille, Clémence, M^{me} Odile Benich, Myriam Dovyak, M^{me} André Robert,

Les familles de Claudemar, Fabre, Kiryacharian, Benich, Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Denis BENECH,

survenu à Marseille à l'âge de vingt-sept ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Martignes.

8, boulevard Gérard-Philipe, 13500 Martignes.

- M^{me} Marie-France Quillon-Chateaufort,

son épouse, M. et M^{me} Pierre Guillon et leurs enfants,

M. et M^{me} Bruno Guillon et leurs enfants, M. et M^{me} Xavier Beau et leurs enfants,

Les familles Piguet, Guillon, Lebeau, de Bucamps, de Guiran, Chretien, Rioumier, Berger, Chateaufort, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Louis GUILLON,

survenu à Ouzouer-des-Champs, le lundi 11 mars 1991, à l'âge de cinquante-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 18 mars, à 16 heures, en l'église de Varennes-Changy (Loiret).

L'inhumation aura lieu le mardi 19 mars, à 16 heures, au cimetière de Ormaud (Var), dans le caveau de famille.

Chemin du Bois-des-Haies, 45290 Varennes-Changy.

- C'est avec une profonde émotion que les Médecins sans frontières annoncent la mort de leur très cher ami

Philippe HANROT, leur trésorier,

le 12 mars 1991.

Tous les membres de l'association qui l'ont connu, apprécié et aimé pour sa droiture partagent toute la douleur de sa famille.

Il s'était engagé à donner son temps et sa compétence pour nous faire progresser.

Sa disparition brutale est une grande perte. Et parce qu'il faisait l'humanité pour sa chaleur et sa sincérité, nous conserverons toujours son souvenir vivant.

Priez pour lui.

Se disant : une telle perte est une grande perte. Et parce qu'il faisait l'humanité pour sa chaleur et sa sincérité, nous conserverons toujours son souvenir vivant.

Priez pour lui.

Se disant : une telle perte est une grande perte. Et parce qu'il faisait l'humanité pour sa chaleur et sa sincérité, nous conserverons toujours son souvenir vivant.

Priez pour lui.

Se disant : une telle perte est une grande perte. Et parce qu'il faisait l'humanité pour sa chaleur et sa sincérité, nous conserverons toujours son souvenir vivant.

Priez pour lui.

Se disant : une telle perte est une grande perte. Et parce qu'il faisait l'humanité pour sa chaleur et sa sincérité, nous conserverons toujours son souvenir vivant.

Priez pour lui.

Se disant : une telle perte est une grande perte. Et parce qu'il faisait l'humanité pour sa chaleur et sa sincérité, nous conserverons toujours son souvenir vivant.

Priez pour lui.

Se disant : une telle perte est une grande perte. Et parce qu'il faisait l'humanité pour sa chaleur et sa sincérité, nous conserverons toujours son souvenir vivant.

Priez pour lui.

Se disant : une telle perte est une grande perte. Et parce qu'il faisait l'humanité pour sa chaleur et sa sincérité, nous conserverons toujours son souvenir vivant.

Priez pour lui.

Se disant : une telle perte est une grande perte. Et parce qu'il faisait l'humanité pour sa chaleur et sa sincérité, nous conserverons toujours son souvenir vivant.

Priez pour lui.

M^{me} Marcel KIPFER,

son épouse, Elisabeth et Denis Taride et leurs enfants,

Le docteur Jeanne-Marie Brochet et ses enfants, Thérèse Kipfer, Jean-Marcel et Sophie Kipfer et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Marcel KIPFER, neurologue,

ancien assistant des hôpitaux de Paris, survenu à son domicile, le 9 mars 1991, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont été célébrées, le mardi 12 mars, dans l'intimité, à Vulaines-sur-Seine.

8, rue des Murgats, 77870 Vulaines-sur-Seine.

- Sarrebourg, Sens.

Nous avons la profonde douleur de faire part de la perte cruelle que nous venons d'éprouver en la personne de

Gérard LELOUP, architecte,

décédé à Strasbourg le 13 mars 1991, à l'âge de cinquante-deux ans, muni des sacrements de l'Eglise.

La messe d'enterrement sera célébrée le samedi 16 mars, à 10 heures, en l'église de Sarrebourg.

L'inhumation se fera au cimetière de Sarrebourg.

De la part de Jacqueline Leloup, née Habermeyer, son épouse, Christophe, Sébastien, Benoît, ses fils,

M^{me} Armande Leloup, sa mère, ainsi que toute la famille.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

- M. et M^{me} Roger Lemaître, M. et M^{me} Dominique Durand, M. et M^{me} Jacques Sirey, M. et M^{me} Philippe Sermet, M. et M^{me} Alain Baron,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Marcel SERMET, née Marie Goldmann,

Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, demandent de prier pour celle qui s'était entièrement consacrée à eux.

Les familles Goldmann, Neron, Sermet, s'associent à ce deuil.

Le service religieux sera célébré, le lundi 18 mars 1991, à 10 h 30, en l'église Sainte-Marguerite, 36, rue Saint-Bernard, Paris-11.

15, avenue Georges-Pompidou, 45420 Chécy.

3 bis, boulevard Crevat-Durant, 77300 Fontainebleau.

2, place Charles-Fillion, 75017 Paris.

8, avenue du Pigeonnet, 13090 Aix-en-Provence.

Place de la Bielle, 64260 Rebecq.

- On nous prie d'annoncer le décès, dans sa quatre-vingt-onzième année, de

M. Jean René WEILL, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé de grammaire, professeur honoraire,

De la part de M. et M^{me} Pierre Lévy-Weill, De sa famille et de ses amis.

Les obsèques auront lieu lundi 18 mars 1991, réunion à 10 h 30, au cimetière du Montparnasse, entrée principale, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14.

7 bis, avenue Pierre-Grenier, 92100 Boulogne.

THESES

Tarif Étudiants

50 F la ligne H.T.

LE N° 385 182 GAGNE 400 000 F

TOUS LES BILLETTS EN TOUTANT PAR

65 132 5 182 182 82 2

40 000 F 4 000 F 400 F 40 F 10 F

DATE LIMITE DE PARTICIPATION DES LOTS : 11* TRANCHE

TIRAGE DU 14 MARS 1991

6 4812 065 F 383 510 F 11 010 F 169 F 11 F

DATE LIMITE DE PARTICIPATION DES LOTS : 11* TRANCHE

TIRAGE DU 14 MARS 1991

6 4812 065 F 383 510 F 11 010 F 169 F 11 F

DATE LIMITE DE PARTICIPATION DES LOTS : 11* TRANCHE

TIRAGE DU 14 MARS 1991

6 4812 065 F 383 510 F 11 010 F 169 F 11 F

DATE LIMITE DE PARTICIPATION DES LOTS : 11* TRANCHE

TIRAGE DU 14 MARS 1991

Le directeur du patrimoine,

Tous ses amis du ministère de la culture, de la communication et des grands travaux,

ont la tristesse de faire part de la mort de

Catherine BRISAC, chevalier des Arts et Lettres,

survenue le 12 mars 1991, à Paris.

Tous ceux qui l'ont connue tiennent à rendre hommage à la passion qu'elle a mise tout au long de sa vie au service de l'histoire de l'art, du vitrail et du patrimoine.

Remerciements

- M^{me} Michel Lebettre et sa famille,

remercient infiniment tous ceux qui leur ont manifesté leur sympathie dans leur douloureuse épreuve.

Messes anniversaires

- A l'intention de France GRARE,

décédée le 28 mars 1990,

et de tous ceux qui l'ont aimée,

une messe sera célébrée le jeudi 21 mars 1991, à 18 h 30, en l'église Saint-Germain-des-Près, chapelle Saint-Symphorien.

- Pour le huitième anniversaire du retour à Dieu de

Jean-Marie MALNOY,

une messe sera célébrée en l'église Saint-Antoine-des-Quinze-Vingts, Paris-12, le dimanche 17 mars 1991, à 18 h 30.

La Poste mettra en vente générale, mardi 2 avril, un timbre-poste d'une valeur de 2,50 F à l'occasion de Philexjeunes 91, qui se déroulera à Cholet (Mayenne-et-Loire) les 30, 31 mars et 1^{er} avril.

Le timbre, au format horizontal 36x22 mm, dessiné par Mervin Magliano, mis en page par Louis Arquer, est imprimé en offset en feuilles de cinquante.

P. J.

> Vente anticipée à Cholet, les 30, 31 mars et 1^{er} avril, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au Parc de la Mollerie, le 30 mars, de 8 heures à 12 heures, au bureau de poste de Cholet-Travot (boîtes aux lettres spéciales).

> Renseignements, souvenirs philatéliques : secrétariat de Philexjeunes 91, 4, allée des Mélanges, 49300 Cholet (tél. : 41-62-25-44).

Cholet accueille également la finale du concours de philatélie scolaire sur le thème « Suivons les oiseaux migrants », avec, en jeu, un voyage au Sénégal. Sont prévues enfin de nombreuses animations grand public : présentation de couvre-chefs de facteurs du monde entier, espace poste, bourse aux timbres, oiseaux migrants actualisés, rallye philatélique doté de nombreux lots, etc.

Cholet accueille également la finale du concours de philatélie scolaire sur le thème « Suivons les oiseaux migrants », avec, en jeu, un voyage au Sénégal. Sont prévues enfin de nombreuses animations grand public : présentation de couvre-chefs de facteurs du monde entier, espace poste, bourse aux timbres, oiseaux migrants actualisés, rallye philatélique doté de nombreux lots, etc.

Cholet accueille également la finale du concours de philatélie scolaire sur le thème « Suivons les oiseaux migrants », avec, en jeu, un voyage au Sénégal. Sont prévues enfin de nombreuses animations grand public : présentation de couvre-chefs de facteurs du monde entier, espace poste, bourse aux timbres, oiseaux migrants actualisés, rallye philatélique doté de nombreux lots, etc.

Cholet accueille également la finale du concours de philatélie scolaire sur le thème « Suivons les oiseaux migrants », avec, en jeu, un voyage au Sénégal. Sont prévues enfin de nombreuses animations grand public : présentation de couvre-chefs de facteurs du monde entier, espace poste, bourse aux timbres, oiseaux migrants actualisés, rallye philatélique doté de nombreux lots, etc.

Cholet accueille également la finale du concours de philatélie scolaire sur le thème « Suivons les oiseaux migrants », avec, en jeu, un voyage au Sénégal. Sont prévues enfin de nombreuses animations grand public : présentation de couvre-chefs de facteurs du monde entier, espace poste, bourse aux timbres, oiseaux migrants actualisés, rallye philatélique doté de nombreux lots, etc.

Cholet accueille également la finale du concours de philatélie scolaire sur le thème « Suivons les oiseaux migrants », avec, en jeu, un voyage au Sénégal. Sont prévues enfin de nombreuses animations grand public : présentation de couvre-chefs de facteurs du monde entier, espace poste, bourse aux timbres, oiseaux migrants actualisés, rallye philatélique doté de nombreux lots, etc.

Cholet accueille également la finale du concours de philatélie scolaire sur le thème « Suivons les oiseaux migrants », avec, en jeu, un voyage au Sénégal. Sont prévues enfin de nombreuses animations grand public : présentation de couvre-chefs de facteurs du monde entier, espace poste, bourse aux timbres, oiseaux migrants actualisés, rallye philatélique doté de nombreux lots, etc.

Cholet accueille également la finale du concours de philatélie scolaire sur le thème « Suivons les oiseaux migrants », avec, en jeu, un voyage au Sénégal. Sont prévues enfin de nombreuses animations grand public : présentation de couvre-chefs de facteurs du monde entier, espace poste, bourse aux timbres, oiseaux migrants actualisés, rallye philatélique doté de nombreux lots, etc.

Cholet accueille également la finale du concours de philatélie scolaire sur le thème « Suivons les oiseaux migrants », avec, en jeu, un voyage au Sénégal. Sont prévues enfin de nombreuses animations grand public : présentation de couvre-chefs de facteurs du monde entier, espace poste, bourse aux timbres, oiseaux migrants actualisés, rallye philatélique doté de nombreux lots, etc.

Cholet accueille également la finale du concours de philatélie scolaire sur le thème « Suivons les oiseaux migrants », avec, en jeu, un voyage au Sénégal. Sont prévues enfin de nombreuses animations grand public : présentation de couvre-chefs de facteurs du monde entier, espace poste, bourse aux timbres, oiseaux migrants actualisés, rallye philatélique doté de nombreux lots, etc.

Cholet accueille également la finale du concours de philatélie scolaire sur le thème « Suivons les oiseaux migrants », avec, en jeu, un voyage au Sénégal. Sont prévues enfin de nombreuses animations grand public : présentation de couvre-chefs de facteurs du monde entier, espace poste, bourse aux timbres, oiseaux migrants actualisés, rallye philatélique doté de nombreux lots, etc.

Cholet accueille également la finale du concours de philatélie scolaire sur le thème « Suivons les oiseaux migrants », avec, en jeu, un voyage au Sénégal. Sont prévues enfin de nombreuses animations grand public : présentation de couvre-chefs de facteurs du monde entier, espace poste, bourse aux timbres, oiseaux migrants actualisés, rallye philatélique doté de nombreux lots, etc.

Cholet accueille également la finale du concours de philatélie scolaire sur le thème « Suivons les oiseaux migrants », avec, en jeu, un voyage au Sénégal. Sont prévues enfin de nombreuses animations grand public : présentation de couvre-chefs de facteurs du monde entier, espace poste, bourse aux timbres, oiseaux migrants actualisés, rallye philatélique doté de nombreux lots, etc.

Cholet accueille également la finale du concours de philatélie scolaire sur le thème « Suivons les oiseaux migrants », avec, en jeu, un voyage au Sénégal. Sont prévues enfin de nombreuses animations grand public : présentation de couvre-chefs de facteurs du monde entier, espace poste, bourse aux timbres, oiseaux migrants actualisés, rallye philatélique doté de nombreux lots, etc.

Cholet accueille également la finale du concours de philatélie scolaire sur le thème « Suivons les oiseaux migrants », avec, en jeu, un voyage au Sénégal. Sont prévues enfin de nombreuses animations grand public : présentation de couvre-chefs de facteurs du monde entier, espace poste, bourse aux timbres, oiseaux migrants actualisés, rallye philatélique doté de nombreux lots, etc.

Cholet accueille également la finale du concours de philatélie scolaire sur le thème « Suivons les oiseaux migrants », avec, en jeu, un voyage au Sénégal. Sont prévues enfin de nombreuses animations grand public : présentation de couvre-chefs de facteurs du monde entier, espace poste, bourse aux timbres, oiseaux migrants actualisés, rallye philatélique doté de nombreux lots, etc.

Cholet accueille également la finale du concours de philatélie scolaire sur le thème « Suivons les oiseaux migrants », avec, en jeu, un voyage au Sénégal. Sont prévues enfin de nombreuses animations grand public : présentation de couvre-chefs de facteurs du monde entier, espace poste, bourse aux timbres, oiseaux migrants actualisés, rallye philatélique doté de nombreux lots, etc.

Cholet accueille également la finale du concours de philatélie scolaire sur le thème « Suivons les oiseaux migrants », avec, en jeu, un voyage au Sénégal. Sont prévues enfin de nombreuses animations grand public : présentation de couvre-chefs de facteurs du monde entier, espace poste, bourse aux timbres, oiseaux migrants actualisés, rallye philatélique doté de nombreux lots, etc.

Cholet accueille également la finale du concours de philatélie scolaire sur le thème « Suivons les oiseaux migrants », avec, en jeu, un voyage au Sénégal. Sont prévues enfin de nombreuses animations grand public : présentation de couvre-chefs de facteurs du monde entier, espace poste, bourse aux timbres, oiseaux migrants actualisés, rallye philatélique doté de nombreux lots, etc.

Cholet accueille également la finale du concours de philatélie scolaire sur le thème « Suivons les oiseaux migrants », avec, en jeu, un voyage au Sénégal. Sont prévues enfin de nombreuses animations grand public : présentation de couvre-chefs de facteurs du monde entier, espace poste, bourse aux timbres, oiseaux migrants actualisés, rallye philatélique doté de nombreux lots, etc.

Cholet accueille également la finale du concours de philatélie scolaire sur le thème « Suivons les oiseaux migrants », avec, en jeu, un voyage au Sénégal. Sont prévues enfin de nombreuses animations grand public : présentation de couvre-chefs de facteurs du monde entier, espace poste, bourse aux timbres, oiseaux migrants actualisés, rallye philatélique doté de nombreux lots, etc.

Cholet accueille également la finale du concours de philatélie scolaire sur le thème « Suivons les oiseaux migrants », avec, en jeu, un voyage au Sénégal. Sont prévues enfin de nombreuses animations grand public : présentation de couvre-chefs de facteurs du monde entier, espace poste, bourse aux timbres, oiseaux migrants

La polémique sur le calendrier des vacances

Le gouvernement décide d'assouplir l'organisation du temps scolaire

A toute chose, malheur est bon. Plongé depuis trois jours dans un imbroglio qui frise le ridicule, contraint de modifier, sous la pression des professionnels du tourisme, le calendrier scolaire triennal adopté unanimement par les acteurs du monde éducatif, le gouvernement s'efforce de déplacer le débat et de reprendre l'initiative.

Le ministère de l'éducation nationale vient en effet de mettre la dernière main à un projet de décret sur « l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires » qu'il soumettra le 28 mars prochain au Conseil supérieur de l'éducation avec l'espoir de le publier au mois d'avril et de l'appliquer dès la rentrée prochaine.

L'objectif de ce texte est de créer les conditions juridiques permettant de développer, localement, des expériences d'assouplissement de

l'organisation de la journée, de la semaine ou de l'année scolaire.

Une première tentative avait été réalisée depuis quelques années, sur la base d'un décret de 1985 prévoyant la possibilité d'aménagement du temps scolaire. Mais les maladroites juridictions du dispositif et les réticences de l'épiscopat, attaché à préserver, pour l'enseignement religieux, le jour de congé du mercredi, ont bloqué le processus. Et le 29 juillet dernier, dans un arrêté, le Conseil d'Etat estimait que les expériences locales (notamment pour libérer le samedi) n'étaient pas conformes à la réglementation tant que le ministre ne fixait pas un cadre national à ces aménagements.

C'est ce cadre que fixe le projet de décret présenté, le 15 mars, par le ministère. La règle reste le calendrier traditionnel. Mais les inspecteurs d'académie pourront désormais autoriser, pour trois années renouvelables, des aménagements locaux, soit sur les horaires quotidiens, soit sur l'organisation hebdomadaire ou annuelle.

Le projet de décret fixe de nombreux garde-fous. Ainsi les aménagements prévus ne pourront modifier ni le nombre de périodes de vacances et de travail des classes, ni la durée effective totale des périodes de travail, ni la durée maximum des horaires d'enseignement quotidien (6 heures). Ils ne pourront pas non plus porter à plus de cinq jours la durée de la semaine scolaire.

Discussions discrètes avec l'épiscopat

D'autre part, l'inspecteur d'académie devra respecter des règles précises de procédure afin de s'assurer que les propositions bénéficient de l'accord des principaux acteurs locaux. Il devra s'appuyer sur une délibération du conseil d'école (où siègent parents, enseignants et élus locaux), prendre l'avis de l'inspecteur de l'éducation nationale et s'assurer que le projet « recueille l'adhésion d'une large majorité des membres de la communauté éducative ». Il devra

encore obtenir l'avis explicite de la commune et des responsables locaux d'activités sociales, sportives ou culturelles et veiller à l'harmonisation géographique des projets d'aménagement du temps scolaire, afin de ne pas désorganiser les transports scolaires dans un même périmètre.

Enfin et surtout, l'inspecteur d'académie devra s'assurer que les projets d'assouplissement proposés « ne portent pas atteinte à la liberté de l'enseignement religieux », en application de la loi Debré de 1959. Cela suppose une concertation avec les autorités religieuses responsables. Le gouvernement espère parvenir à enterrer, de façon souple et pragmatique, la vieille querelle entre autorités religieuses et école publique sur le temps réservé à l'enseignement religieux. Il fonde son espoir sur les discussions, discrètes mais précises, menées ces derniers temps entre le ministère de l'éducation et l'épiscopat.

GÉRARD COURTOIS

Les professionnels du tourisme veulent étendre la réforme des congés aux mois d'été

Le retour des vacances de neige à un étalage sur huit semaines au lieu de six, qui sera formellement décidé le 28 mars, avec un système de trois zones de congés scolaires au lieu de deux (le Monde du 15 mars), irrite les milieux éducatifs mais donne satisfaction au monde du tourisme et des loisirs.

L'argumentation du monde de l'éducation exaspère les professionnels du tourisme, et au premier chef M. Edmond Maire, président de l'association Villages Vacances Familiales (VVF) et ancien secrétaire général de la CFDT. Car c'est lui qui, en tant que vice-président de la section des affaires sociales du Conseil national du tourisme, a demandé, le premier, un étalage des vacances digne de ce nom. « Je suis scandalisé de la présentation qui est faite de ce dossier », explique-t-il. « L'origine, après une consultation de pure forme des instances du tourisme, c'est le monde de l'éducation qui a fixé le calendrier scolaire. Il n'était pas possible de laisser de côté, non seulement les professionnels des transports et du tourisme, mais aussi les élus. C'est bien de cela qu'il s'agit : concilier réellement les intérêts des enfants à l'école, ceux des enfants en vacances et ceux de la société. »

Le calendrier scolaire actuel sans zone d'été et avec un zonage faible aboutit à des concentrations anormales des départs en vacances, à une insuffisance des capacités touristiques et - ce qui est un comble - à un sous-emploi des installations pendant une grande partie de l'année. L'association VVF refuse chaque année, en juillet et en août, quarante mille familles faute de place et les gîtes ruraux ne se remplissent que deux mois et demi par an.

« Lorsqu'on oppose, d'un côté, les « gros sous » et, de l'autre, les

rythmes pédagogiques, dit-il, on oublie tout simplement l'intérêt des enfants et de leurs familles à bénéficier d'un accueil convenable en vacances, de coûts maintenus en deçà de l'inflation. Nous étions parvenus, dans le cadre d'un groupe mixte éducation-tourisme, à des propositions d'étalage qui ont été refusées par une partie du monde de l'éducation. Celle-ci est muée par des motifs nobles - l'intérêt de l'enfant - et par d'autres qui le sont moins : par exemple, des pertes de jours de congé pour les enseignants ou la volonté de préserver un bac prétendument national. »

M. Maire se félicite du retour aux trois zones des vacances d'hiver et de printemps, mais il juge « incompréhensible » que le gouvernement n'ait pas décidé d'amorcer un étalage des vacances d'été. « Il faut que nous nous remettons au travail pour préparer le futur calendrier de façon concertée et que nous harmonisions les intérêts de l'enfant. » Le ministre du tourisme, M. Jean-Michel Baylet, lui, est satisfait du résultat obtenu. Il trouve normal que le système de zonage tienne compte des nécessités économiques. « Le tourisme, qui génère 600 milliards de francs de recettes, soit autant que l'agriculture et plus que l'automobile, mérite qu'on l'entende », déclare-t-il. Au-delà de cette prise en compte, il est sûr que l'on cherche à étaler les départs en vacances. Cela permet de mieux accueillir dans les stations, d'améliorer la sécurité dans les transports et d'éviter l'inflation. Inévitable chaque fois que la demande excède l'offre, et aussi bien dans le tourisme de luxe que dans le tourisme associatif. »

Quand il entend l'argument des enseignants, selon lequel on bouleverse les rythmes scolaires alors que 8 % d'enfants seulement partent en vacances de neige, le ministre répond : « Il ne s'agit pas de l'hiver, mais aussi du printemps et, un jour, de l'été. »

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Je te tiens, tu me tiens

Je savais, moi, aujourd'hui, les enfants, j'ai gagné mon pari, une bouteille de whisky, avec l'amiral Plénel. Ce matin, je dégringole aux infos. Il tirait une gueule pas possible !

« T'es bien embêté, hein ? T'es toujours à rouscasser sous prétexte qu'il n'y a pas de courtoisie de transmission entre la presse d'investigation et le pouvoir dans ce pays : le Monde, c'est pas le Spiegel ou le Washington Post. Nous, ici, on a beau mettre le nez de nos princes dans leur sac, ils s'autoblanchissent aussi sec et... »

— Oui, et alors ?

— Alors, qui c'est qui a eu raison ? Je te l'avais bien dit qu'ils pourraient pas l'étouffer, cette affaire Gaudino ?

— Quelle affaire Gaudino ?

— Ben, celle qu'il a révisée dans son bouquin, là... L'Enquête impossible sur les pots-de-vin qui ont arrosé, à votre santé M. le Ministre, la campagne électorale du Mimi.

— Arrête, tu veux ! On a été les premiers à parler des fameux cahiers à spirale où le patron d'Urbatech, la pompe à phynances du PS, inscrivait scrupuleusement

les noms de tous ces rois Ubu. Résultat ?

— Ben, le voilà ! Il est passé en conseil de discipline et il va être révoqué, ce crétin de fic intégral. Ça lui apprendra à se mêler de ce qui ne le regarde pas. Tu devrais jubiler. Pour une fois qu'on punit le coupable...

— Ah ça ! Pour exécuter le message, ils ont pas perdu la main.

— Non, mais où tu vas, là, Edwy, tu penses pas qu'ils allaient chercher des poux au garde des sceaux. Même le petit mec de l'opposition, comment il s'appelle déjà, Philippe de Villiers, a dû y renoncer sous la pression de ses chefs.

— Forcément, ce voyou de Chérassé les a eus au chantage : Faites gaffe ! Si vous venez fouiller dans nos poubelles, nous, on ouvre les placards où on a pris bien soin de ranger tout votre linge sale, et ça risque de sentir mauvais.

— Et après ? Ça te débecte ? Moi, je trouve ça rigolo, ces vieux requins qui retrouvent les jeux innocents de leur enfance : Je te tiens, tu me tiens par la barbichette, le premier des deux qui parlera aura une tapette.

— C'est ça ! Et pan sur le bec de Gaudino !

En marge de la rencontre entre M. Mitterrand et M. Bush

Les fonctionnaires ont fait grève à la Martinique

FORT-DE-FRANCE

de notre correspondant

L'ordre de grève lancé par les syndicats de la fonction publique de la Martinique pour le jeudi 14 mars a été suivi à 65 %, avec une pointe à 83 % dans l'enseignement du premier degré. Au moment même où M. Mitterrand s'entretenait avec des élus locaux, puis, en compagnie du ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen, accueillait M. George Bush, deux mille cinq cents à trois mille personnes défilaient à Fort-de-France.

Les banderoles et les slogans ne faisaient pas allusion seulement au problème immédiat de la rémunération des fonctionnaires.

Il s'y mêlait quelques « Vivre et travailler au pays » et quelques « Non à l'intégration à l'Europe ». La discrétion relative des pancartes et banderoles faisant référence aux acquis de la fonction publique démontre que beaucoup de fonctionnaires ont mauvaise conscience en défendant les principes.

La France va participer à l'évaluation de la stratégie de l'OTAN. La France a fait part la semaine dernière de son intention de participer à l'évaluation de la stratégie militaire de l'OTAN, a déclaré le 15 mars à Bruxelles un porte-parole de l'Alliance atlantique. La France, qui a quitté en 1966 les structures intégrées de l'organisation tout en restant membre de l'Alliance, avait jusqu'ici refusé de participer à cette évaluation. — (Reuters)

Succession au « Washington Post ». — M. Katharine Graham, PDG de la compagnie du Washington Post, abandonnera le 9 mai prochain ce poste à son fils, M. Donald E. Graham. Agé de quarante-cinq ans, M. Graham conserve les fonctions de rédacteur en chef du quotidien Washington Post, qu'il exerce depuis 1979. Il sera assisté par M. Alan Spon, actuellement directeur du magazine Newsweek, qui fait également partie du groupe.

M. François Léotard invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. François Léotard, ancien ministre, député UDF du Var et président d'honneur du Parti républicain, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 17 mars, de 18 h 30 à 19 h 30.

Le maire de Fréjus répondra aux questions d'André Passeron et de Daniel Carton, du Monde, et de Bernard Létour et d'Isabelle Torre, de RTL, le débat étant dirigé par Jean-Pierre Defrain.

Un colloque « le Monde »-Europe 2 sur l'avenir de la radio

Le dixième anniversaire de la libération des ondes et de l'autorisation des stations FM sera, en 1991, l'occasion de nombreuses manifestations concernant la radio. Quel est aujourd'hui l'avenir de ce média dont le marché a été totalement bouleversé ces dix dernières années ? Quel paysage les quelques mille huit cents radios émettant actuellement en France sont-elles en train de dessiner ? Bref, où va la radio ? Tel est le thème du colloque organisé samedi 16 mars, dans le cadre du salon de la hi-fi, par le Monde et Europe 2, inaugurant deux années des dix ans de la FM. Deux débats réuniront les responsables des différentes radios ainsi que les professionnels du secteur : l'un, à 10 h 15, consacré aux nouvelles techniques (la radio numérique, le satellite, les nouveaux matériels de réception) ; l'autre, à 16 heures, consacré aux programmes. Les débats seront animés par Annie Cojan du Monde et Pierre-Yves Schneider d'Europe 2.

► Salle Havane, Salon de la hi-fi, palais des Congrès. Tél. : 40-46-88-00.

(Publicité)

Métros Saint-Sébastien et Duroc, aux Entrepôts du Marais :

pantalon flanelle 189⁰⁰ doublé

et 257 F en serge : les hommes ont intérêt à fréquenter ces champions du prêt-à-porter de luxe qui proposent aussi une veste pure laine Woolmark à 585 F, en laine et cachemire à 698 F. Costume tissu Noblet à partir de 990 F (ils en ont aussi en Dormeuil), smoking laine mohair 1.300 F. Rayon spécial grande et forte jusqu'à 82. Deux boutiques : 3, rue du Port-au-Choux (6^e) et 112, rue du Cherche-Midi (6^e). De 10 h à 19 h, sauf lundi-matin.

L'hésitation de l'armée yougoslave

DEPUIS la mort de Tito, il y a dix ans, la crise de la Yougoslavie n'a cessé d'empirer. Débarassée de la baguette du fer du maréchal, la République qui la composent se sont progressivement émancipées, redécouvrant leur histoire propre et considérant que leur avenir ne réside pas forcément dans le cadre de la Fédération.

Au fur et à mesure que le pays rejetait un communisme « expérimental » et s'autogouvernait, les Occidentaux jugeaient avec une tolérance qu'il ne méritait sans doute pas, les mouvements nationalistes flamboyants. Ce sont eux qui - en Slovénie, en Croatie, en Bosnie et en Macédoine - sous différentes formes, ont balayé du paysage les derniers débris de l'ancien système, qui avaient tenté de sauver leur mise en se ralliant à socialistes ou à réformateurs. En Yougoslavie, la sortie du communisme a débouché sur des points communs avec l'actualité chaos des nationalités de l'Union soviétique qu'avaient les ruptures survenues en Europe de l'Est.

Les derniers événements en Serbie, ultime tentative de rétrogradation, de déstabilisation, de démantèlement du pays, au point que plusieurs responsables gouvernementaux, dont le ministre des affaires étrangères, M. Stokich, ont été démis de leurs fonctions. La situation explosive, les manifestations pacifiques, les tentatives d'une réconciliation et d'une réconciliation objectives ont été brutalement réprimées par des unités armées, ce qui a été la dernière goutte de M. Stokich.

Pour se défendre, celui-ci a choisi d'attiser encore plus la crise. Peut-on interpréter autrement, en effet, la décision de ne pas faire collaborer, M. Stokich, de démissionner brutalement de son poste de président de la direction collégiale de la Fédération et le retrait de cette instance des représentants du Monténégro et de la Voïvodine, tous deux acquis à la Serbie ?

M. MILOSEVIC estime que la présidence collégiale de la Yougoslavie, amputée de trois de ses membres, n'a plus aucune légitimité. Son plan est clair : mis en minorité, il demande une intervention des militaires, et l'instauration de l'état d'urgence, pour éviter ce qu'il appelle la décomposition du pays et contraindre la coalition serbe, autrement dit « sécessionniste », à laisser ainsi les mains libres aux forces armées, sous le commandement suprême selon la Constitution, assurée collectivement par la présidence collégiale, qu'il juge complètement discréditée.

Garantie de l'intégrité du pays, l'armée est sans doute destinée à assister à ces convulsions internes sans bouger. Mais s'il-elle envie de passer à l'action, et sous quelle forme ? Elle est apparemment divisée et agit à la fois comme elle s'apprête. Certes, la majeure partie des cadres supérieurs sont serbes et épousent les idées « fédéralistes » de M. Milosevic. En outre, beaucoup d'officiers seraient bien enclins à débarrasser le premier ministre fédéral, M. Ante Markovic, qui veut rogner sur les crédits militaires. Mais une intervention de l'armée, qui ne dépasserait pas à certains Yougoslaves, éprouvés par toutes ces querelles et le marasme économique, risque aussi de plonger le pays dans une véritable guerre civile. La Serbie, et surtout la Croatie, ne resteraient pas les bras croisés.

Lire l'article de FLORENCE HARTMANN page 7

M0147 0319 0 6.00 F

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

« Le prix du statu quo », par Joaquin Estefania ; « Qui sont les bourgeois de Terry Anderson ? », par Jean-Paul Kauffmann. Un appel pour le Tibet. 2

L'évolution de la Roumanie

Le Front de salut national veut se transformer en parti social-démocrate. 6

Les débats au PS

M. Chevènement officialise l'éclatement de son courant. 8

Veillée d'armes à Biarritz

Le maire sortant affronte son premier adjoint au second tour de l'élection municipale. 9

Journal d'un amateur

« Pasqua », par Philippe Bouchier. 9

Un entretien avec M. André Rousselot

Premier bilan de la politique de diversification de Canal Plus. 10

Affaire Gaudino

La révocation de l'inspecteur de police est demandée. 12

Camille Claudel au Musée Rodin

Une rétrospective pour juger sur pièces les sculptures de l'artiste. 13

« Otello », à Bordeaux

Le chef d'orchestre Alain Lombard entame une seconde carrière française. 14

SECTION B

SANS VISA

Java en odeur de sainteté
Calais, port d'Albion
Vers la Louisiane
La météo entre en politique
La table
Les jeux. 17 à 24

SECTION C

Grève dans les banques le 19 avril

Les syndicats contestent la réforme (en discussion) de la convention collective. 25

Contrôle accru sur les navires de commerce

Quinze pays européens, dont l'URSS, renforcent les mesures de sécurité. 27

Services

Abonnements. 12
Carnet. 30
Loto. 30
Marchés financiers. 28-29
Météorologie. 30
Mots croisés. 22
Philatélie. 30
Radio-Télévision. 31
Tao-Tao. 30
Week-end du chineur. 12

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 15 mars 1991 a été tiré à 544 168 exemplaires.

Événement Europe 2

LE SALON D E LA HAUTE FIDELITE

16 - 19 MARS 1991

PALAIS DES CONGRES DE PARIS

ET PARALLELEMENT 16-18 MARS 1991 SOTHELY / PARIS

Le Monde

INITIATIVES

CAMPUS • EMERCI

SUPPLÉMENT

AVEC VOTRE QUOTIDIEN

ATTENTION : ce supplément est publié en cahier séparé.

MARDI 19 MARS 1991 (daté MERCREDI 20)

C'est vous qui avez raison.

EXIGEZ « LA MODE ET L'ARGENT DE LA MODE » !

La Mode vous séduit, alors que les prix de la Mode vous horrifient.

Voyages, livres, sports, sorties, sollicitez assez votre « budget-plaisirs ».

Mais vous adorez la Mode, et la seule formule qui vous convienne, c'est... Beaucoup de Mode pour peu d'argent.

Alors, avez-vous pensé aux Tissus Rodin ? Là, les prix n'ont plus rien à voir. La Mode qui laisse votre budget intact ou presque...

A partir de 30 F le mètre.

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS